

Interdépendance complexe entre les remises des migrants et le développement

Gunay Faradova

▶ **To cite this version:**

Gunay Faradova. Interdépendance complexe entre les remises des migrants et le développement. Science politique. 2014. dumas-01140032

HAL Id: dumas-01140032

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01140032

Submitted on 7 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UFR 11 Sciences politiques
Master 2 professionnel CIAHPD
« Coopération internationale, Action humanitaire
et Politiques de développement »
Année universitaire 2013-2014

Interdépendance complexe entre les remises des migrants et le développement



Gunay FARADOVA

Sous la direction de Monsieur
Yves VILTARD

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, M. Yves Viltard. Je le remercie de m'avoir encadrée et conseillée.

J'adresse mes sincères remerciements à tous mes collègues avec lesquels j'ai travaillé à l'OCDE et qui m'ont aidée dans la construction de ce mémoire. Leurs paroles, leurs conseils et leurs réflexions m'ont été précieux dans l'orientation de ce mémoire.

Je remercie aussi les bénévoles de VSO à Khodjent, au Tadjikistan,, qui m'ont soutenue et assistée dans la réalisation du sondage et de l'entretien, lesquels sont essentiels pour ce mémoire, en m'apportant les données et l'information importantes du terrain.

Enfin, je remercie ma famille, pour son soutien, sa patience et sa compréhension pendant tous ces mois.

À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

L'Université Paris I n'entend donner aucune approbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Résumé

Les remises des migrants représentent une source importante de devise pour la plupart des pays en développement. Ce phénomène a pris une ampleur mondiale de nos jours, alors que l'APD est en train de traverser une crise et paraît dans une mauvaise posture. Les remises des migrants peuvent être une nouvelle source de développement, car elles contribuent à la réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, les organisations interétatiques cherchent de plus en plus à intégrer celles-ci dans des actions qui mènent au développement. La problématique de ce mémoire est donc de comprendre dans quelles mesures les remises des migrants peuvent contribuer au développement d'un pays qui en est fortement dépendant, comme c'est le cas pour le Tadjikistan.

Mots-clés : remises des migrants, Tadjikistan, pays d'origine, Russie, pays d'accueil, pays en développement

---

Summary

Remittances from migrants represent a major source of foreign currency for most developing countries. Today, this phenomenon has taken on global proportions, at a time when ODA (official development assistance) is going through a crisis and is widely criticised. Remittances could prove a new catalyst for development as they contribute to poverty reduction. In this context, intergovernmental organizations increasingly seek to integrate them into development initiatives. Thus, the main aim of this research paper is to understand to what extent remittances can contribute to the development of countries such as Tajikistan which rely on them heavily.

Keywords : migrant remittances, Tajikistan, the country of origin, Russia, the host country, developing countries

Liste des acronymes

APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BRI	Banque des règlements internationaux
CEI	Communauté d'États indépendants
CAD	Comité d'aide au développement
DDC	Direction suisse du développement et de la coopération
DEED	Engagement de la diaspora pour le développement économique (traduction de l'anglais « *Diaspora engagement for economic development* »)
DFID	Département exécutif du gouvernement britannique concernant l'aide au développement international
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GBAD	Groupe de la Banque africaine de développement
GBAO	Oblast autonome de Gorno-Badakhshan
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GRI	Global Remittances Initiative
HTA	Hometown associations
IDH	Indice de développement humain
ITC	Centre du commerce international
MAE	Ministère des Affaires étrangères
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la conférence islamique
OCS	Organisation de coopération de Shangai
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations unies
ONG	Organisation non gouvernementale
OVIR	Département pour la délivrance des visas et l'enregistrement pour les étrangers
OTA	Opérateurs de transfert d'argent
PME	Petites et moyennes entreprises
PIB	Produit intérieur brut

PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RVN	Revenu national brut
RSR	Régions de subordination républicaine
SFI	Société financière internationale
SFM	Service fédéral des migrations de la Russie
TFM	Transferts des fonds des migrants
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development*)
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Sommaire

REMERCIEMENTS **1**

RÉSUMÉ **2**

SUMMARY **2**

LISTE DES ACRONYMES **3**

INTRODUCTION **6**

CHAPITRE I. LES REMISES DES MIGRANTS, NOUVELLE SOURCE DE DÉVELOPPEMENT **11**

A. LES ACTEURS INTERÉTATIQUES ANTICIPATEURS DE NOUVELLES INITIATIVES 12

B. LA CONCEPTUALISATION ET LA TYPOLOGIE DES REMISES DES MIGRANTS 28

C. SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES ET PHÉNOMÈNE DES REMISES DES MIGRANTS 33

CONCLUSION 39

CHAPITRE II. LE TADJIKISTAN, UN PAYS À FAIBLE REVENU DÉPENDANT DES REMISES DE SES MIGRANTS **40**

A. LE TADJIKISTAN, UN PAYS À FAIBLE REVENU 41

B. LES PROFILS DES ÉMETTEURS DES REMISES ET LEUR STATUT IRRÉGULIER 47

C. LE PROFIL DES RECEVEURS DES REMISES 61

CONCLUSION 68

CHAPITRE III. L'INCLUSION DES REMISES DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TADJIKISTAN **69**

A. LES CANAUX DE TRANSFERTS DES FONDS : LA JUXTAPOSITION DES TRANSFERTS FORMELS ET INFORMELS 69

B. LES EFFETS ÉCONOMIQUES DES REMISES DES MIGRANTS 75

C. L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS L'OPTIMISATION DES REMISES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU TADJIKISTAN 84

CONCLUSION 94

CONCLUSION **95**

BIBLIOGRAPHIE **97**

ANNEXES **119**

Introduction

Ce mémoire est dédié à l'étude de l'interdépendance qui existe entre les remises de migrants et le développement, en étudiant le cas précis d'un pays fortement dépendant de ces remises, le Tadjikistan.
La mobilité internationale du travail peut être considérée comme un facteur important de croissance et de convergence au niveau international. Les écarts de productivité et de revenus entre les pays entraînent des flux migratoires qui causent des débats quant à l'impact de la migration sur le pays d'origine.
La littérature de spécialité permet de distinguer quelques aspects positifs de la migration internationale sur les pays d'origine. Tout d'abord, les migrants peuvent exercer une influence positive sur les liens commerciaux et financiers avec leur pays d'origine. Même s'ils ne retournent pas dans leur pays d'origine, ils possèdent les informations nécessaires concernant des opportunités d'investissement, et ils peuvent ainsi contribuer à la promotion des relations commerciales et financières entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil. Si les émigrés retournent dans leur pays d'origine, ils amènent également les compétences acquises à l'étranger.
D'autre part, la migration a souvent des effets négatifs, tels que le dépeuplement de régions entières avec une forte perte de la productivité liée à l'exode de la main-d'œuvre. Cette fuite des cerveaux est l'objet de grands débats et la source d'une grande inquiétude des gouvernements des pays affectés. Pourtant, certains affirment que cette fuite des cerveaux peut être compensée par les remises des migrants[1].
Les remises des migrants à leur famille restée dans le pays d'origine attirent l'attention au niveau international. S'agissant du concept des remises des migrants, ce mémoire utilise la définition proposée par le Fonds monétaire international (FMI) en 2009 dans le manuel relatif à la balance des paiements, qui est également utilisée par l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) et d'autres organisations internationales. Dans ce cadre, les remises des migrants représentent les transferts personnels, comme les transferts courants ou en capital, en espèces ou en nature entre ménages résidents et ménages non-résidents. Ces remises sont calculées comme la somme de la rémunération d'employés moins les impôts, les cotisations sociales versées par les travailleurs non-résidents dans l'économie du pays où ils travaillent moins les frais de transport et, généralement, les frais de déplacement liés au travail à l'étranger. Dans le cas du Tadjikistan, par exemple, ces transferts monétaires s'effectuent souvent en espèces, proviennent d'un travailleur migrant installé en Russie et sont à destination d'un ménage au Tadjikistan. Le ménage peut être composé d'une ou plusieurs personnes qui peuvent être parents entre eux ou non et qui partagent le

[1] Riccardo Faini, « Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine », *Revue d'économie du développement*, 2, vol. 15, 2007, p. 153-182.

même budget ou la même résidence. Dans le cas du Tadjikistan, les personnes sont souvent liées par des liens parentaux et représentent la famille des migrants restée au Tadjikistan. Les travailleurs migrants sont des personnes qui travaillent de façon temporaire ou permanente en Russie.

Le phénomène des remises des migrants n'est pas nouveau, mais, avec la mondialisation, il a pris de l'ampleur et le nombre des remises des migrants ont tendance à augmenter régulièrement. Selon les estimations de la Banque mondiale (BM), les remises des migrants à leur pays d'origine devraient atteindre 436 milliards de dollars en 2014. Ceci représenterait une hausse de 7,8 % par rapport au montant enregistré en 2013 (404 milliards de dollars), et le montant total pourrait atteindre 516 milliards de dollars en 2016. Les envois de fonds demeurent l'une des principales sources de devises venant de l'extérieur pour la plupart des pays en développement. Ces montants excèdent les recettes tirées des principales exportations, et peuvent couvrir une grande partie du coût des importations[2]. Ils sont même supérieurs à l'aide publique au développement (l'APD) reçue de la part des pays donateurs (voir annexe IV).

Par exemple, pour des pays comme le Népal, les remises des migrants représentent près du double des recettes d'exportation. En Inde, les envois de fonds se sont élevés à 70 milliards de dollars en 2013, ce qui est supérieur aux 65 milliards de dollars tirés des exportations. Il faut souligner le fait que l'Inde reste au premier rang parmi les pays bénéficiaires des remises des migrants. Au deuxième rang des pays bénéficiaires, se trouve la Chine, avec 60 milliards de dollars, suivie par les Philippines, avec 25 milliards de dollars, le Mexique avec 22 milliards de dollars, etc. En termes de pourcentage, on distingue le Tadjikistan, dont 52 % du PIB est constitué par les remises des migrants, la Kirghizie, avec 31 % de son PIB, la Moldavie et le Népal, avec 25 % chacun, etc.[3] (voir annexe VII).

L'histoire de ces remises des migrants, comme l'un des facteurs de croissance et de développement liés au décollage économique, commence dès les années cinquante en Italie, ensuite en Espagne et plus tard au Portugal. Ces pays ont été les premiers à en avoir compris l'importance et à avoir développé des politiques pour améliorer l'intégration des remises dans l'économie du pays.

Cette question a aussi attiré mon attention lors de mon stage au siège de l'OCDE à Paris. Dans le cadre de son programme sur l'Eurasie, cet organisme met en œuvre différents projets pour les pays de l'Asie centrale, le Caucase du Sud et l'Ukraine sur le sujet du développement d'un marché compétitif aux niveaux national et régional[4]. Durant ce stage, j'ai eu l'occasion de travailler sur le projet pour le Tadjikistan, notamment sur la manière d'attirer les remises des migrants dans le développement du secteur privé.

---

[2] BM, « Les envois de fonds vers les pays en développement resteront importants cette année, malgré l'augmentation des expulsions de travailleurs migrants, selon la Banque mondiale », Washington DC, le 11 avril 2014, disponible à la page : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/11/remittances-developing-countries-deportations-migrant-workers-wb.

[3] *Ibid.*

[4] OCDE, « Le programme de l'OCDE pour la compétitivité en Eurasie du Secrétariat général des relations globales de l'OCDE », disponible à la page : http://www.oecd.org/globalrelations/eurasia.htm.

Après la dissolution de l'Union soviétique, le développement des cinq pays de l'Asie centrale (Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan et Ouzbékistan) a été fortement perturbé. La rupture et l'indépendance ont aussi signifié la fin des subventions de Moscou pour soutenir le développement et l'économie de ces pays. Aujourd'hui, les remises des migrants se sont substituées à ces subventions.

Les relations entre le Tadjikistan et la Russie, où plus de 90 % des migrants travailleurs émigrent[5], ont longtemps été caractérisées par une dépendance politique ainsi qu'économique qui persiste encore aujourd'hui après l'effondrement de l'Union soviétique.

Le Tadjikistan, le pays le plus pauvre de la région, dépend complètement des remises de ses migrants. Le taux de pauvreté dans le pays s'élève à 47,2 % selon les estimations de la BM. En 2013, 52 % du PIB du pays était dépendant des remises des migrants, et celles-ci s'élevaient à 3 960 millions de dollars[6]. Les migrants sont principalement employés dans les secteurs informels et peu qualifiés comme l'agriculture, la construction, le commerce et les services communaux.

Au Tadjikistan, une famille sur quatre a au moins un membre de la famille travaillant à l'étranger. En 2010, la migration de la main-d'œuvre du Tadjikistan était estimée comprise entre 500 000 et 800 000 personnes, qui représentaient environ 10 % de la population totale (6,9 millions de personnes)[7]. Il faut toutefois noter que les chiffres diffèrent selon les sources utilisées. Ces chiffres sont les chiffres officiels, qui prennent en compte les migrants enregistrés. Les chiffres réels, qui prennent en compte les migrants illégaux et les migrants ayant un statut irrégulier, sont difficiles à obtenir, et il n'existe que des approximations à ce sujet.

Cette tendance, au Tadjikistan, est corrélée à l'accélération de la mondialisation de l'économie, qui a favorisé l'apparition de travailleurs migrants. Le chômage et la pauvreté croissante ont obligé les travailleurs des pays pauvres et en développement à chercher des possibilités d'emploi ailleurs. On estime qu'en 2013, le nombre de migrants dans le monde a atteint son record historique : 232 millions de personnes résidaient ainsi hors de leur pays d'origine, contre 175 millions en 2000. Ce nombre représente 3,2 % de la population mondiale[8].

Les migrants déclarent que le manque d'emploi, les bas salaires et, en général, le manque de perspectives économiques ont été les moteurs essentiels de leur migration du pays d'origine au pays d'accueil. Le pays d'origine est le pays source de la migration, c'est-à-dire le pays à partir duquel les

---

[5] Abdul-Ghaffar Mughal, *Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan*, Douchanbé, IOM, 2007, p. 1-200.

[6] BM, « Bilateral Remittances Matrices ; Migrant remittance inflows », octobre 2014, disponible à la page : http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,,contentMDK:22803131~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html.

[7] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[8] ONU, « Le nombre de migrants dans le monde dépasse les 232 millions, selon l'ONU », New York, 11 septembre 2013, disponible à la page : http://www.un.org/fr/development/desa/news/population/migrants.html.

personnes émigrent et auquel les remises sont transférées[9]. Le pays d'accueil est le pays vers lequel les personnes immigrent.

Ce mémoire va aussi toucher les effets sociaux de la migration au Tadjikistan, notamment le fait qu'en partant en Russie pour gagner de l'argent, les hommes peuvent aussi finir parfois par quitter leur femme et leurs enfants et décider de s'installer définitivement en Russie. Dans ce contexte, la femme abandonnée renvoie, dans ce mémoire, à une femme qui a été quittée par son mari, parti travailler en Russie[10].

Par conséquent, les organisations interétatiques cherchent de plus en plus à intégrer les remises des migrants dans des actions qui mènent au développement. Aussi la problématique de ce mémoire est-elle de comprendre dans quelles mesures les remises des migrants peuvent contribuer au développement d'un pays qui en est fortement dépendant, comme c'est le cas pour le Tadjikistan.

La méthodologie est celle des enquêtes menées par les organisations internationales. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a effectué une enquête en 2007 pour la région de Khalton, intitulée « Migration, transferts de fonds des migrants et standards de vie au Tadjikistan ». Celle-ci a été réalisée avec le soutien financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans le cadre du projet sur l'amélioration de la contribution des remises des migrants au développement au niveau communautaire. En 2009, l'OIM a mené une autre étude au Tadjikistan, sur les femmes abandonnées par les migrants. Cette étude touche la problématique en termes économiques et émotionnels, soulignant l'importance de ce phénomène pour le Tadjikistan et l'extrême pauvreté que ces femmes subissent. L'Organisation internationale du travail (OIT) a mené en 2010 un sondage pour étudier la migration et le développement au Tadjikistan, basé sur l'information liée à l'émigration, le retour et la diaspora. En même temps, l'OIT menait un autre sondage pour étudier plus profondément les remises de fonds des migrants au Tadjikistan, notamment le potentiel pour les transformer en épargne, en investissement économique, ainsi que les produits financiers existants, pour attirer ces remises dans le secteur financier. En 2010, l'enquête intitulée « L'impact de la migration et des remises de fonds sur le bien-être au Tadjikistan » a été réalisée par l'agence statistique (TajStat) auprès du président de la République du Tadjikistan. L'enquête visait à améliorer les statistiques sur les migrations de la main-d'œuvre, les remises des migrants et leur effet au Tadjikistan. L'enquête a été menée selon les normes et les méthodes internationales de l'Union européenne (UE), et avec l'appui technique et financier de cette dernière. En janvier 2014, l'OIM a effectué un nouveau sondage sur les migrants tadjiks, cette fois en lien avec les interdictions de réadmission en Russie consécutives à des violations effectuées précédemment. Le rapport final présente une analyse détaillée de la situation des travailleurs migrants tadjiks concernant le problème

[9] « Key migration terms », OIM, disponible à la page : http://www.iom.int/cms/en/sites/iom/home/about-migration/key-migration-terms-1.html#Country-of-origin.

[10] IOM, *Abandoned wives of Tajik labor migrants*, IOM Study on the socio-economic characteristics of abandoned wives of Tajik labor migrants and their survival capabilities, Dushanbe, 2009, p. 10-30.

de l'entrée en Russie, propose des recommandations pour les aider à réduire leur vulnérabilité et à utiliser leur potentiel pour le développement économique, en touchant aux questions liées à leurs remises.

Pour ce mémoire, les résultats d'un sondage mené par l'auteur à Khodjent, dans la région de Sughd, seront également utilisés. En outre, les résultats de deux entretiens réalisés seront pris en compte. Le premier entretien a été mené avec une femme de Khodjent qui habite actuellement au Tadjikistan avec ses deux enfants et dont le mari est un migrant saisonnier en Russie. L'autre entretien a été mené avec des spécialistes de l'OCDE, pour avoir des idées plus précises quant au regard des experts des organisations internationales sur ce sujet.

Ce mémoire est divisé en trois parties et chaque chapitre présente des réflexions différentes relatives à cette problématique.

Le premier chapitre portera sur la question des remises au niveau global, à l'époque où cette question a pris une ampleur internationale, notamment quand l'APD s'est trouvée en crise et a perdu son sens traditionnel. Nous étudierons également les spécificités régionales et les particularités de chacun des pays. Le deuxième chapitre se concentrera sur le cas du Tadjikistan, qui est considéré comme un pays à faible revenu et fortement dépendant des remises de ses migrants. Puis nous étudierons, dans le troisième chapitre, l'impact de l'inclusion des remises des migrants dans l'économie du pays d'origine.

Chapitre I.
Les remises des migrants, nouvelle source de développement

Depuis quelques années, l'APD vit une sorte de crise. Cette aide est beaucoup critiquée du fait de sa mauvaise utilisation. Ce fait a forcé les organisations internationales non étatiques et étatiques à chercher un nouveau moyen de développement.

En 2004, quand le volume des transferts de fonds a dépassé celui de l'APD dans plusieurs pays d'émigration et que ces transferts ont atteint 126 milliards de dollars selon le FMI[11], cette question a attiré l'attention des acteurs étatiques et non étatiques engagés dans ce domaine et cherchant à prouver les effets positifs de ceux-ci sur les économies des pays en développement.

Cette question est aussi devenue légitime, en 2004, quand les organisations internationales, telles que la BM et le FMI, ont intégré les transferts de fonds des migrants (TFM) dans leurs politiques de développement. Outre les organisations internationales, les enjeux liés aux remises de migrants se trouvent également au centre des préoccupations au niveau national.

Certains pays du Sud, tout comme certains du Nord, cherchent à optimiser la régulation internationale des transferts de fonds. Pour les pays du Sud, cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique migratoire, tandis que pour les pays du Nord, ceci représente une politique nationale de transferts Nord-Sud[12].

Dans ce chapitre, les pays du Nord représentent les pays développés et techniquement avancés, qui sont à la fois les pays d'accueil pour les migrants et les pays émetteurs des remises, tandis que les pays du Sud sont à la fois les pays d'où proviennent ces migrants, leurs pays d'origine, et ceux receveurs des remises.

[11] OCDE, *Migration, transferts des fonds et développement*, Paris, Éditions OCDE, 2005, p. 43-385.

[12] Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-18.

A. Les acteurs interétatiques anticipateurs de nouvelles initiatives

1. L'aide publique au développement : de la fatigue à la crise

La coopération internationale est un sujet de grand débat et se voit comme « l'opération conjointe de plusieurs acteurs de la société internationale[13] ». Cette coopération cherche à amoindrir les écarts de niveaux de vie, à réduire les conflits, donner à chacun un accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, à une nourriture décente. Elle tente de fixer les mêmes règles pour tous les pays en ce qui concerne l'aspect monétaire et commercial, en tenant compte des échecs, des catastrophes et des défis du XX^{e} siècle[14].

La coopération internationale est conçue pour être au service du développement, et se manifeste, parmi d'autres moyens, à travers l'APD. Selon les travaux du Comité d'aide au développement (CAD[15]), l'APD est constituée par tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires inscrits sur la liste des bénéficiaires de l'APD du CAD ou à des institutions et organisations multilatérales[16]. L'APD se définit comme un transfert des ressources publiques entre des pays « donateurs » et des pays « bénéficiaires[17] ». Cette aide cherche à fournir un financement, des compétences et de la technologie aux pays pauvres et en voie de développement.

Le principal objectif de l'APD est la lutte contre la pauvreté. Les gouvernements des pays en développement, ainsi que les pays pauvres et les pays donateurs sont mobilisés par leur engagement à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui représente un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement, avec pour but de répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde[18]. Cet engagement exige des ressources capables de faire augmenter et d'améliorer l'offre de services de base, afin d'aider les populations de ces pays[19] (Chauvet, 2009). L'aide au développement a augmenté de 6,1 % en 2013, et les apports nets d'APD des donateurs se sont élevés à 134,8 milliards de dollars au total, ce qui est un rebond évident après deux années de baisse. Les estimations du CAD pour 2014

---

[13] Philippe Hugon, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement*, 2/2010, p. 99-118.

[14] Jean-Jacques Gabas, *Nord-Sud : L'impossible coopération ?*, Paris, Presse de Sciences-Po, 2002.

[15] Comité d'aide développement a été créé au sein de l'OCDE en 1961, et représente un forum international, qui réunit de grands fournisseurs de l'aide, y compris ses 29 membres. La BM, le FMI et le PNUD sont des observateurs. Son objectif est de promouvoir des politiques et de coopération pour le développement.

[16] OCDE, « *Aide publique au développement : définition et champ couvert* », Statistiques de l'aide, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm.

[17] Michaïlof *et al.*, *Notre maison brûle au Sud : que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010, p. 50-107.

[18] Le site internet de l'ONU pour les huit objectifs du Millénaire pour le développement - http://www.un.org/fr/millenniumgoals/.

[19] Lisa Chauvet, Flore Gubert et Sandrine Mesplé-Somps, « Les transferts des migrants sont-ils plus efficaces que l'aide pour améliorer la santé des enfants ? Une évaluation économétrique sur des données inter et intra-pays », *Revue d'économie du développement*, 4/2009, vol. 17, p. 41-80.

sont positives et capables d'assurer de la tendance à l'augmentation de cette aide avant sa stabilisation (voir annexe III).

Au sens traditionnel du terme, l'aide au développement se définit généralement comme une aide financée par des ressources publiques allouées par un État et dirigées vers les États bénéficiaires. Ce *double monopole*[20], c'est-à-dire l'interaction exclusive entre l'État donateur et l'État bénéficiaire, a été remplacé par la diversification de la demande et de l'offre de l'aide. La « décentralisation de l'aide[21] » est aussi liée à la prolifération des acteurs, comme les ONG, les fondations privées, les institutions mondiales, etc. Ces nouvelles sources de pouvoir non étatiques commencent à se positionner comme des acteurs internationaux et participent à l'élaboration des politiques. Ces ressources de pouvoir se sont diversifiées et le dialogue politique a du mal à s'adapter à cette diversification[22].

Ainsi, l'émergence d'organisations non étatiques, de fondations et d'acteurs privés vient redessiner les contours de l'APD et redéfinir la vision du développement. En même temps, se développe l'idée que les pays receveurs d'aide doivent également accompagner les visions de développement, et que ceci ne doit pas être imposé par les États bailleurs eux-mêmes, ni à travers les actions des ONG. Cette coopération est définie par certains spécialistes comme une relation de dépendance. Dans ce type de relation, les États bailleurs essayent d'imposer leur volonté aux États receveurs, dans d'autres mots, à travers le principe suivant : « la main qui donne est plus haute que celle qui reçoit[23] ».

L'APD a connu, à partir des années quatre-vingt-dix, un changement d'approche, du fait notamment de l'émergence de critiques émises contre l'aide publique classique et de la prolifération d'acteurs non étatiques. Dans les années quatre-vingt-dix, la déception, relativement à l'efficacité de l'APD, est devenue immense. Ces années sont connues comme les années où « la crise de légitimité de l'aide » s'est aggravée. On exprime souvent des hésitations concernant son utilisation, car les États bénéficiaires ne se développent pas. Par conséquent, il est évident que malgré cette aide financière importante, le niveau de la pauvreté dans le monde reste le même. L'aide est plutôt vue comme « un pur gaspillage » qui se désintéresse de la lutte contre la pauvreté et les intérêts politiques, stratégiques et commerciaux qui dirigent les politiques d'aide[24].

La perception de l'APD est en train de changer, car il devient de plus en plus évident que derrière cette aide se cachent des problèmes politiques très complexes. Selon Severino et Ray, les principaux moteurs de l'APD sont les stratégies géopolitiques de ses donateurs, car ceux-ci cherchent à « acheter l'influence[25] ». Il semble que les États donateurs essayent de poursuivre l'objectif « noble[26] » de

---

[20] Jean-Michel Severino et Olivier Ray, « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », *Revue d'économie du développement*, 1/2011, vol. 19, p. 5-44.

[21] *Ibid.*

[22] Jean-Jacques Gabas, *Nord-Sud : L'impossible coopération ?*, Paris, Presse de Sciences-Po, 2002.

[23] Citation attribuée à Napoléon Bonaparte.

[24] Serge Michaïlof *et al.*, *Notre maison brûle au Sud : que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010, p. 50-107.

[25] Jean-Michel Severino et Olivier Ray, « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », *Revue d'économie du développement*, 1/2011, vol. 19, p. 5-44.

contribuer au développement d'un pays, mais, dans le cadre de cet objectif, ils ne prennent pas en compte les besoins des pays et cherchent à mettre en œuvre leurs propres intérêts stratégiques. Ce fait explique bien pourquoi, ces dernières années, l'efficacité de cette aide a été remise en question. L'opacité de l'APD et son financement mal tracé contribuent à sa mauvaise intégration au sein des pays et provoquent sa participation à une diplomatie économique.

Dans le cadre de l'aide aux pays pauvres, la diplomatie d'influence est très présente. Il faut souligner qu'aujourd'hui, nous sommes dans une phase où la séparation entre la générosité et l'influence est bien perdue. L'aide et la diplomatie forment désormais un couple inséparable. Des motivations politiques inspirent des assistances économiques. Ces dernières sont souvent accompagnées par une « assistance militaire » servant des intérêts stratégiques[27].

Malgré l'opinion traditionnelle qui prévaut, pour Alain Houziaux, c'est plutôt le Sud qui finance le Nord et non le contraire. À travers cette aide, les pays du Nord ont une très bonne chance de mettre en place leurs stratégies politiques. En outre, dans le cadre de l'aide financière, si l'on prend en compte les sommes que le Sud a versées au Nord pour rembourser sa dette, on voit que ces sommes sont presque sept fois supérieures à celles que le Nord a versées au Sud au titre de l'APD. À ce titre, on peut conclure que les conséquences de l'APD peuvent être perverses. À travers cette « solidarité », les pays donateurs versent des apports d'aide vers les pays avec lesquels ils ont des liens historiques, culturels, ainsi que linguistiques, et créent donc « une dépendance réciproque[28] ».

Cette image de l'APD est confirmée au niveau international par le discours du secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurria, qui a ainsi déclaré :

> *« Il est encourageant de constater que les pays augmentent à nouveau leurs budgets d'aide au développement malgré les contraintes financières auxquelles ils sont confrontés. En revanche, l'aide allouée à certains des pays les plus démunis continue de baisser, ce qui est un grave sujet de préoccupation ».*

En outre, l'objectif de 0,7 % du RNB est loin d'être atteint. En effet, seulement cinq pays du CAD l'atteignent ou le dépassent : le Royaume-Uni (0,72 %), le Danemark (0,85 %), le Luxembourg (1 %), la Suède (1,02 %) et la Norvège (1,07 %)[29]. Même des grandes puissances mondiales comme les États-Unis (0,19 %), la France (0,41 %), l'Allemagne (0,38 %), l'Italie (0,16 %) ou la Russie (0,03 %)[30] ne l'atteignent pas.

Certains estiment également que l'aide pourrait même avoir un effet négatif sur le développement du pays bénéficiaire. L'APD est alors juste perçue comme un moyen de renforcer le poids de l'élite

---

[26] Serge Michaïlof *et al.*, *Notre maison brûle au Sud : que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010, p. 50-107.

[27] *Ibid.*

[28] Jean-Jacques Gabas, *Nord-Sud : L'impossible coopération ?*, Paris, Presse de Sciences-Po, 2002, p. 12.

[29] *Ibid.*

[30] OCDE, « Aide publique au développement nette des membres du CAD en 2012 », statistiques sur les apports de ressources aux pays en développement, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/cad/stats/statistiquessurlesapportsderessourcesauxpaysendeveloppement.htm.

kleptocratique et la corruption dans le pays en développement. Cette élite, avec le dirigeant du pays, profite de cette situation pour renforcer ses positions à travers des projets superficiels, des « éléphants blancs[31] » dont la population pauvre ne peut pas bénéficier. Ces conséquences négatives de l'aide nous font penser, encore une fois, que les pays donateurs sont préoccupés par leurs propres intérêts politiques et stratégiques plutôt que par la mise en place d'un système de normes de « bonne gouvernance » pour les pays receveurs de l'aide. Il faut aussi souligner que ces conséquences sont possibles tant dans l'aide bilatérale que multilatérale[32].

Selon l'économiste Jeffrey Sachs, les pays riches « prétendent » aider les pays pauvres, tandis que les pays pauvres « prétendent » mettre en œuvre les différentes réformes. Ces réformes n'existent qu'en théorie et n'ont rien à voir avec les besoins réelles du pays. Les agences de développement se focalisent sur des projets « symboliques » et d'intérêt national, afin de « prétendre à de bonnes manchettes» [33] . L'efficacité de l'aide se mesure par sa capacité à accroître le capital humain des pays en développement. Les dépenses nécessaires ne sont pas tant des dépenses d'investissement matériel (construction d'écoles et de centres de santé) que des dépenses de fonctionnement (salaires des maîtres, des médecins, des infirmiers, paiements des fournitures scolaires et des médicaments). Il est, par exemple, inutile de se lancer dans un programme d'éducation ou de santé sans la prise en charge des frais récurrents sur plusieurs années à venir. Si l'aide est dirigée vers les pays vulnérables, il est préférable que le profil temporel de l'aide s'adapte à la situation des pays aidés. Cette adaptation doit pourtant suivre des critères connus à l'avance[34].

Nous vivons à une époque où l'APD manque de transparence et d'efficacité. Il est difficile de la mesurer en termes de résultats concrets, surtout pour les pays bénéficiaires. Bilatérale ou multilatérale, cette aide continue à porter des objectifs politiques, économiques et même très souvent militaires pour les pays donateurs. C'est un instrument d'influence, de coopération imposée, avec des résultats pas nécessairement efficaces pour les pays receveurs. L'exemple de la Russie, que nous avons choisi comme étude de cas, ne fait que confirmer ceci.

1.1. L'APD de la Russie, une APD servant des intérêts stratégiques

Prenons l'exemple de la Russie. Celle-ci est « un nouvel élève » dans ce domaine. Elle fait partie des pays non membres du CAD, mais qui contribuent à l'APD. De 1991 jusqu'à 2007, elle est restée en dehors du paysage international du développement en tant que pays donateur. En 2007, un grand changement a eu lieu.

---

[31] Olivier Charnoz et Jean-Michel Severino, *L'Aide publique au développement*, Paris, La Découverte, 2007, p. 72.

[32] Farah Abuzeid, « Foreign Aid and the "Big Push" Theory: Lessons from Sub-Saharan Africa », *Stanford Journal of International Relations*, 16, 2009, vol. 11, p. 16-23.

[33] Jeffrey D. Sachs, *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, Penguin Books, 2005.

[34] Daniel Cohen, Sylviane Guillaumont Jeanneney et Pierre Jacquet, *La France et l'aide publique au développement*, Paris, La Documentation française, 2006, p. 60-200, p. 26.

Membre du G7 depuis 1997, la Russie était le seul pays dont la législation ne prenait pas en compte les programmes étatiques de l'APD. Il n'existait même pas, dans les documents ou dans les actes normatifs, de catégorie dédiée à « l'aide publique au développement ». L'aide et l'assistance s'effectuaient sur la base des résolutions adoptées par le gouvernement en fonction des différents problèmes et des buts poursuivis, comme la contribution aux organismes internationaux ou la participation à l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles. En 2006, suite à l'ordre du Président, la Russie a commencé à élaborer un projet de conceptualisation de la participation de la Russie au développement international, avec la collaboration des ministères des Affaires étrangères et des Finances. Le projet a été approuvé en 2006 et la conception a été adoptée en 2007. La Russie préfère participer au développement régional qu'international. Dans ce cadre, l'Agence fédérale pour la Communauté d'États indépendants (CEI) au sein du ministère des Affaires étrangères, Rossotroudnichestvo[35], a été créée en 2008[36]. Seule agence à assurer la coopération internationale, elle participe, selon le discours officiel, au développement international. À travers cette agence, la Russie intervient dans le développement des pays de la CEI, promeut la langue et la culture russes dans la région[37]. Il est évident que la collaboration avec la CEI est prioritaire pour la Russie afin que cette dernière puisse maintenir son influence au niveau mondial.

Cette situation est devenue une grande préoccupation mondiale et les acteurs étatiques et non étatiques se sont mis à la recherche d'un autre moyen d'aider les pays en voie de développement.

1.2. Les acteurs interétatiques anticipateurs de nouvelles initiatives

Le consensus de Monterrey a apporté des changements, et son adoption par l'Organisation des Nations unies (l'ONU) a été perçue comme révélatrice d'une modification importante des priorités des pays. Issu de la Conférence internationale sur le financement du développement en 2002, le consensus de Monterrey souligne :

> *« les ressources mobilisées sont tout à fait insuffisantes pour réaliser les objectifs de la communauté internationale en matière de développement ».*

L'APD seule ne suffit pas pour réaliser ces démarches. Comme principaux axes, le consensus de Monterrey propose de « mobiliser des ressources internationales et nationales au service du développement », ce qui comprend les flux internationaux de capitaux privés, notamment les investissements directs étrangers ; un bon gouvernement pour assurer le développement durable ; la lutte contre la corruption ; le microfinancement ; mais aussi tout particulièrement l'utilisation des

[35] *Rossotroudnichestvo* se traduit littéralement comme : « la coopération russe ».

[36] Alla Lebedeva, « L'aide publique au développement russe : de 2006 à nos jours », *Les Cahiers du CIRDIS*, 6, 2013, p. 4-260.

[37] Le site officiel de Rossotroudnitchestvo : http://government.ru/department/93/about/.

fonds des travailleurs migrants, au travers de la réduction des coûts des envois et l'encouragement de ces avoirs pour participer aux activités de développement[38]. Dans cette logique, l'apparition de différents programmes conçus pour utiliser les remises des migrants vers leur pays d'origine est perçu comme l'un des moyens de la lutte contre la pauvreté.

Le rythme de développement des remises des migrants coïncide avec celui de la migration internationale. Il faut constater que depuis le début du XXI[e] siècle, avec l'augmentation des sommes transférées, cette problématique a attiré l'attention des organismes internationaux comme l'OCDE, le FMI, l'OIM, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BM, etc. Selon les estimations du FIDA, ceci peut concerner une personne sur dix dans le monde.

Comme les États préservent leur autorité sur le marché financier et coopèrent avec les acteurs privés, la première discussion sur ce sujet a évidemment commencé au niveau interétatique. En 2004, lors de la réunion du G8 de Sea Island (Géorgie, États-Unis), on a lancé une initiative internationale, la Global Remittance Initiative (GRI), après le consensus de Monterrey. La GRI semble présenter des éléments qui peuvent mener à la construction d'un régime international de régulation des remises des migrants[39]. Cette réunion du G8 a engagé le lancement de la GRI dans le cadre du plan de l'action internationale intitulée « Application du potentiel de l'entreprise à l'élimination de la pauvreté[40] ».

La première partie de ce plan d'actions (« Faciliter les transferts de fonds pour aider les familles et les petites entreprises ») souligne que les flux des remises, qui représentent le fruit du travail des immigrants, se développent rapidement et jouent un rôle croissant dans le financement du développement dans les pays d'origine. Grâce aux envois de fonds, les familles reçoivent des capitaux nécessaires pour l'éducation et le logement, et les petites entreprises pour leur démarrage et leur expansion. Ces fonds peuvent donc jouer un rôle important dans le développement du secteur privé, même si les coûts des transactions peuvent être élevés – jusqu'à 10 à 15 %. Les remises des migrants peuvent par ailleurs renforcer les systèmes financiers des pays en développement et réduire le risque de détournement de ces fonds à des fins illicites. Plusieurs organismes internationaux, tels que le G8, la BM, le FMI et d'autres, se sont engagés à travailler ensemble pour améliorer les données sur les transferts de fonds et élaborer des normes pour la collecte de données dans les pays d'origine et d'accueil. Les pays du G8 ont également décidé de prendre des mesures afin de réduire le coût des transferts de fonds[41]. Dans ce cadre, le G8 s'engage également à établir une liste d'objectifs, à travers un programme de partenariat avec les pays en développement, qui comprendrait en particulier[42] :

---

[38] ONU, *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002*, New York, 2002.

[39] Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-18.

[40] Traduction faite de l'anglais « *Applying the Power of Entrepreneurship to the Eradication of Poverty* ».

[41] G8, « G8 Action Plan: Applying the Power of Entrepreneurship to the Eradication of Poverty », Summit documents, Sea Island, 9 juin 2004, disponible à la page : http://www.g8.utoronto.ca/summit/2004seaisland/poverty.html.

[42] *Ibid.*

1. la facilitation des envois et réceptions des transferts et leur formalisation au travers de programmes portant sur l'éducation financière et sur la coopération du secteur privé pour améliorer la prestation de ces services ;
2. la réduction des coûts de transaction à travers la promotion de la concurrence, l'utilisation d'instruments innovants dans le paiement et l'amélioration de l'accès aux systèmes financiers formels ;
3. la promotion d'une meilleure cohérence et la coordination des organisations internationales avec pour but d'améliorer les services de transferts de fonds et le renforcement de leur impact sur le développement ;
4. la favorisation de la coopération entre les prestataires de services de transfert et les institutions financières locales, y compris les institutions de microfinance et les crédits coopératifs, avec pour but de renforcer les marchés financiers locaux et d'améliorer l'accès aux services financiers ;
5. l'incitation à la création de fonds de développement locaux orientés vers le marché ainsi que de crédits coopératifs, qui donnent aux familles bénéficiaires plus d'options et les encouragent à investir de manière efficace et productive dans leurs envois de fonds ;
6. la favorisation du dialogue avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour aborder les obstacles réglementaires.

La deuxième partie s'engage dans l'amélioration des conditions pour les entrepreneurs et les investisseurs et la quatrième partie cherche à élargir l'accès des entrepreneurs aux ressources financières, à travers la microfinance.

La troisième partie de ce plan d'actions, intitulée « Fourniture de logements et assainissement de l'eau par le soutien du développement des marchés financiers locaux[43] », revient aussi à la question des remises des migrants, en proposant d'offrir des possibilités, aux bénéficiaires des transferts, d'utiliser ce revenu d'une manière efficace sur les marchés financiers nationaux, ainsi que pour la construction et l'amélioration de leur maison[44].

Dans l'annexe du document, il est indiqué que, selon le plan d'actions, les pays du G8 receveurs de migrants se sont engagés à élaborer des programmes et des stratégies pour les pays bénéficiaires. Par exemple, la France soutient les projets et les stratégies individuelles des migrants en provenance du Maroc, du Mali et du Sénégal pour investir dans leur pays d'origine, et cherche à mener une politique de codéveloppement pour réduire le coût des envois de fonds et allouer des prêts à l'investissement productif local. Les projets sont cofinancés par les associations de migrants vivant en France. L'Allemagne coopère avec la Turquie, qui est son bénéficiaire majeur, pour améliorer les services aux

[43] Traduction de l'anglais « *Providing Housing and Clean Water by Supporting the Development of Local Financial Markets* ».

[44] G8, « G8 Action Plan : Applying the Power of Entrepreneurship to the Eradication of Poverty », Summit documents, Sea Island, 9 juin 2004, disponible à la page : http://www.g8.utoronto.ca/summit/2004seaisland/poverty.html.

migrants et à leurs familles, et offre des possibilités d'envois formels plus efficaces en maintenant des normes de contrôle[45].

Les envois de fonds de la Fédération de Russie jouent un rôle important dans l'économie des pays de la CEI, notamment pour le Tadjikistan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Géorgie, etc. Selon ce document, la Russie cherche à élaborer avec ces pays des partenariats pour améliorer le cadre des flux d'envois de fonds, afin d'encourager la diversification des activités de services locaux de transferts d'argent, d'accroître l'éducation financière des travailleurs migrants et d'améliorer la qualité des données des transferts de fonds.

Comme l'on peut le constater, les organisations internationales commencent à montrer un grand intérêt à ce sujet. Différents groupes de travail ont ainsi fait leur apparition au sein de ces organisations. Par exemple, suite à cette réunion du G8, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer des principes généraux sur la régulation des remises des migrants[46].

Ce groupe de travail réunit principalement la BM avec la Banque des règlements internationaux (BRI)[47], ainsi que les institutions financières internationales, telles que le FMI, le Fonds monétaire arabe, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque centrale européenne, et les experts de développement des banques centrales des pays receveurs et émetteurs des remises. En mars 2006, ce groupe a publié ces principes généraux, intitulés « General principles for International Remittance Services », qui représentent plutôt un document de consultation. Après avoir reçu des commentaires, l'année suivante, en 2007, le groupe a publié un rapport plus détaillé avec une analyse approfondie[48].

Le groupe souligne les objectifs centraux de la régulation des transferts des fonds internationaux et propose cinq principes généraux, tels que la transparence et la protection des consommateurs, les infrastructures de paiement, l'environnement légal et réglementaire, la structure de marché, la concurrence, la gouvernance et la gestion du risque[49]. Le rapport propose des mesures pour chaque principe et cherche à prévoir, pour les autorités nationales et les organisations internationales, une sorte d'orientation dans ce domaine. Ces principes représentent des standards internationaux et donnent des indications pour améliorer le marché national pour les envois de fonds et réduire le coût des transferts. Ces principes généraux ont été approuvés par le G8, le G20, ainsi que le Forum de stabilité financière[50].

---

[45] *Ibid.*

[46] Marie Coiffard, « La coopération internationale sur les transferts de fonds des migrants, quels enjeux pour quelle perspective ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 1, vol. 28, 2012, p. 129-145.

[47] La BRI a été créée en 1930 avec pour but de servir les banques centrales.

[48] BM, *General principles for international remittance services*, Committee on Payment and Settlement Systems, Bâle, 2007.

[49] *Ibid.*

[50] SFI, « Guidance Report for the implementation of the CPSS-WB General Principles for International Remittances », disponible à la page : http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTFINANCIALSECTOR/0,,contentMDK:23289589~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282885,00.html.

Comme le souligne Marie Coiffard, le GRI est une procédure interétatique :

> « … *ayant pour objectif la normalisation des systèmes de transferts et la résolution d'un problème d'action collective (amélioration de l'impact des transferts), dans un domaine spécialisé des relations internationales…* »

Cette procédure repose sur un ensemble de règles à effets indirects.

Les mesures et les normes proposées représentent des règles qui font partie de la « *soft law*[51] » – les règles non obligatoires, non contraignantes et à libre interprétation par les autorités nationales et les acteurs engagés – et présentent, en même temps, les intérêts de ces derniers.

Aujourd'hui, au sein de la BM, il existe un groupe de travail global sur les transferts des fonds[52], composé de représentants de la Banque et des autorités nationales intéressés par ce sujet. Le but principal de ce groupe est de réduire les coûts des transferts. Ce groupe de travail, en coopération avec le Comité consultatif international, lui aussi composé d'experts internationaux, travaille sur quatre domaines principaux : la collecte des données ; la migration et le développement ; le paiement et l'infrastructure de marché ; l'accès au financement[53].

En 2008, la BM a créé un site internet comportant la première base de données sur les frais d'envoi et de réception associés aux transferts de sommes d'argent dans le monde entier[54], y compris 226 « couloirs de transferts[55] ». Ces couloirs[56] incluent les 32 principaux pays émetteurs des fonds et 89 pays receveurs. Cette initiative globale a pour but d'améliorer la transparence des marchés[57].

Pour améliorer les données statistiques et résoudre les problèmes communs liés aux remises des migrants, les représentants du FMI et de l'OCDE, de la BM, de l'Eurostat et des banques centrales de certains pays se sont réunis au Luxembourg afin d'identifier les meilleures pratiques et de préparer un guide pour les statisticiens et les utilisateurs sur les opérations internationales de transferts de fonds[58]. Le groupe s'est réuni pour la première fois à Luxembourg – il en porte maintenant le nom. En 2009, le FMI et le groupe de Luxembourg ont publié un guide qui cherche à favoriser les améliorations des données sur les remises des migrants, résume les définitions et les concepts liés aux remises des migrants dans le cadre de la balance des paiements et fournit des directives pratiques.

---

[51] Le *soft law* traduit par droit mou, souple ou flou, désigne les règles d'une normalisation mondiale.

[52] Traduction faire de l'anglais « *Global remittances working group* ».

[53] SFI, « Global remittances working groupe », 4 novembre 2014, disponible à la page : http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTFINANCIALSECTOR/0,,contentMDK:22378309~menuPK:6681487~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282885,00.html.

[54] Traduction faite de l'anglais « *Global remittance price database* ».

[55] Traduction faite de l'anglais « *country corridor* ».

[56] Le « couloir » signifie le corridor qui se trouve entre le pays d'origine et le pays de destination, par lequel les flux financiers, mais aussi les flux de biens ou de services, sont effectués par les migrants (se reporter au rapport de Naceur Bourenane (dir.), « Réduire les coûts des transferts des migrants et optimiser leur impact sur le développement : Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc », décembre 2011).

[57] Site de la BM sur les frais et les couloirs des transferts de l'argent : http://remittanceprices.worldbank.org/en.

[58] « International Transactions in remittances: Guide for compilers and users ».

Travaillant sur les statistiques dans ce domaine, l'OCDE a publié en 2005 un livre intitulé *Migration, transferts de fonds et développement*. Cette publication présente l'état actuel des remises des migrants, leur influence sur les pays d'origine des immigrés, les canaux utilisés pour la collecte, le rôle des systèmes bancaire et financier, en prenant l'exemple de différents pays. Cet ouvrage cherche à « ouvrir des voies nouvelles aux politiques d'APD, aux politiques de codéveloppement et au rôle direct que les migrants peuvent jouer au niveau local ».

2. Les organismes internationaux et régionaux dans les enjeux de remises des migrants

Ces remises des migrants constituent une source importante de financement pour les économies en développement. C'est pour cette raison que les organisations tant internationales que régionales s'engagent dans ce domaine, afin de pouvoir profiter de ces processus.

La facilité de financement pour les envois de fonds du FIDA consiste en un portefeuille de 28 millions de dollars pour augmenter les possibilités économiques pour les régions pauvres grâce à l'appui et au développement de services internationaux et nationaux relatifs aux services des transferts. Ce portfolio concerne 50 projets dans 40 pays du monde[59].

L'OIT intervient à la fois sur la demande de services financiers et sur l'offre. La demande implique de travailler avec les travailleurs migrants et les bénéficiaires de fonds pour renforcer leur capacité à faire des choix plus rationnels quant à l'utilisation de cet argent, améliorer l'éducation financière dans le but d'accroître le bien-être des ménages à faibles revenus et de soutenir l'établissement des entreprises et la création d'emplois. En ce qui concerne l'offre, ceci implique de travailler avec les institutions financières pour développer des services financiers afin d'utiliser ces transferts comme l'un des générateurs de revenus[60].

L'OIM travaille aussi sur les différents aspects de la migration et ses effets sur les remises des migrants. Elle a été l'une des premières organisations à éditer, dès 2004, une publication sur la « Dimension du développement des remises des migrants[61] », qui souligne que pour les pays d'accueil, sont importants non seulement les transferts financiers mais aussi les transferts sociaux[62].

Cette question est beaucoup discutée au sein des organismes internationaux, qui cherchent à profiter de ces processus afin d'améliorer les conditions de vie, éliminer la pauvreté et favoriser le développement économique des pays bénéficiaires de ces envois.

---

[59] FIDA, « Financing facility for remittances », disponible à la page : http://www.ifad.org/remittances/index.htm.

[60] OIT, « A migrant centred approach to remittances », disponible à la page : http://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/policy-areas/remittances/lang--en/index.htm.

[61] Traduction faite de l'anglais « *The developement dimension of migrant remittances* ».

[62] Ninna Nyberg Sorensen, « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 3-33.

Les enjeux liés aux remises des migrants sont également débattus au niveau régional. Citons par exemple l'Inter-American Dialogue, organisme sans but lucratif qui réunit des dirigeants publics et privés à travers les Amériques pour résoudre les problèmes et les opportunités de l'hémisphère. Parmi les programmes sur lesquels ceux-ci travaillent, un programme relatif à la migration, aux remises des migrants et au développement est à remarquer. Celui-ci se concentre sur les politiques de flux des envois, l'accès au financement pour les migrants et les familles bénéficiaires de ces fonds, ainsi que la sensibilisation des gens et les partenariats entre les institutions publiques et privées. L'année dernière, ce programme a lancé une nouvelle initiative, intitulée « Observatoire de l'industrie des transferts des fonds », qui fournit une analyse du marché des transferts[63].

La Banque africaine de développement (BAD) s'est engagée dans ce domaine pour le continent africain. Elle a collaboré avec la BM pour effectuer une étude sur les appuis de migration pour l'Afrique, dans le cadre des remises des migrants, des compétences et des investissements. Son objectif principal est de réduire les coûts des transferts de fonds et de maximiser leur impact sur le développement. À travers ses fonds pour la migration et le développement, la Banque soutient également les initiatives locales et celles des diasporas[64] visant à améliorer les connaissances sur les remises, à optimiser leur utilisation et à soutenir toutes les initiatives des migrants relatives au développement local dans les pays d'origine[65].

À partir de 2004, la Banque asiatique de développement s'est aussi engagée dans la problématique des transferts de fonds et leur impact sur le développement au travers de ses publications et études effectuées pour les pays de l'Asie du Sud.

Tout en se rendant compte de l'ampleur que prennent les remises des migrants et de l'importance qu'il y a d'avoir plus d'informations sur ce sujet pour pouvoir diriger ces fonds vers le développement, le groupe de la BM et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) ont lancé une alliance mondiale sur les migrations et le développement, nommée « Global Knowledge Partnership on Migration and Development » (KNOMAD). Cette alliance représente une sorte de centre mondial de connaissances et d'expertise politique sur les problématiques de la migration et du développement.

---

[63] Inter-American Dialogue, « Remittances and development », disponible à la page : http://www.thedialogue.org/remittancesmigration.

[64] Le terme de diaspora, dans ce mémoire, est conforme à sa définition, qui souligne que « diaspora » signifie « peuple, communauté culturelle, ethnique ou religieuse, qui à la suite de différentes migrations, se retrouve dispersé à travers le monde ». Pour qu'il y ait existence d'une diaspora, il faut remplir trois conditions. D'abord, il faut avoir « la conscience et le fait de revendiquer une identité ethnique ou nationale distincte » ; deuxièmement, il faut avoir une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé ; enfin, il faut avoir des contacts sous diverses formes avec le pays d'origine (*Lexique de Science-Po*, 2013, p. 148).

[65] GBAD, « AfDB Supports the Africa Remittances and Money Transfer Markets Forum », disponible à la page : http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-supports-the-africa-remittances-and-money-transfer-markets-forum-11622/.

Son programme de travail inclut différentes thématiques, y compris des données sur la migration et les envois de fonds, ainsi que l'accès aux financements et aux marchés de capitaux[66].

Cette problématique est tout à fait nouvelle tant pour les acteurs non étatiques que pour les acteurs étatiques. Même s'ils essaient de s'engager plus dans ce domaine, ils ont du mal, compte tenu de la nouveauté des remises des migrants et de leur méconnaissance, à trouver une approche commune pour régler toutes les questions dans ce domaine. Comme le souligne Marie Coiffard :

> *« il n'existe pas de régime international unifié ou homogène, concernant la régulation des transferts de fonds des migrants ».*

Il faut un régime international qui, selon les termes de Stephen Krasner[67], représenterait

> *«* [un] *ensemble de principes, de normes, de règles et de procédures de prises de décision autour desquelles les anticipations des acteurs convergent dans un domaine donné des relations internationales[68] ».*

Les acteurs étatiques et non étatiques trouvent que pour optimiser l'impact des remises des migrants, il faut passer par l'intervention publique et la gestion des canaux de transmission des transferts. Cette intervention des acteurs correspond aux politiques publiques, qui prennent en compte le rôle des institutions financières internationales, les tendances migratoires et les objectifs de développement local[69].

3. La régulation nationale dans l'optimisation des remises des migrants

3.1. Politique des pays receveurs des remises

Dans les pays du Sud, les politiques d'optimisation des remises des migrants mettent l'accent sur le rôle important de l'intervention étatique.

Le volume et l'impact des remises sont définis par un environnement économique favorable et stable des pays receveurs. Ce fait suscite la mise en place de politiques structurelles et institutionnelles de long terme et correspond aux objectifs de développement[70]. Dans les cas où les États du Sud mettent

---

[66] BM, « La BM et la DDC approuvent une nouvelle initiative sur les migrations », Genève, 11 septembre 2014, disponible à la page : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/09/11/world-bank-swiss-development-cooperation-agency-endorse-new-initiative-migration.

[67] Stephen D. Krasner, « Structural causes and regime consequences: regimes as intervening variables » *in* Stephen D. Krasner et Peter J. Katzenstein, *International Regimes*, New York, Cornell University Press, 1983, p. 1.

[68] Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-2.

[69] *Ibid.*

[70] *Ibid.*

en place des politiques et des initiatives nationales pour favoriser les remises des migrants, leur rôle est bien reconnu par les organisations internationales telles que la BM, l'OIT, l'OIM, etc.

La politique migratoire, dans certains pays receveurs des remises des migrants, a une partie consacrée aux remises et à leur utilisation, et vise à réduire le coût des transferts, à développer les possibilités pour les investissements, ce qui conduit à augmenter l'impact des remises sur le développement local. Certains pays comme le Bangladesh, la Thaïlande, le Pakistan, les Philippines ou la République de Corée, à travers leur politique migratoire, cherchent à capter les remises du secteur informel pour les transférer vers le secteur formel. L'implication étatique à ce sujet se voit par l'établissement d'une agence, d'un secrétariat ou d'un département au sein du ministère engagé dans ce domaine. C'est-à-dire que les gouvernements cherchent à créer une structure institutionnelle spécifiquement adaptée pour régler les problèmes liés aux stratégies migratoires[71]. Telle est, par exemple, la situation de l'Albanie, qui a approuvé une stratégie migratoire nationale élaborée en coopération avec l'OIM pour 2005-2010. L'Albanie a créé un plan national d'actions sur la question des remises de fonds des migrants, dont le but est d'améliorer l'impact productif des remises sur le développement[72].

Dans le cadre de l'implication étatique dans le domaine des remises des migrants, d'autres pays essaient de créer un lien avec les migrants à travers la diaspora. Par exemple, en Chine, il existe un bureau de l'outre-mer pour les affaires chinoises de la municipalité de Pékin. Le but de ce bureau est de relier les activités des Chinois qui habitent à l'étranger, ainsi que d'aider ceux et celles qui viennent de retourner à Pékin pour s'y installer définitivement[73].

La Direction générale des affaires de la diaspora du MAE de l'Éthiopie est un autre exemple de cet engagement étatique. Cette direction collabore avec les Éthiopiens dans le cadre des diasporas, en facilitant leur implication dans le développement socio-économique du pays[74].

Implications étatiques mises à part, il existe des projets soutenus par les organisations internationales et les pays bailleurs, avec pour but primordial d'améliorer l'utilisation des remises des migrants au niveau national et de diriger celles-ci vers des activités qui soutiennent le développement local.

Dans ce contexte, on peut citer le projet DEED[75]. Lancé en 2011 au Kosovo par le PNUD et cofinancé par les gouvernements de Norvège et de Finlande, celui-ci cherche à promouvoir l'utilisation des canaux formels pour les remises des migrants et, en même temps, à améliorer le niveau de la culture financière à travers la sensibilisation de la population, notamment des receveurs des remises pour une meilleure gestion de leurs ressources financières. À travers ces programmes, ils espèrent faire en sorte

---

[71] *Ibid.*

[72] OIM, « IOM and Remittances », Genève, 2009, disponible à la page : http://publications.iom.int/bookstore/free/iom_and_remittances.pdf.

[73] Site internet du bureau de l'outre-mer pour les affaires chinoises de la municipalité de Pékin, traduction faite de l'anglais « *Overseas Chinese Affairs Office of the People's Government of Beijing Municipality* » : http://www.ebeijing.gov.cn/Government/Departments/t912428.htm.

[74] Site internet de la Direction générale des affaires de la diaspora du MAE de l'Éthiopie : http://www.mfa.gov.et/Diaspora/more.php?newsid=7.

[75] Engagement de la diaspora pour le développement économique, traduction faite de l'anglais « *Diaspora engagement for economic development* ».

que les receveurs des remises consacrent une partie de leur budget à l'épargne et/ou aux investissements[76].

La Commission des Philippins expatriés est une agence gouvernementale chargée de promouvoir et de défendre les intérêts, les droits et le bien-être des Philippins à l'étranger, et de renforcer leurs liens avec le pays. Cette agence coopère avec le PNUD sur un projet intitulé « Les remises des Philippins d'outre-mer/de diaspora pour le développement », dont les objectifs principaux consistent à élaborer une politique pour attirer les remises des migrants vers les investissements productifs et, ainsi, créer des emplois[77].

3.2. Politique des pays émetteurs des remises

Les pays du Nord, qui sont les principaux receveurs des migrants et, évidemment, les principaux émetteurs des remises, envisagent des politiques basées sur différentes approches.

La Banque africaine de développement distingue trois principales approches dans le domaine de la régulation des remises des migrants. Ce sont les approches anglo-saxonne, hispanique et francophone, qui sont lancées par les pays d'origine des migrants et mises en œuvre dans les pays d'accueil des migrants[78].

En règle générale, ces approches de la régulation des remises coïncident avec les champs migratoires mondiaux, mais il existe certaines exceptions. La migration mondialisée se déroule autour de plusieurs zones d'influence, telles que les aires linguistiques, comme l'anglophonie, la francophonie et l'hispanophonie. Ce fait est aussi lié au passé colonial des pays envoyeurs de migrants, car les principaux pays receveurs de migrants sont la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Russie, et la migration passe par les différents canaux transnationaux établis par les migrants eux-mêmes, tels que le regroupement familial, associatif, religieux, les diasporas, etc. Ces champs migratoires caractérisés par le multiculturalisme sont basés sur des logiques historiques et/ou géographiques et créent des relations politiques et stratégiques entre les pays d'accueil et le pays d'origine. Ces migrations, en fonction des facteurs mentionnés ci-dessus, créent des pôles migratoires : la Russie avec ses voisins, les républiques postsoviétiques d'Asie centrale ; les États-Unis et le Canada face au Mexique et aux pays d'Amérique latine ; les pays du Golfe et le monde arabe et musulman ; l'Australie face aux pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique[79] (voir annexe II). Il faut souligner que certaines approches peuvent aussi être adoptées par des pays qui ne font pas partie des mêmes aires linguistiques ou du passé colonial.

---

[76] Le projet du PNUD « Diaspora Engagement in Economic Development » est disponible à la page : http://www.ks.undp.org/content/kosovo/en/home/operations/projects/poverty_reduction/DEED/http://.

[77] Le projet du PNUD pour les Philippines « Overseas Filipinos Remittances for Development (OFs-RED) » est disponible à la page : http://www.cfo.gov.ph/index.php?option=com_content&view=article&id=1373:overseas-filipinos-remittances-for-development-of-red&catid=157:overseas-filipinos-remittances-for-development.

[78] BAD, *Transferts des fonds de migrants, enjeu de développement*, Tunis, 2007, p. 5-46.

[79] Catherine Wihtol de Wenden, « Les enjeux migratoires comme facteurs de recomposition des sphères d'influence », *Revue internationale et stratégique*, 4, 2008, p. 121-130.

3.2.1. L'approche anglo-saxonne

L'approche anglo-saxonne est basée sur les modes et les coûts des remises des migrants. Avec la stimulation de la concurrence et des innovations techniques et financières, cette approche cherche à réduire les coûts des transferts et à lever les obstacles de la concurrence pour faciliter le développement du libre marché. L'intervention étatique intervient dans un rôle de facilitateur du libre marché, qui incite financièrement les opérateurs à innover et à se réunir pour coopérer. Cette approche a permis l'apparition, sur le marché international, d'opérateurs tels que Western Union, Money Gram, ainsi que l'implication des opérateurs téléphoniques dans le secteur bancaire, tels que Vodaphone, MTN.

Le principal aspect de cette approche est l'influence que les politiques publiques peuvent avoir pour attirer les remises des migrants dans le secteur formel.

Dans ce contexte, il faut citer l'exemple du « Matricula consular » (voir annexe V) mis en place entre les États-Unis et le Mexique, qui consiste en une carte d'identification destinée aux migrants mexicains des États-Unis[80]. Cette carte est issue de l'accord bilatéral entre le Mexique et les États-Unis, et elle est obligatoire pour les ressortissants du Mexique pour rentrer au pays. Elle ne donne pas de statut spécifique aux migrants venant du Mexique ni les avantages de la sécurité sociale ou d'autres programmes de santé, mais elle permet l'accès officiel au secteur bancaire. Cette carte permet d'attirer les transferts de fonds dans le secteur formel. Ce cadre bilatéral peut exister également entre le Mexique et d'autres pays concernant des migrants mexicains.

3.2.2. L'approche hispanique

L'approche hispanique met l'accent sur la bancarisation des migrants eux-mêmes et le développement du secteur financier. L'idée de cette approche est de proposer aux migrants les différentes prestations et produits bancaires qui sont accessibles tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil. Ces prestations et produits sont prévus selon les intérêts et préférences des migrants, par exemple : le logement, les compléments de retraite, les assurances santé. Cette approche prévoit aussi la facilitation des canaux des transferts entre les pays d'origine et d'accueil. Dans le cadre de cette approche, les États cherchent à faciliter les transferts interbancaires. Cette approche est largement adoptée par le Maroc, qui ne fait pas partie des anciennes colonies hispanophones. Au Maroc, les banques et l'État se sont engagés dans la bancarisation des migrants ainsi que de leurs familles. En France, par exemple, le taux de bancarisation des Marocains s'élève à 96 %[81].

Dans un des rapports de la BM sur les remises des migrants et le développement en Amérique latine, on distingue les deux banques suivantes : Banco Solidario de l'Équateur et Banco Salvadoreno.

---

[80] Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-2.

[81] *Ibid.*

Banco Solidario est un acteur clé sur le marché des transferts équatoriens qui ont des partenariats avec certaines banques espagnoles. Il a réussi à adapter ses produits aux besoins des receveurs et des expéditeurs des fonds. À travers ses programmes pour les migrants, la banque propose une gestion de leur épargne à distance. Les expéditeurs disposant de comptes épargne dans cette banque ont alors la possibilité de designer des bénéficiaires qui peuvent retirer des fonds dans leur pays d'origine. Banco Solidario offre aussi des prêts hypothécaires aux migrants et à leur famille[82].

Banco Salvadoreno a quant à lui ouvert plusieurs agences aux États-Unis pour proposer des services de transferts, notamment dans les endroits ayant la plus forte concentration de migrants provenant du Salvador. La banque offre des tarifs assez compétitifs sur le marché financier pour effectuer des transferts de fonds sur les comptes d'épargne des bénéficiaires. Elle propose également des produits hypothécaires pour les expéditeurs des fonds, afin de développer des relations à long terme avec ceux-ci[83].

3.2.3. L'approche francophone

La troisième approche est l'approche francophone, qui est connue dans les pays à tendance francophone. Plus précisément, cette approche est populaire dans les anciennes colonies de la France. Elle prévoit l'utilisation de fonds dans le cofinancement de projets de codéveloppement. Cette approche met l'accent sur l'aspiration des migrants, ainsi que des bénéficiaires de leurs fonds, à consacrer une partie de l'argent envoyé aux investissements communautaires ou productifs et à bénéficier de subventions publiques au travers d'une coopération public-privé. Cette approche implique aussi des acteurs non étatiques comme les ONG ou les associations de migrants. Pour donner un exemple de cette approche, citons le Mali, où, dans la région de Kayes, grâce à l'appui d'ONG spécialisées, un certain nombre de familles ont utilisé leurs fonds pour le financement d'infrastructures communautaires[84].

Prenons un autre exemple, lié aux migrants comoriens. Ceux-ci sont impliqués dans le financement de projets dans leur communauté d'origine. Il existe un certain nombre d'associations comoriennes en France, qui est la principale destination de ces migrants du fait qu'il s'agit d'une ancienne colonie française. En 1998, Médecins du monde, dans une étude sur la lutte contre le choléra aux Comores, a souligné le rôle des migrants dans la mise en place d'un projet de santé, dont le coût s'élevait à 77 000 euros[85].

Les régulations nationales dans chaque pays sont apparues avant même l'intervention des acteurs étatiques engagés dans une réflexion sur une régulation internationale homogène. On voit ici que les

---

[82] Pablo Fajnzylber et Humberto J. Lopez, « Remittances and development: Lessons from Latin America », BM, Washington DC, 2008, p. 200-220.

[83] *Ibid.*, p. 207.

[84] BAD, *Transferts des fonds de migrants, enjeu de développement*, Tunis, 2007, p. 48.

[85] Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-2.

gouvernements ou les communautés locales des pays receveurs de fonds essaient depuis déjà très longtemps d'attirer les remises des migrants dans le développement local.

B. La conceptualisation et la typologie des remises des migrants

« Transferts de fonds » ou « remises des migrants » sont les termes souvent utilisés dans les sources francophones, tandis que dans la littérature anglo-saxonne, on utilise l'expression « *remittances from migrants* ».

S'agissant des remises des migrants, il faut souligner que ce sont des transferts interpersonnels qui engagent au moins deux personnes, ou une personne et un ménage/une famille. Ceci inclut le bénéficiaire et l'expéditeur de ces envois[86].

Selon le FMI, les envois de fonds sont comptabilisés dans trois parties différentes de la balance des paiements[87] :

- La rémunération tirée des salaires se compose du montant brut du salaire des travailleurs résidant à l'étranger pendant moins de 12 mois, y compris la contre-valeur des avantages en nature.
- Les envois de fonds des travailleurs correspondent à la valeur des transferts à destination de leur pays effectués par les travailleurs résidant à l'étranger pendant plus d'un an.
- Les transferts de capital des migrants représentent la richesse nette des émigrés qui passent d'un pays à un autre pour y travailler.

Dans ce contexte, des divergences existent au niveau international, car certains pays ont leur propre manière de les entrer dans la balance des paiements. Certaines banques centrales, par exemple aux Philippines, entrent la quasi-totalité des transferts de fonds des émigrés dans la rubrique « rémunérations des salariés » de la balance des paiements, et ceci même pour les migrants résidant à l'étranger pour plus de 12 mois[88].

D'autres banques centrales, comme la Banque nationale de Bulgarie ou la Banque nationale de la République tchèque, n'utilisent pas de rubrique séparée, mais regroupent ces transferts avec les autres virements sous la rubrique « Autres transferts courants, crédit ».

Comme on le voit, chaque pays utilise sa propre méthode pour caractériser ces transferts. Toutes ces évaluations incluent seulement les envois des fonds qui passent par les canaux officiels. Bien

[86] Marie Coiffard, *Les déterminants et impacts macroéconomique des transferts des fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, thèse soutenue à Grenoble le 2 décembre 2011, p. 38.

[87] OCDE, *Perspectives des migrations internationales*, 2006, p. 150-151.

[88] *Ibid.*

évidemment, elles sont sous-estimées, car elles excluent les transferts qui passent par les filières non officielles.

Pour mieux comprendre les remises des migrants, il est important de savoir ce que les migrants envoient dans leur pays d'origine. Il existe différents types de remises des migrants. Leurs différentes définitions aident à comprendre leur conceptualisation, car il n'existe pas de définition générale et unique pour expliquer ce phénomène.

1. Typologie des remises des migrants

Les remises de fonds des migrants sont associées aux transferts effectués par les migrants travailleurs du pays d'accueil vers leur pays d'origine. Ce sont des transferts monétaires[89]. Il existe de nombreuses sources selon lesquelles ces flux ne représentent pas seulement ceux provenant des migrants travailleurs, mais aussi les envois monétaires de réfugiés et d'autres migrants qui, en réalité, ne bénéficient pas du statut officiel de migrants travailleurs. On distingue aussi les remises de fonds sociaux[90]. Les transferts sociaux sont des idées, des pratiques, des acquis, ainsi que le capital social. Ils peuvent avoir des effets sur les relations familiales, sur les questions de genre, de politique, de religion, de culture et même d'économie.

On distingue, par ailleurs, les remises individuelles des remises collectives. Les remises individuelles, parfois dites « familiales », sont des transferts envoyés par les migrants, qui vivent et travaillent à l'étranger, à leur famille et à leurs proches dans le pays d'origine. Le but de ces transferts est, bien évidemment, de satisfaire les besoins de la famille ou des proches[91]. Souvent, ce sont des transferts envoyés aux enfants par les parents ou beaux-parents, ou les frères et sœurs. Lorsque les besoins familiaux sont satisfaits, ces remises peuvent même être dirigées vers des personnes non apparentées.

Il existe plusieurs formes de remises familiales[92] :

- Les remises « potentielles » représentent le maximum qui peut être envoyé par le migrant après avoir déduit les frais de vie dans le pays d'accueil. Ils forment une sorte d'épargne disponible.
- Les remises « fixes » représentent le minimum qui peut être envoyé par le migrant afin de satisfaire les besoins de base de sa famille ou de ses proches.
- On trouve aussi les remises « discrétionnaires », qui représentent des transferts exceptionnels qui, avec les remises fixes, forment des remises de fonds effectives.

---

[89] Ninna Nyberg Sorensen, « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 3-33.

[90] *Ibid.*

[91] Frédéric Buffa, *Migration et développement au Mexique*, thèse soutenue à Paris, 2011, p. 338-500.

[92] *Ibid.*

- Finalement, « les épargnes » sont des ressources mises de côté qui peuvent être utilisées à un moment donné pour compléter les remises de fonds effectives. Ce genre de transfert peut aussi être destiné au développement local à travers la communauté d'origine.

Les remises sont en majorité des transferts familiaux, mais elles sont aussi souvent des transferts collectifs. Ceux-ci sont des transferts réalisés par des groupes ou des communautés de migrants. Ils peuvent être normalement organisés par Hometown associations (HTA), des associations de la ville natale composées de migrants de la même ville ou du même village. Il existe quatre types de remise collective[93] : les donations philanthropiques, les donations à des victimes de catastrophes naturelles, le financement de projets communautaires et les investissements collectifs. L'idée principale de ces transferts est de créer une sorte de collaboration entre les migrants et le gouvernement local, de favoriser le développement local par l'encouragement des investissements et la création de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que de favoriser la création d'emplois.

Les envois de fonds peuvent être transférés entre les pays. Ce sont des transferts dits « internationaux[94] », qui sont envoyés par des personnes qui migrent de leur pays d'origine. Les transferts de fonds peuvent aussi circuler à l'intérieur d'un pays et représentent donc des transferts internes[95] entre les grandes villes ou les petits villages à l'intérieur d'un même pays.

2. Déterminants des remises des migrants

Avant de commencer à étudier la question des transferts et de leurs conséquences sur le développement économique, commençons par envisager les déterminants et les motivations de ces envois.

Lorsque l'on étudie les remises et les formes qu'elles prennent, il ne faut en effet pas oublier leurs déterminants, c'est-à-dire ce qui explique les raisons et le but même de ces envois. L'argent envoyé par les migrants vers leurs pays d'origine, notamment vers les membres de leur famille, dépend de la situation de ceux-ci dans le pays d'accueil : travail, salaire, possibilité d'épargne, stabilité de la situation financière, obtention d'un travail stable et permanent. Ces aspects sont aussi accompagnés par les motivations des migrants eux-mêmes. Ces motivations découlent de la situation familiale des migrants, de leur état civil, du fait d'avoir des enfants ou pas, etc. Par exemple, un migrant marié avec des enfants, dont la famille reste dans le pays d'origine, essayera d'envoyer plus d'argent à sa famille qu'un migrant célibataire ou sans enfants ou qu'un migrant accompagné par sa famille dans le pays d'accueil. Un des forts déterminants pour le migrant est également le fait de garder le lien avec sa famille qui reste dans le pays d'origine, en tenant compte du nombre de personnes restées dans le pays

[93] *Ibid.*

[94] Ninna Nyberg Sorensen « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 3-33.

[95] *Ibid.*

d'origine ainsi que des liens qui existent et de leur niveau. Ceci dépend aussi de l'âge et du sexe des migrants, ainsi que du niveau de leur formation et qualification.

L'étude menée en 2003 en France métropolitaine auprès d'un échantillon de 6 211 immigrés démontre que les motivations des transferts de fonds, en général, ont pour but d'aider financièrement les proches. Parmi les motifs, on distingue l'aide qui cherche à résoudre les difficultés financières de la famille, l'aide pour acheter ou aménager un logement, l'aide liée à l'occasion d'un événement familial, comme la naissance d'un enfant, un mariage, une fête traditionnelle, etc., le financement des études ou des vacances d'un membre de la famille ou simplement des cadeaux[96]. Il est difficile de parler d'une théorie qui pourrait servir de concept général pour expliquer les raisons et les motifs des remises de migrants. Tout dépend de plusieurs facteurs, comme des aspects régionaux, sociaux, culturels, ainsi que de l'aspect temporel.

Par conséquent, on peut aussi distinguer les motifs individuels des motifs familiaux. Les motifs individuels sont basés sur les propres intérêts d'un migrant, tandis que les motifs familiaux sont dirigés par les exigences et les besoins de la famille ou du ménage.

2.1. Altruisme pur

Les remises des migrants sont basées sur l'altruisme. On entend par altruisme le fait de se dévouer aux autres, contrairement à l'égoïsme[97]. Autrement dit et appliqué dans notre cas, le migrant veut envoyer de l'argent à sa famille car il a le souci du bien-être de celle-ci. Dans le cadre de cette motivation, le bien-être d'un migrant dépend du bien-être et de la satisfaction des membres de sa famille. Ce modèle propose trois hypothèses : premièrement, le montant des transferts est susceptible d'augmenter avec l'augmentation du revenu d'un migrant ; deuxièmement, ce montant pourrait diminuer si le revenu de la famille, restée dans le pays d'origine, augmente ; troisièmement, le montant envoyé pourrait diminuer si, au fur et à mesure, le lien familial se distend. Ceci pourrait aussi arriver si un migrant décide de s'installer définitivement dans le pays d'accueil et que les membres de sa famille viennent le rejoindre[98].

2.2. Simple intérêt personnel

Le migrant peut transférer de l'argent vers son pays natal dans son propre intérêt personnel, cas où l'on remarque l'absence d'altruisme. Dans le cadre de ce motif, il faut souligner trois aspects différents basés sur les propres intérêts du migrant. Premièrement, le migrant, en envoyant de l'argent à sa famille, pense à son héritage. Dans ce contexte, un migrant avare cherche à aider ses proches, surtout ses parents, dans le but de préserver la ligne de succession de l'héritage. Dans ce cas, plus il

[96] Claudine Attias-Donfut, François-Charles Wolff et Philippe Tessier, « Les transferts intergénérationnels des migrants âgés », *Économie et statistique*, 390, 2005, p. 3-20.

[97] Définition de l'altruisme selon Le Petit Robert.

[98] OCDE, *Migration, transferts des fonds et développement*, Paris, Éditions OCDE, 2005, p. 17.

envoie d'argent à ses parents, plus il augmente sa possibilité d'hériter. Deuxièmement, si le migrant possède des biens dans son pays d'origine, il transfère de l'argent à ses parents pour assurer l'entretien de ses biens. Ici, ses parents ou ses proches, responsables des biens, jouent le rôle d'un agent de confiance. Le troisième aspect prend en compte l'intention du migrant, dans le futur, de rentrer dans son pays d'origine. Pour assurer son retour, il transfère des fonds afin d'investir dans un capital fixe, par exemple : dans l'immobilier, la terre, le bétail ou dans des biens publics. Par ceci, il cherche à renforcer son capital social à travers le renforcement de son influence et de son prestige au sein de sa famille, de ses proches, de ses amis, ainsi que de la communauté locale en général[99].

2.3. Arrangements familiaux : coassurance implicite

Dans le modèle de coassurance implicite, on suppose les relations d'un assuré et d'un assureur entre la famille et le migrant. Dans un premier temps, on suppose que le migrant joue un rôle d'assuré, tandis que sa famille sera dans le rôle d'assureur, parce que c'est sa famille qui finance les coûts initiaux du projet de migration, tels que, par exemple, les premiers coûts de son voyage dans le pays d'accueil et de son installation là-bas. Comme il serait difficile de prendre en charge tous ces frais pour le migrant seul, c'est sa famille qui lui vient en aide[100].

Dans un deuxième temps, ces relations peuvent prendre la forme inverse. Le migrant joue le rôle d'assureur et sa famille, restée dans le pays d'origine, le rôle d'assuré. C'est bien le cas pour les migrants déjà installés dans le pays d'accueil et qui ont un travail avec un revenu stable. Les remises de ces migrants contribuent à l'amélioration de la consommation de la famille et créent les possibilités pour lancer des projets d'investissement[101].

Ces relations sont volontaires et, dans ce contexte, le migrant et sa famille mettent en place des relations basées sur le système de coassurance. Par exemple, la famille cherche à aider le migrant en cas de chômage ou d'autre difficulté, tandis que le migrant cherche à augmenter ses remises en cas, par exemple, de sécheresse ou d'autres difficultés de sa famille.

2.4. Arrangements familiaux : l'accord de prêt

L'accord de prêt est basé sur les trois vagues successives décrites ci-après. Dans un premier temps, les remises représentent une sorte de remboursement des frais de formation investis par les parents, ainsi que des frais initiaux liés à l'émigration. Dans une deuxième phase, les remises ont pour but de financer les études des jeunes de la famille, jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes prêts à émigrer ou à

[99] Robert E. Lucas et Oded Stark, « Motivations to remit: Evidence from Bostwana », *Journal of Political Economy*, 5, vol. 93, 1985, p. 901-918.
[100] *Ibid.*
[101] *Ibid.*

financer leur projet de migration[102]. Dans une troisième phase, le cas échéant, ce prêt informel accordé par les anciens migrants est censé être remboursé par la génération suivante du migrant. La troisième phase se caractérise par l'investissement du capital que le migrant aurait accumulé dans son pays d'origine avant d'y retourner.

Tous ces cas sont liés par un lien affectif entre le migrant et la famille, qui restent respectivement le décideur et le bénéficiaire des montants qui sont transférés. Pourtant, mis à part les liens affectifs, les conditions de vie de la famille restée au pays d'origine influencent aussi les montants des remises, de même que la trajectoire migratoire poursuivie par les migrants. Ainsi, plus les conditions de vie d'une famille sont précaires, plus les transferts seront élevés. De même, plus la possibilité de retour dans le pays d'origine est grande, plus les montants des remises seront élevés, et inversement.

C. Spécificités régionales et phénomène des remises des migrants

Les remises des migrants sont étroitement liées au processus de la migration. Même si la mondialisation a ouvert de nouvelles possibilités, de nouvelles voies aux migrations, les relations entre les pays liés par un passé colonial commun demeurent le facteur déterminant dans le choix du pays d'accueil. Les flux financiers tombent dans la même logique. Selon les estimations du FIDA, la région qui reçoit le plus de remises est l'Asie, où les remises des migrants contribuent cinq fois plus que l'APD. Après l'Asie, c'est l'Amérique latine qui reçoit le plus de remises (annexe I et annexe VI).

1. Amérique latine

Les remises des migrants vers les pays hispanophones de l'Amérique latine représentent 31,8 milliards de dollars, alors que ce chiffre a été de seulement 22 milliards de dollars en 2013 pour le Mexique. Il faut souligner que les États-Unis sont la principale source de remises pour cette région. Les résidents des États-Unis sont les expéditeurs essentiels des remises vers le Mexique, ce qui constitue 98 % des remises vers ce pays en 2012. Outre les États-Unis, l'Espagne a contribué à 8 % des remises vers les pays hispanophones de l'Amérique latine, et le Canada à 1 %. En termes de pourcentage du produit intérieur brut (PIB), les remises pour le Salvador ont constitué, en 2012, 16,5 % du PIB ; pour le Honduras, 15,7 % du PIB ; pour le Guatemala, 10 % du PIB ; pour le Nicaragua, 9,7 % et pour la République dominicaine, 6,1 % du PIB[103].

Les remises représentent une large source de devises pour l'Amérique latine, qui dépasse même l'APD. En 2011, par exemple, l'APD vers les pays hispanophones de l'Amérique latine était de

[102] Il faut souligner que tous les migrants ne sont pas susceptibles d'aider les plus jeunes de leur famille.

[103] D'Vera Cohn, Ana Gonzalez-Barrera et Danielle Cuddington, « Remittances to Latin America Recover – but Not to Mexico », *Pew Research Hispanic Trends Project*, le 15 novembre 2013, p. 7-40.

6,2 milliards de dollars, tandis que les remises des migrants s'élevaient à 53,1 milliards de dollars, c'est-à-dire huit fois plus. Les remises sont 34 fois supérieures à l'APD pour le Nicaragua, et 10 fois supérieures pour le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur et le Salvador[104].

2. Afrique

La migration internationale est prédominante vers les anciennes puissances coloniales européennes comme la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie, etc. Selon les estimations du FIDA, les pays d'Afrique du Nord, comme le Maroc, l'Algérie et l'Égypte, sont les principaux bénéficiaires du continent en termes de volume reçu de remises.

En termes de pourcentage des remises des migrants ramené au PIB, on distingue des pays d'Afrique de l'Est comme l'Érythrée (37,9 %), les Comores (21,1 %) et le Burundi (22,8 %) ; parmi les pays d'Afrique de l'Ouest, on parle surtout du Cap-Vert (34,2 %), de la Gambie (17 %) et du Liberia (25,8 %). Pour l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria reste le grand bénéficiaire avec 21 milliards de dollars en 2013[105].

En Afrique australe, les remises ont affecté le plus le PIB du Lesotho (24,1 %), tandis que l'Afrique du Sud reste le plus grand pays receveur en termes de volume. Les transferts annuels moyens par migrant atteignent près de 1 200 dollars[106].

Les remises des migrants pour le continent africain sont aussi plus importantes que l'APD. En 2010, par exemple, la diaspora africaine a transféré 51,8 milliards de dollars vers l'Afrique, tandis que l'APD vers l'Afrique, la même année, a constitué seulement 43 milliards de dollars. En Ouganda, ces envois sont même deux fois plus importants que les recettes tirées de l'exportation du café, qui est la principale source d'exportation du pays.

Il est estimé que l'aide traditionnelle venant de l'étranger n'est pas toujours distribuée dans la bonne direction. Les personnes qui en ont besoin n'en bénéficient alors que pour une petite quantité. Ces remises, à leur tour, sont considérées comme bien plus efficaces et mieux adaptées aux besoins des receveurs que l'APD. La recherche menée sur les transferts des migrants africains et l'aide occidentale vers l'Afrique souligne que « l'aide familiale » est plus efficace, car les expéditeurs des remises sont mieux informés des besoins de la famille. Contrairement à l'aide venant de l'étranger, un membre de la famille africaine à l'étranger sait beaucoup mieux ce qui est nécessaire et important pour sa famille

---

[104] *Ibid.*

[105] BM, « Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook », 11 avril 2014, disponible à la page : http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief22.pdf.

[106] FIDA, « Africa, In all of Western Africa… 70 per cent of payments are handed by one money transfer operator », disponible à la page: http://www.ifad.org/remittances/maps/africa.htm.

à ce moment, que ce soit pour les frais de scolarité, la construction d'une structure ou l'établissement d'une entreprise[107].

3. Asie et Pacifique

Le continent asiatique est la source de près de 60 millions de travailleurs migrants, qui ont envoyé presque 260 milliards de dollars à leur famille en 2012. Ceci représente 63 % des flux mondiaux des remises des migrants aux pays en développement. Les envois de fonds vers l'Asie et le Pacifique ont représenté 257 974 millions de dollars en 2012[108].

L'Inde est située au premier rang des pays bénéficiaires du monde, avec 70 milliards de dollars d'envois de fonds en 2013, suivie par la Chine (60 milliards de dollars) et des Philippines (25 milliards de dollars)[109]. Il faut souligner que cette région est le grand bénéficiaire des remises des migrants en termes de volume reçu et de pourcentage du PIB (voir annexe VII).

En ce qui concerne l'Asie du Sud, on parle surtout de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh, avec respectivement environ 69,8 millions de dollars, 13,9 millions de dollars et 13,7 millions de dollars en 2012. En termes de pourcentage, les remises atteignent, au Népal, 28,5 % du PIB ; en Afghanistan, 16,3 % ; au Bangladesh, 11,6 %. Actuellement, il y a environ 28 millions de migrants travailleurs d'Asie du Sud vivant à l'étranger[110]. La diaspora de l'Inde compte à peu près 20 millions de personnes et représente l'une des sources les plus importantes pour le développement du pays. Pour l'Inde, les remises proviennent du Royaume-Uni ainsi que des pays du Golfe. Il est considéré que les remises des pays du Golfe affectent la balance des paiements du pays, tandis que les remises du Royaume-Uni sont des contributions réalisées essentiellement par de riches Indiens qui s'engagent dans le développement local de leur village natal, à travers des projets caritatifs pour l'éducation, l'infrastructure, etc.[111].

En l'Asie de l'Est, la Chine et la République de Corée sont les acteurs principaux de ces enjeux. La Chine reçoit plus de 66 milliards de dollars, ce qui représente 80 % de tous les flux de l'Asie de l'Est. Par rapport aux autres pays du continent, l'influence des remises des migrants sur le PIB n'est pas si évidente pour cette partie de l'Asie. Le Japon, avec sa population vieillissante, est maintenant la

---

[107] Mark Doyle, « Africans' remittances outweigh Western aid », *BBC*, le 17 avril 2013, disponible à la page : http://www.bbc.com/news/world-africa-22169474.

[108] FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 8-20.

[109] BM, « Les envois de fonds vers les pays en développement resteront importants cette année, malgré l'augmentation des expulsions de travailleurs migrants, selon la Banque mondiale », Washington DC, 11 avril 2014, disponible à la page : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/11/remittances-developing-countries-deportations-migrant-workers-wb.

[110] FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 10.

[111] Ninna Nyberg Sorensen, « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 11.

première destination pour plus de 2 millions de migrants travailleurs, pour la plupart en provenance de Chine, de République de Corée et du Vietnam[112].

L'Asie du Sud-Est est probablement le marché des transferts le plus dynamique et le plus diversifié, avec près de 13 millions de migrants vivant à l'étranger. Les Philippines occupent la troisième place au monde parmi les plus grands bénéficiaires, avec 24,3 milliards de dollars (10,7 % du PIB), qui représentent plus de la moitié de tous les envois de fonds vers l'Asie du Sud-Est. À part les Philippines, les autres grands bénéficiaires de la région sont le Vietnam (9,1 milliards de dollars), l'Indonésie (7,2 milliards de dollars) et la Thaïlande (4,1 milliards de dollars).

Les Philippines disposent aussi d'une diaspora assez complexe au niveau démographique et géographique. Cette diaspora existe dans plus de 140 pays. Les migrants qui partent ont des profils divers. Le gouvernement, à son tour, à travers la législation et la création de conditions favorables, supporte ses migrants et les transferts des fonds. Les remises venant du Moyen-Orient, de Hong Kong et de Singapour sont la première source de revenus pour les familles pauvres[113].

Les particularités de cette région montrent que des pays comme la Malaisie, Singapour et la Thaïlande sont devenus des pays receveurs des migrants, ce qui est favorisé par le développement économique dans ces pays. Ces trois pays accueillent environ 6 millions de migrants travailleurs. Cependant, pour cette partie de l'Asie, la première et la principale destination pour les migrants sont les États-Unis.

Des pays tels que les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Samoa et les Tonga ont des taux d'émigration élevés, les Fidji, qui ont une grande diaspora, comptant plus de 180 000 migrants vivant à l'étranger dans la partie du Pacifique. La plupart des migrants de cette région vivent dans des pays membres de l'OCDE. Les flux des remises, en 2012, pour les Fidji s'élevaient à 167 millions de dollars ; pour les Samoa, à 130 millions de dollars ; pour les Tonga, à 75 millions de dollars. Ces remises sont importantes pour l'économie de ces pays. Elles constituent 18,26 % du PIB pour les Samoa, 15,76 % pour les Tonga et 22,2 % pour les Tuvalu[114].

4. Remises vers les pays de l'Asie centrale

Les cinq pays de l'Asie que sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont des pays héritiers d'un même passé : l'Union soviétique. Durant l'URSS, les frontières étaient fermées et les citoyens étaient alors considérés comme étant « sous clef[115] ». Les déplacements hors de l'Union soviétique étaient complètement interdits. Le but était de cacher la vérité aux citoyens de l'URSS quant au niveau de développement des pays occidentaux. Chaque

[112] FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 11.

[113] Ninna Nyberg Sorensen, « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 10.

[114] FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 11.

[115] Traduction faite du russe « *pod zamkom* ».

étranger était quasiment soit considéré comme un espion, soit comme un saboteur par le gouvernement soviétique, et était sous le contrôle du KGB[116]. Le KGB contrôlait également toute l'information liée au développement du capitalisme et aux différences avec le niveau de vie dans d'autres pays. Les informations entrées dans l'espace soviétique étaient sélectionnées et traitées selon les intérêts stratégiques du gouvernement.

Il existait même certaines contraintes pour voyager en tant que touriste. Pour partir dans un autre pays hors de l'Union, il était nécessaire de présenter des documents et des informations sur tous les proches et parents, afin de prouver qu'on n'avait aucun membre de la famille habitant à l'étranger.

Comme on le sait de l'histoire des relations internationales, cette situation a été créée par le « rideau de fer ».

Pendant l'existence de l'URSS, la migration a eu une caractéristique assez spécifique, et celle-ci a toujours été planifiée pour répondre aux exigences du gouvernement et aider celui-ci à peupler les régions peu attirantes comme la Sibérie, l'Extrême-Orient et l'Oural. Il était interdit de sortir de l'Union sans permission[117].

La rupture du système soviétique a affecté beaucoup de pays, surtout sur le plan du développement économique. Après la chute de l'URSS, « le prix de l'indépendance », pour les pays de cette région, a été très lourd, surtout pour l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan[118], car ceci a beaucoup perturbé leur développement économique et leur stabilité politique.

4.1. L'ouverture du « rideau de fer » et les conflits régionaux

L'espace soviétique a beaucoup souffert après la dissolution de l'URSS. La disparition de la couverture sociale et l'effondrement du système de santé ont provoqué la dispersion de maladies endémiques telles que la tuberculose. Le chômage existait partout, dans tous les pays, dans tous les domaines, et était la conséquence directe de la chute du système économique d'un côté et de celle du système social de l'autre. Ces pays ont subi une vraie crise économique du fait de l'effondrement du système de production et d'échange, qui était bien organisé et structuré par l'URSS. Évidemment, une des premières conséquences a été le flux migratoire. L'ouverture des frontières, avec notamment la fin du rideau de fer, a provoqué ce processus, autrement interdit. La chute a provoqué des conflits ethniques et interétatiques. L'impression de fausse stabilité politique qui se dégageait de la région à l'époque de l'URSS n'a pas résisté à l'effondrement du régime soviétique. Plusieurs conflits régionaux ont alors fait irruption ou se sont ravivés, comme les conflits du Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et

[116] Le sigle KGB vient du russe *Komitet gosoudarstvennoy bezopastnosti*, qui signifie le Comité pour la Sécurité de l'État.

[117] Yana Skrabina et Galin Rifkhat, « Migration de la population de la République du Bachkortostan : problèmes et solutions », dans Stepan Sulakshin (dir.), *Questions de politiques publiques de développement régional de la Russie* (en russe), Moscou, Expert scientifique, 2008, p. 300-400.

[118] Sylvian Zuber, « La chute de l'URSS et ses conséquences économiques et sociales en Asie centrale », *Les Yeux du monde*, 22 novembre 2013, disponible à la page : http://les-yeux-du-monde.fr/histoires/15883-la-chute-de-lurss-ses-consequences.

l'Arménie, d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, et la guerre civile au Tadjikistan, où les tensions ethniques avaient été étouffées sous l'idéologie communiste.

Tous ces aspects ont provoqué des flux migratoires. Cette migration a pris la forme d'une « migration forcée » qui comprend deux catégories : la première inclut le déplacement des populations à l'intérieur du pays suite à des conflits armés ou des événements politiques ; la seconde concerne le déplacement des personnes au-delà des frontières à cause d'une guerre civile ou d'événements politiques graves qui empêchent celles-ci de rester dans leur pays/région d'origine[119]. Dans ce contexte, les pays d'Asie centrale et notamment quatre pays musulmans (le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan) ont connu des flux migratoires dirigés principalement vers la Russie (voir annexe VIII). En 2012, plus de 3,6 millions de migrants travailleurs de ces quatre pays vivaient à l'étranger, et plus de 10,3 milliards de dollars avaient été envoyés par ces migrants vers les membres de leur famille[120].

La première destination des migrants de cette région est, bien évidemment, la Russie. Tout d'abord, ce choix est lié au passé soviétique. De plus, il n'y a pas de régime de visa entre la Russie et ces pays soviétiques, et les réseaux de transports entre ces pays et la Russie, créés durant la période soviétique, restent toujours fonctionnels. Enfin, même après la rupture de l'Union soviétique, la langue russe reste une langue courante pour ces pays.

En pourcentage du PIB, les plus gros bénéficiaires du monde entier étaient, en 2013, le Tadjikistan (52 %) et le Kirghizistan (31 %). Ces transferts proviennent principalement de la Russie (voir annexe VII). En 2012, les remises provenant de la Russie et à destination du Tadjikistan ont représenté 2 159 millions de dollars, et à destination du Kirghizistan, 1 600 millions de dollars[121].

Ces remises sont reconnues comme étant une source de flux financiers pour la plupart des pays en développement. Dans les différentes régions du monde, les remises des migrants contribuent plus au développement que l'APD. Pour certains pays, les remises sont le principal contributeur du PIB et une importante source de devises, qui dépasse les IDE et les exportations. C'est pour cette raison que les pays receveurs et émetteurs des remises cherchent à attirer celles-ci dans le secteur financier, afin d'en profiter pour le développement.

[119] Françoise Rollan, « Les migrations forcées en Asie centrale post-soviétique 1991-2005 », *Espace populations sociétés*, 1, 2007, p. 33-45.

[120] FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 8-20.

[121] BM, *Bilateral Remittance Estimates for 2012 using Migrant Stocks, Host Country Incomes, and Origin Country Incomes*, mai 2013.

Conclusion

Alors que l'APD a perdu son sens propre traditionnel, la communauté internationale s'est mise à la recherche d'une aide de substitution et d'une nouvelle source de développement. Les remises des migrants sont, dans ce cadre, perçues comme l'une des sources possibles pour ce développement.

Le flux de transferts se superpose au flux migratoire. Ce sont les champs migratoires qui dessinent les directions des flux des remises, lesquels s'expliquent par les liens historiques, coloniaux, culturels, ainsi que linguistiques.

Différents motifs incitent les migrants à envoyer des fonds dans leur pays d'origine, afin de soutenir et d'améliorer les conditions de vie des membres de la famille restés derrière. Ces motifs découlent d'intérêts personnels des migrants et d'intérêts familiaux. La solidarité intrafamiliale joue un rôle important dans la prise de décision pour effectuer un transfert.

Sachant que les remises des migrants ont eu tendance à augmenter au cours de ces dernières années, elles pourraient être une sorte de substitution à l'APD. Les acteurs interétatiques se sont donc lancés dans la formalisation d'une politique internationale homogène pour améliorer leur rôle dans le domaine du développement.

Les organisations internationales cherchent bien évidemment à trouver des moyens pour faire entrer les remises des migrants dans leur programme de développement, tandis que les pays eux-mêmes tentent d'en profiter au travers de leur politique d'optimisation des remises des migrants. Cette intervention étatique a pour but d'attirer ces remises dans le secteur formel afin de les faire participer au développement local et à la réduction de la pauvreté. Il est même considéré qu'elles peuvent contribuer à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Chapitre II.
Le Tadjikistan, un pays à faible revenu dépendant des remises de ses migrants

Ce chapitre vise à étudier les remises des migrants dans le cadre d'un pays fortement dépendant, comme le Tadjikistan. Selon la BM, en 2013, le pourcentage des remises des migrants ramené au PIB du Tadjikistan a représenté 52 % et s'est élevé à 3 960 millions de dollars[122]. Dans ce chapitre, deux aspects ont été pris en compte : les migrants en tant qu'émetteurs de remises et les membres de leur famille en tant que bénéficiaires.

Afin d'étudier l'impact des remises des migrants sur le développement du Tadjikistan, il existe différents sondages traitant de cette problématique. Il faut souligner qu'il est difficile d'obtenir une information dans le sens exhaustif ou de faire une conclusion d'ordre général sur ce sujet, même sur la base de différentes formes d'études. La période de l'enquête, la phase de recueil, le caractère et la trajectoire de la migration peuvent aussi affecter la qualité des réponses[123].

Les études et les enquêtes consacrées aux remises de migrants peuvent être spécifiques ou non spécifiques. Les enquêtes non spécifiques effectuées au sein des ménages incluent quelques questions sur les remises des migrants, mais elles ne sont pas assez pertinentes pour obtenir des résultats précis, car, souvent, elles ne ciblent pas directement les populations migrantes. Les enquêtes spécifiques sont plus appréciées dans ce domaine car elles sont plus adaptées à la problématique, même si elles sont plus coûteuses. D'un autre côté, ces données sont difficiles à généraliser, car elles concernent des ménages qui présentent un caractère particulier. Même avec les enquêtes spécifiques, il faut être prudent car, souvent, il est difficile pour les migrants de se souvenir exactement de tous les détails liés aux transferts ; ils préfèrent quelquefois rester discrets pour des raisons politiques, personnelles ou familiales[124].

Les enquêtes menées par des organisations internationales telles que l'OIT, l'OIM ou par le TajStat, pour étudier cette problématique dans le pays concerné, varient selon l'objectif de la recherche et du rapport final. On trouve, dans le domaine, des rapports plus spécifiques qui se concentrent notamment sur les remises, comme :

- le rapport de l'OIM « Migration, transferts de fonds des migrants et standards de vie au Tadjikistan », réalisé en 2007 ;
- le rapport de l'OIT « Les remises des migrants au Tadjikistan », réalisé en 2010 ;

[122] BM, *Bilateral Remittances Matrices ; Migrant remittance inflows*, octobre 2014.

[123] Mathias Lerch et Philippe Wanner, « La mesure des transferts de fonds Nord-Sud : Nouvelles approches dans les pays d'immigration », *Chaire Quetelet*, Genève, 2008, p. 4-9.

[124] *Ibid.*

- le rapport de TajStat « L'impact de la migration et des remises de fonds sur le bien-être au Tadjikistan », réalisée en 2010.

Ainsi, l'enquête menée par l'auteur de la présente recherche a pour objectif d'étudier spécifiquement les remises des migrants et couvre la période comprise entre le 7 juillet et le 1er août 2014. Elle a été effectuée avec l'aide des bénévoles du VSO[125] au Tadjikistan, et touche une vingtaine de personnes à Khodjent[126], qui sont des bénéficiaires de remises ayant un membre de la famille en migration. Ces gens se sont adressés, pour des raisons différentes, au VSO pour chercher de l'aide ou du soutien. Cette enquête touche des habitants urbains. Les données utilisées dans ce chapitre, en particulier celles sur la ville de Khodjent, sont les résultats de cette enquête.

A. Le Tadjikistan, un pays à faible revenu

Le Tadjikistan, officiellement nommé République du Tadjikistan, est un pays montagneux (à 90 %) de l'Asie centrale sans accès à la mer, avec pour capitale Douchanbe. Les pays limitrophes du Tadjikistan sont l'Afghanistan au sud, le Kirghizistan au nord, l'Ouzbékistan à l'ouest et la Chine à l'est (voir annexe IX). La superficie totale est de 143 100 km². Le pays est divisé en oblasts[127] – provinces officiellement autonomes (voir annexe X). Le pays est hétérogène et peuplé de différentes ethnies, comme les Kirghiz et les Ouzbeks, mais les Tadjiks représentent la majorité (80 %) de la population[128]. La population totale s'élève à plus de 8 millions de personnes et est jeune et majoritairement rurale (à environ 75 %)[129].

Avec la révolution d'octobre 1917, le Tadjikistan, ainsi que d'autres pays de l'Asie centrale, a été intégré dans le système de l'Union soviétique. Les pays d'Asie centrale soviétiques ont connu un niveau moyen d'indice de développement humain (IDH), mais, en réalité, ce développement était entièrement basé sur les besoins de l'Union, notamment de Moscou (voir annexe XI).

Même si un développement a été constaté partout dans le cadre de l'URSS, le Tadjikistan est resté dans le cadre d'un développement économique périphérique, car il se trouvait loin du centre, Moscou, et en même temps isolé de ses autres voisins.

Pendant la période soviétique, les républiques d'Asie Centrale ont joué le rôle de fournisseurs de matières premières et d'énergie, et d'intermédiaires de la Fédération de Russie dans le cadre du système de production intégrée. À son tour, la Russie fournissait des produits finaux aux pays de

[125] VSO (Voluntary Service Overseas) est une organisation caritative de développement international. Selon l'idée de l'organisation, ses bénévoles vivent et travaillent aux côtés de la population locale dans les pays en développement.

[126] Centre administratif du Sughd Oblast.

[127] Oblast signifie « *viloyat* » en tadjik.

[128] « Doing business in Tajikistan: Commercial guide for investors 2013 », Grant Thornton, 2013, p. 4-29.

[129] « Présentation du Tadjikistan », *France Diplomatie*, disponible à la page : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/.

l'Asie centrale[130]. Avec 7 zones climatiques différentes et les conditions nécessaires pour cultiver et exporter des produits d'agriculture diversifiés, le Tadjikistan est néanmoins devenu un pays de monoculture du coton, selon les stratégies et les priorités du « Gosplan[131] ». La monoculture du coton a presque détruit la production alimentaire du pays, induisant la salinité et l'érosion des sols.

L'indépendance a obligé ces pays à se heurter au défi de la transformation d'une économie planifiée vers une économie de marché avec les réformes correspondantes. Cependant, ils n'étaient pas du tout prêts à faire face aux problèmes et aux difficultés engendrés par cette réforme. Dans cette situation, ces pays ont connu un recul économique (voir annexe XII). Pour le Tadjikistan, qui avait connu une croissance annuelle du PIB par habitant de 10,3 % en 1988, ce chiffre a été négatif en 1996 : -17,8 %[132] (voir annexe XIII).

Depuis cette période, le Tadjikistan est devenu le pays le plus pauvre de la Communauté des États indépendants (CEI) : 43 % de sa population vit avec moins de 2 dollars par jour[133]. Ce sont les données qui représentent le seuil international de pauvreté, tandis que la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté[134] représentait 47,2 %[135] de la population totale.

Selon une enquête menée en 1999 sur le niveau de vie au Tadjikistan, près de trois personnes sur quatre vivaient dans des zones rurales, avec une proportion plus forte de très pauvres (23,4 %) que dans la population urbaine (18,6 %). La répartition régionale des plus pauvres montre que 45,7 % résident dans la région de Khatlon, 26,1 % dans la région de Sughd, 19,2 % dans les régions de subordination républicaine (RSR), 6,9 % à l'oblast autonome du Haut-Badachkan (GBAO) et seulement 2,1 % à Douchanbe[136].

Aujourd'hui, le Tadjikistan fait partie des pays à faible revenu présents dans la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD[137]. Le Tadjikistan, avec d'autres pays de l'Asie centrale comme le Kirghizistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, ont été ajoutés à cette liste après l'effondrement de l'URSS en 1992[138].

---

[130] Malcolm Dowling et Ganesh Wignaraja, « Central Asia after 15 years of transition : growth, regional cooperation and policy choices », *Asia-Pacific Development Journal*, 2, vol. 13, 2006, p. 113-138.

[131] Le Gosplan définit et planifie les objectifs économiques à atteindre. Il est préparé par le Comité étatique pour la planification.

[132] Selon des données de la BM.

[133] « Présentation du Tadjikistan », *France Diplomatie*, disponible à la page : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/.

[134] Il faut souligner qu'il existe deux approches pour mesurer la pauvreté : une approche dite de « seuil de pauvreté national » et une autre de « seuil de pauvreté international ». Le seuil national de pauvreté est défini en fonction des circonstances économiques et sociales de chaque pays. Pour comparer les mesures de pauvreté dans les différents pays, il faut utiliser le seuil de pauvreté international.

[135] Selon des données de la BM.

[136] « Poverty incidence and determining factors in Tajikistan », *Strategy of reduction of poverty*, disponible à la page : http://www.tajik-gateway.org/index.phtml?lang=en&id=3867.

[137] Cette liste a été conçue par le CAD pour permettre d'évaluer et de classer l'aide et les autres apports de ressources provenant des pays donneurs.

[138] « Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD », disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/develop OCDE. Statistiques sur les apports de ressources aux pays en développement, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/developpement/stats/listedesbeneficiairesdapdetablieparlecad.htm.

1. Le Tadjikistan dans le cadre des relations internationales

Avec son indépendance, le Tadjikistan a défini et suit désormais des objectifs et intérêts nationaux. Il fait partie de la grande région d'Asie centrale. Depuis l'année 1992, il fait partie des Nations unies, de l'Organisation de la conférence islamique (l'OCI), de la CEI (depuis 1991) et, depuis 2013, il est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son intégration dans la communauté internationale passe par sa pénétration dans différentes zones d'influence et à travers différentes organisations internationales où la Russie n'est pas le seul acteur puissant.

Il y a même une tendance à une sorte d'éloignement d'avec la Russie. Selon le président de la République, les Tadjiks doivent retourner à leurs racines culturelles et utiliser la toponymie nationale. Le Président a appelé « l'intelligentsia » du pays à reconsidérer leur nom de famille ainsi que les noms des régions, des sites historiques, des monuments, etc. Dans ce contexte, on peut citer l'exemple de l'oblast de Leninabad, qui a été renommé Sughd[139].

Après l'indépendance, le Tadjikistan s'est présenté dans le monde des relations internationales et bilatérales comme un acteur souverain du droit international. La déclaration d'indépendance de la République du Tadjikistan stipule :

> *« La République du Tadjikistan, en tant que sujet souverain de droit international, établit des relations diplomatiques, consulaires, commerciales ou autres avec les pays étrangers, rend l'échange de représentants autorisés avec eux et conclut des accords internationaux ».*

Aujourd'hui, son indépendance est officiellement reconnue par 150 pays dans le monde[140].

1.1. Une APD insuffisante pour le Tadjikistan

Avec l'indépendance, le pays s'est retrouvé avec une économie rudimentaire et dépendante de chaînes de production fragmentées et d'une force de travail pas assez qualifiée et adaptable aux nouvelles demandes de l'économie de marché. Face à cette réalité, le pays a été obligé d'avancer en fonction du besoin. Après avoir été ajouté à la liste des pays receveurs de l'aide du CAD, le Tadjikistan a commencé à recevoir l'aide au développement. L'APD lui vient de l'Allemagne, de la Chine, du Japon, de l'Inde, des États-Unis, et de Russie. On observe, dans la période qui a suivi immédiatement la dissolution de l'URSS, l'apparition d'agences de développement comme l'USAID[141], fondée au

[139] Même le président de la République Emamolii Rakhmon, en 2007, a décidé de procéder à des ajustements avec son nom de famille, en enlevant la terminaison « *–ov* ». Comme citoyen soviétique, il avait eu un nom de famille portant la terminaison *–ov* (« Rakhmanov »), pour montrer l'appartenance à l'État soviétique. Cette annonce a été faite à la veille de Novruz, la fête traditionnelle du Nouvel An, pour montrer et souligner encore une fois son identité nationale.

[140] Président de la République du Tadjikistan, « Tajikistan and the world community », disponible à la page : http://www.president.tj/en/taxonomy/term/5/19.

[141] Agence des États-Unis pour le développement international.

Tadjikistan en 1993 ; le DDC, fondé en 1994 ; le GIZ[142], fondé en 1995, etc. Des bureaux d'organisations internationales, comme la BM, l'OIM, la BERD et la BAD sont aussi présents sur le territoire.

Une grande partie des financements provient de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En effet, le Tadjikistan est un des plus grands bénéficiaires des prêts accordés par cette organisation[143].

Près de la moitié de l'APD injectée dans l'économie du Tadjikistan provient de la Chine. On peut spéculer, sur ce sujet, que l'aide de la Chine est basée sur une diplomatie économique, dans l'espoir de créer un environnement favorable aux entreprises chinoises au Tadjikistan. Une autre explication possible pour cette abondance venant de la Chine est la compétition menée avec l'Inde pour l'hégémonie dans la région[144].

En 2004, le Tadjikistan, avec la République dominicaine, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Sénégal et le Yémen, a été qualifié de pays « pilote » du projet Millénaire de l'ONU dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La raison du choix du Tadjikistan comme pays pilote réside dans la volonté d'identifier les meilleurs moyens d'intégrer ces objectifs millénaires et les échéanciers des objectifs du développement durable dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. L'objectif est que ces stratégies nationales puissent servir de modèles aux autres pays en développement à travers le monde[145].

Bien que le Tadjikistan soit en train de suivre la voie de la réforme et procède à une meilleure allocation des ressources nationales, il est estimé que les donateurs internationaux doivent doubler l'APD vers ce pays pour l'aider à promouvoir le développement humain et une croissance équitable[146]. L'aide qui lui parvient aujourd'hui n'est en effet pas suffisante pour soutenir le développement.

En outre, on estime que l'aide étrangère au Tadjikistan se trouve du mauvais côté de la lutte pour la liberté et la démocratie. Elle est beaucoup critiquée par le fait qu'elle couvre majoritairement les dépenses du gouvernement du Président[147].

Comme autres flux monétaires qui entrent dans le pays, on distingue l'exportation et les investissements étrangers directs.

---

[142] Agence allemande de coopération internationale.

[143] Rafaello Pantucci et Alexandros Petersen, « Beijing lays the groundwork in Tajikistan : A view from the Ground », *China Brief*, 11, vol. 12, 25 mai 2012, p. 41-55.

[144] Vinay Kumar, « China's aid to Tajikistan does not clash with India's interests, says Ansari », *The Hindu*, Douchanbe, 18 avril 2013, disponible à la page: http://www.thehindu.com/news/national/chinas-aid-to-tajikistan-does-not-clash-with-indias-interests-says-ansari/article4627846.ece.

[145] Site internet de l'ONU pour les huit objectifs du Millénaire pour le développement : http://www.un.org/fr/millenniumgoals/.

[146] UNDP, *Investing in sustainable development: Millennium Development Goals, Needs Assessment, Overview, Tajikistan*, Douchanbe, mai 2005, p. 5-8.

[147] Emamolii Rahmon dirige le pays depuis vingt ans et est connu pour son régime dictatorial dirigé vers la répression de l'opposition (se reporter à William Easterly, « Pourquoi ne pas aider la liberté plutôt que des autocrates ? », *Libre Afrique*, 31 mars 2014).

L'exportation dépend forcément de deux produits : le coton constitue 17 % des exportations et l'aluminium 32 %[148]. L'exportation s'oriente toujours vers les produits de matières premières, surtout l'aluminium primaire et la fibre de coton, héritage laissé par l'URSS. Les exportations d'autres produits restent limitées. La balance commerciale est déficitaire, avec 4,1 milliards de dollars d'importations contre 1,2 milliard de dollars d'exportations[149]. En outre, les exportations du pays restent sensibles à des facteurs extérieurs comme la fluctuation des prix pour le coton et l'aluminium. En 2013, les exportations se sont seulement élevées à 20 % du PIB[150].

Quant aux investissements qui viennent de l'étranger, ce sont notamment la Chine, la Russie et la Turquie qui contribuent le plus. Toutefois, ces pays y compris, le niveau des investissements dans le pays reste bas. Cela s'explique par des conditions économiques défavorables pour attirer des investissements étrangers directs, la faiblesse du système bancaire et financier, l'instabilité politique, des obstacles administratifs excessifs, la corruption, une infrastructure faible, une basse productivité du travail, une concurrence insuffisante et le sous-développement du secteur privé[151].

L'adhésion récente du Tadjikistan à l'OMC peut créer des opportunités pour le développement du commerce et des investissements. Cependant, cela peut aussi impliquer le fait que le pays doive mettre à jour son cadre d'exportation et sa politique d'investissement.

Dans cette conjoncture, les remises des migrants se profilent comme le flux financier le plus important pour le Tadjikistan. Ces remises sont en liaison avec le flux migratoire. La plupart des remises sont, du coup, originaires de Russie. Ces flux financiers sont une forme de substitution aux flux de subventions allouées au développement du Tadjikistan pendant l'époque soviétique (voir annexe XIV).

2. Le modèle « *push-pull* » de la migration au Tadjikistan

En utilisant le modèle proposé par le démographe Everett Lee (1966)[152], il est facile de comprendre le choix de partir en Russie fait par les migrants provenant du Tadjikistan. Les facteurs « *push* » sont des facteurs de répulsion qui obligent les migrants à quitter leur pays, tandis que les facteurs « *pull* » sont des facteurs qui attirent les migrants dans le pays d'accueil.

Durant la période récente, le Tadjikistan a connu un fort flux de travailleurs migrants, en particulier vers la Russie, avec plus de 90 %[153] des migrants. La migration nette en provenance du Tadjikistan atteint 42 520 migrants en 2013, en croissance continue depuis 2010[154]. Le nombre total des migrants

[148] Président de la République du Tajikistan, « Tajikistan and the world community », disponible à la page : http://www.president.tj/en/taxonomy/term/5/19.

[149] *Ibid.*

[150] Selon les données de la BM.

[151] « National development strategy of the republic of Tajikistan for the period to 2015 », Douchanbe, 2007, p. 4-8.

[152] S. Lee Everett, « A theory of migration », *Demography*, 1, vol. 3, 1966, p. 47-57.

[153] OIM, *Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation*, Douchanbe, 2014, p. 5-30.

[154] Selon le service de la migration du Tadjikistan.

tadjiks qui sont entrés en Russie en 2013 s'élève à 51 011 personnes[155]. Cette émigration atteint ses niveaux maximums au printemps et en été, quand la plupart des migrants travailleurs saisonniers sont très demandés en Russie.

2.1. La guerre civile

Parmi les facteurs de répulsion, on peut mentionner la guerre civile de 1992-1997. La guerre civile au Tadjikistan est connue comme un conflit interethnique qui s'est produit juste après l'effondrement de l'Union soviétique, notamment entre les partisans du gouvernement central et les différentes factions de l'Opposition tadjike unie. Les combats ont repris entre 2010-2012. Cette guerre a provoqué une large vague de migration, ainsi qu'un deuxième flux migratoire de la population russe et russophone, sachant que le premier flux était lié à la nationalisation du pays après la dissolution de l'URSS. Cette population russe et russophone, qui bénéficiait d'un statut privilégié dans l'Union soviétique, s'est ensuite retrouvée en exil social du fait de la nationalisation linguistique et de l'ethnocratisation des administrations publiques[156].

2.2. Le marché du travail

Le taux élevé de chômage sur le marché du travail peut être considéré comme le facteur essentiel forçant les travailleurs à migrer. Le nombre des chômeurs officiellement enregistrés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Migration du Tadjikistan, à la fin du mois de mars 2014, s'élevait à 56 600 personnes, soit 2,5 % de la population active du pays. Mais beaucoup de personnes ne sont pas enregistrées en tant que chômeurs. En outre, il existe un chômage caché, quand les travailleurs sont en congé forcé ou travaillent à temps partiel. En janvier-mars 2014, le nombre de personnes étant en congé à l'initiative de l'administration s'élevait à 10 400 personnes. Il est estimé que le taux de chômage réel s'élève à 3 %[157].

Le salaire moyen au Tadjikistan représente aussi l'un des facteurs de répulsion, tandis que le salaire moyen en Russie constitue un facteur attirant. Pendant plusieurs années, le niveau de salaire, au Tadjikistan, est resté bas. En comparaison avec la Russie, où le salaire nominal mensuel moyen s'élevait à 58 422 roubles (environ 1 200 euros) pour 2014[158], le salaire nominal mensuel moyen au Tadjikistan s'élevait à 909 somoni (à peu près 136 euros)[159].

[155] Selon l'Agence russe fédérale de la statistique.

[156] Sébastien Peyrouse, « Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie », *Espace populations sociétés*, 1, 2007, p. 47-57.

[157] Selon TajStat.

[158] Service fédéral des statistiques de l'État de la Russie.

[159] Selon TajStat.

2.3. La demande de main-d'œuvre en Russie

Après la dissolution de l'URSS et après avoir passé une transition économique difficile et longue, la Russie connaît un développement économique qui est visible dans la forte demande de main-d'œuvre, en particulier dans le secteur de la construction. La population russe vieillit rapidement et le taux de croissance de la population reste négatif. Par exemple, la population de Russie était de presque 148 millions d'habitants en 1990, tandis qu'en 2013 ce chiffre était de 143 millions d'habitants[160]. Ceci engendre une pénurie de main-d'œuvre qui encourage la migration de travailleurs étrangers pour alimenter la demande sur le marché du travail russe. Le taux de croissance de la migration en Russie a totalement compensé la perte de population et augmenté ce chiffre de près de 5,5 fois[161].

En outre, le choix de migrer vers la Russie peut être expliqué notamment par la proximité géographique, les relations historiques liées à la période de l'Union soviétique, les réseaux de transport entre la Russie et le Tadjikistan, le réseau familial et amical des Tadjiks qui existe en Russie, ainsi que l'accord d'exemption de visa d'entrée pour la Russie pour les citoyens des pays CEI, y compris ceux du Tadjikistan.

B. Les profils des émetteurs des remises et leur statut irrégulier

Dans cette partie, nous allons mettre l'accent sur les profils des migrants en provenance de Khodjent. Ceux-ci ont des caractéristiques typiques qui correspondent aux migrants du Tadjikistan en général[162].

Les migrants de Khodjent sont majoritairement des hommes (83 %), mais on observe une nouvelle tendance montrant que 17 % des femmes rejoignent les hommes sur les chemins de la migration[163]. Pour faire référence aux enquêtes de l'OIT en 2010, on voit que, par le passé, 95 % des hommes et seulement 5 % des femmes étaient des migrants.

Ce sont les hommes qui sont considérés par la culture locale comme responsables du ménage, en tant que pères, fils, frères aînés, oncles et cousins. Cette situation peut être expliquée par le fait que la société du Tadjikistan est musulmane. Les femmes musulmanes prennent le rôle de « protégée » dans les relations amoureuses et matrimoniales, tandis que les hommes tiennent le rôle de « protecteur[164] ». C'est l'homme qui est responsable pour la femme, pour les enfants et pour la famille de manière générale, au niveau financier. Les deux se mettent en couple et se marient sans avoir eu besoin de négocier leurs responsabilités, car chacun prend sa place « automatiquement » dans le couple.

---

[160] Service fédéral des statistiques de l'État de la Russie.

[161] « La population de la Russie en janvier-juillet 2013 a dépassé à 143,5 millions de personnes », *RBK*, le 18 septembre, 2014, (en russe), disponible à la page : http://www.rbc.ru/rbcfreenews/20130918160045.shtml.

[162] Selon les sondages menés par l'OIM.

[163] Se reporter au sondage mené aux mois de juillet et août 2014.

[164] Jean-Claude Kaufmann, *Sociologie du couple*, Paris, PUF, 2010, p. 13.

Les hommes partent en Russie, dans la plupart des cas, soit juste après le mariage ou la naissance du premier enfant, soit avant, pour pouvoir acheter un appartement ou une maison ainsi qu'une voiture et, ainsi, montrer qu'ils sont capables de soutenir leur famille.

> *« C'est pour cette raison qu'ils sont obligés de migrer en Russie, pour prouver, d'un côté leur virilité et, de l'autre côté, pour assurer le bien-être de leur famille*[165] *».*

Ceci peut être expliqué par le fait que 26 % de ces migrants estiment leur situation financière mauvaise avant la migration, et 13 %, très mauvaise[166].

71 % des ménages du Tadjikistan ont au moins un membre de la famille qui est migrant, 22 % des ménages ont 2 membres de la famille qui sont migrants en Russie, et 7 % des ménages 3 membres de la famille[167].

L'âge des migrants varie entre 25 et 40 ans. Les jeunes migrants en dessous de l'âge de 30 ans constituent 53 % du total, et les personnes au-dessus de 30 ans, 47 %[168]. En même temps, les chiffres correspondant aux résultats des enquêtes menées par l'OIT en 2010 montrent que 70 % des migrants ont entre 18 et 35 ans. Il faut noter qu'après 55 ans, les chiffres baissent, et les migrants qui ont entre 56 et 65 ans ne représentent plus que 1 %.

Ces migrants de Khodjent viennent de familles nombreuses. Le sondage de l'auteur montre que 40 % des migrants proviennent de familles de moins de 5 personnes, et 60 % des migrants proviennent de familles de plus de 5 personnes[169].

Le niveau d'éducation des migrants de Khodjent est soit supérieur soit secondaire. Parmi les personnes interrogées, il n'y a pas de migrants sans formation, parce que ces migrants ont pour origine des régions urbaines. Par contre, les résultats des enquêtes de l'OIT de 2010 montrent que seuls 22,3 % des migrants ont un niveau de formation supérieure et 76,2 % d'eux ont un niveau de formation secondaire, car la population étudiée provenait de régions rurales. Cela peut être expliqué par la demande croissante en travailleurs peu qualifiés sur le marché du travail en Russie. En règle générale, la demande des pays développés, dans le cadre de la migration internationale, est dirigée vers des migrants hautement qualifiés, mais ce n'est pas le cas pour la Russie. En effet, en Russie, la forte demande s'oriente plutôt vers des travailleurs peu qualifiés, surtout dans le domaine de la construction. Les gens originaires des régions rurales sont généralement peu qualifiés, ou bien même sans formation. Ceci s'explique par le fait que les dépenses publiques relatives à l'éducation, dans le pays, sont faibles. Après la dissolution de l'URSS et jusqu'à aujourd'hui, le système de formation s'est dégradé, surtout dans les régions rurales. Par conséquent, les migrants provenant des régions rurales

---

[165] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

[166] OIM, *Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation*, Douchanbe, 2014, p. 5-30.

[167] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[168] Se reporter au sondage, mené par l'auteur.

[169] *Ibid.*

sont peu qualifiés et ne maîtrisent pas bien le russe, contrairement aux migrants provenant des grandes villes. Même si les Tadjiks ne parlent pas bien russe ou ne le parlent pas du tout, ce qui peut arriver aussi, ils partent en Russie pour gagner de l'argent. Il faut noter qu'après la dissolution de l'URSS, la langue officielle du pays, le tadjik, est devenue plus importante. Même si le russe reste toujours une langue courante pour la communication interethnique[170], il n'est plus une langue officielle du pays.

1. Typologie des migrants envoyeurs de remises

On distingue quatre types de migrants envoyeurs de remises[171] :

- les migrants de long terme, qui constituent 51 % des migrants, dont 35 % des migrants qui sont partis du Tadjikistan il y a plus de deux ans mais qui y reviennent de temps en temps ;
- 16 % sont des migrants qui se sont déjà installés dans le pays d'accueil et qui ne sont pas intéressés à investir et épargner au Tadjikistan ;
- les migrants de court terme (34 %), qui vivent en dehors du Tadjikistan pendant quelques mois par an, puis retournent au Tadjikistan ;
- les migrants qui sont partis récemment du Tadjikistan, depuis moins de 2 ans (15 %).

Une autre classification fait la distinction parmi[172] :

- les migrants travailleurs saisonniers, qui travaillent dans un pays autre que leur pays d'origine pendant une certaine période de l'année, dans un domaine directement lié aux conditions saisonnières ;
- les migrants travaillant sur une base contractuelle dans un pays autre que leur pays d'origine (Ce contrat de travail représente un accord entre deux parties précisant les limitations sur la durée d'emploi et le type d'engagement. Après être admis dans le pays, ces migrants ne sont pas autorisés à changer d'emploi et sont obligés de quitter le pays à la fin du contrat, même si l'objectif de travail n'a pas été achevé. Dans certains cas, il est possible de renouveler le contrat.) ;
- les migrants travailleurs indépendants qui sont des migrants travailleurs qui exercent une activité rémunérée sous une autre forme que sous un contrat de travail, et qui gagnent leur vie grâce à cette activité en travaillant soit d'une façon indépendante, soit avec les membres de leur famille. La majorité des migrants travailleurs du Tadjikistan entrent dans cette catégorie, y compris les « commerçants navettes ». Ces derniers sont des opérateurs dont l'activité commerciale est liée à l'exploitation des différences interrégionales et internationales concernant les prix et la disponibilité des produits. Leurs activités exigent des allers-retours

[170] En 2011, le parlement du Tadjikistan a approuvé le projet de loi qui renvoie au statut de « communication interethnique » de la langue russe.

[171] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[172] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, OIT, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

fréquents entre leur pays d'origine et le pays de destination finale. Leur profit est basé sur la différence de prix et la demande pour ces produits.

- les migrants travailleurs installés, qui sont des migrants qui ont obtenu l'autorisation de rester et de travailler dans le pays d'accueil après y avoir résidé pendant plusieurs années. Ces migrants travailleurs ne sont pas obligés de quitter le pays d'accueil s'ils n'ont pas de travail et ils ont généralement le droit au regroupement familial.

2. L'installation dans le pays d'accueil

Pour les migrants de Khodjent comme pour les migrants du Tadjikistan en général, la destination la plus attirante est Moscou, notamment le district fédéral central. 50 % des migrants de Khodjent, selon le sondage de l'auteur, et 46,3 % des migrants du Tadjikistan se dirigent vers le district fédéral central. Saint-Pétersbourg, avec le district fédéral du Nord-Ouest, attire 6,4 % des migrants tadjiks et à peu près 20 % des migrants de Khodjent. 11 % des migrants de Khodjent se dirigent vers Ekaterinbourg, mais en général, pour les migrants du Tadjikistan, ce district fédéral de l'Oural semble être moins attirant : même au niveau national, ce chiffre ne dépasse pas 4,3 %. Les districts fédéraux Sibérie et Extrême-Orient sont moins attirants à cause des conditions très dures de vie et de travail[173].

Généralement, les migrants s'engagent dans le domaine de la construction (50 % des migrants de Khodjent et 65 % des migrants du Tadjikistan[174]), car la demande en main-d'œuvre dans ce domaine est notamment plus importante. Il existe aussi une division entre les emplois occupés par les femmes et ceux occupés par les hommes migrants. Parmi les emplois prioritaires pour les hommes, on trouve ceux de la construction : plâtriers, débardeurs, chauffeurs, charpentiers et mécaniciens. Dans les cas de migration féminine, les femmes travaillent en tant que vendeuses au marché, femmes de ménage, nounous et serveuses.

Antérieurement, 52 % de ces migrants avaient le statut d'employé, 11 % d'étudiant et seulement 22 % d'entre eux étaient au chômage[175], tandis qu'en 2010, les migrants au chômage représentaient 42 %. Ces gens, qui avaient un travail avant la migration, occupaient des postes supérieurs ou moyens (managers, professeurs ou comptables), mais les rémunérations très basses les ont obligés à quitter le pays et à chercher un emploi ailleurs, notamment en Russie, pour des emplois d'un niveau inférieur.

Il est intéressant de souligner que le travail dans le domaine de la construction en Russie dépend de « brigades ». Les brigades peuvent inclure des amis, des parents ou des voisins. Chacune d'elles compte un chef[176], qui est un constructeur plus âgé, qualifié et compétent, et quatre à cinq débutants. Le chef de brigade gère toutes les questions liées à celle-ci, y compris les questions financières pour

[173] Se reporter à ILO, *Migration and Development in Tajikistan – Emigration, Return and Diaspora*, Moscou, 2010, p. 1-90, et au sondage mené par l'auteur.

[174] Selon TajStat.

[175] OIM, *Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation*, Douchanbe, 2014, p. 5-30.

[176] Le chef de brigade se dit « *usto* » en tadjik.

l'ensemble de la brigade. Une brigade aura généralement un budget commun, et le chef de la brigade distribue l'argent gagné, l'allocation de dépenses et les transferts des fonds. En règle générale, c'est lui qui est responsable de l'envoi d'argent vers les membres de la famille restés au Tadjikistan[177].

2.1. Les conditions de vie

Pour la majorité des migrants, les conditions de vie en Russie ne sont pas satisfaisantes. Pourtant, les habitants de Khodjent qui travaillent en Russie ne partagent pas cette opinion. Cela peut s'expliquer d'un côté par leur provenance d'une région urbaine et leur niveau d'éducation intermédiaire ou supérieure. Ainsi, ils ont plus de chances de trouver un emploi légal et bien payé afin de vivre normalement en Russie et, en même temps, de soutenir leur famille restée dans le pays d'origine[178].
D'un autre côté, les migrants sont généralement réticents à parler de ce sujet, car ils redoutent de tomber dans les relations politiques entre les deux pays, ce qui pourrait les affecter directement ou bien les membres de leur famille. Cela donne une ambiguïté d'origine subjective aux données.
De manière générale, les conditions de vie des migrants sont difficiles : ils louent une chambre ou partagent un appartement avec plusieurs personnes à la périphérie des grandes villes. 36,6 % vivent dans des logements pour les employés, avec des conditions basiques ; 6,9 % vivent avec des amis ou des parents ; 3,5 % des migrants louent juste une chambre. 73 % d'entre eux vivent sans leur famille, 4 % avec leur femme et 5 % avec leur femme et les enfants. 3,5 % d'eux vivent avec leur deuxième femme, notamment leur épouse russe. Il faut souligner que 8 % des migrants vivent même dans des conditions impropres à l'habitation humaine[179].

2.2. Les conditions de travail

Trois fois plus de travailleurs sont embauchés dans des entreprises privées. Les migrants sont confrontés à des horaires de travail difficiles. Ils travaillent souvent de douze à quinze heures par jour, parfois sans aucun congé. Ceci est plus commun pour les travailleurs dans les secteurs de l'agriculture et de la construction, où les horaires de travail sont directement liés aux conditions météorologiques et au fait que l'été, en Russie, est très court, d'où la nécessité de finir les travaux dans les plus brefs délais. Les employeurs peuvent imposer aux migrants des horaires inacceptables et des conditions de travail difficiles, car ils savent que ceux-ci vont les accepter pour ne pas risquer de perdre leur emploi. Si leur emploi de base n'est pas assez rémunéré, ils cherchent souvent un emploi supplémentaire. Cela donne des horaires journaliers loin de ceux légaux. Les migrants travailleurs peuvent aussi être abusés par les employeurs. Ce fait est plus commun chez les migrants qui ne sont pas employés d'une manière officielle. La moitié des travailleurs salariés déclarent avoir reçu leur salaire avec un retard de

[177] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, OIT, Douchanbe, 2003, p. 26-65.
[178] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.
[179] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, OIT, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

deux à six mois. 20 % d'entre eux n'ont pas été payés du montant prévu ou n'ont reçu aucun paiement[180].

Comme l'on peut le constater, cela a un impact sur les remises : s'ils ne reçoivent pas de rémunérations ou si ces rémunérations sont trop basses, les migrants n'arrivent pas à envoyer des fonds aux membres de leur famille. Cette conjonction va affecter aussi la situation des familles des migrants, car celles-ci vont se trouver sans fonds et sans chef de famille.

3. Le passage par les réseaux

3.1. Entre réseaux familiaux et réseaux amicaux

Les migrants de Khodjent partent en Russie chez leurs amis ou chez des proches qui se sont déjà installés là-bas. 61 % des migrants vont en Russie chez des amis, 28 % chez des proches, et seulement 11 % partent sans connaître quelqu'un *a priori*. Cette image correspond à la tendance générale de la migration au Tadjikistan.

Ces « proches » ou ces « amis » aident les migrants à trouver un emploi, un logement ou les logent chez eux. Les migrants qui viennent d'arriver sont aussi aidés pour l'envoi d'argent à leur famille. Si un Tadjik fonde sa propre entreprise, il va souhaiter offrir les postes importants aux Tadjiks originaires de son *kishlak*[181], son village, ou, de préférence, à ses proches, avec l'objectif de placer à ces fonctions des personnes en lesquelles il peut avoir confiance[182].

3.2. Avlod

La famille, au Tadjikistan, se réunit sous une forme assez spécifique qui représente une sorte d'association de parentèle. Les membres de cette association sont des parents et leurs enfants, ainsi que plusieurs générations de la lignée masculine. Ils ont des ancêtres communs, des intérêts communs, ainsi qu'une propriété partagée et les budgets des ménages sont coordonnés, autrement dit : ils forment un clan familial[183]. Ainsi, chaque personne appartient à un certain « *avlod* », qui fait référence à sa famille, à ses parents ou à ses ancêtres. Par exemple, à Khodjent, les *avlods* les plus connus sont ceux d'« Oya », de « Tura », de « Mirzo », qui sont aussi considérés comme des *avlods* prestigieux[184]. Cette forme institutionnelle informelle a plus d'influence dans les zones rurales du pays.

---

[180] *Ibid.*

[181] Petits villages de l'Asie centrale.

[182] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

[183] « Système social traditionnel de la société tadjike », CA&CC Press, disponible à la page : http://www.ca-c.org/datarus/st_08_bush_3.shtml.

[184] Les *avlods* se distinguent par le niveau social. Les gens ont l'habitude de se marier avec les gens du même *avlod*.

78 % des habitants de GBAO sont membres d'un *avlod*, contre 75 % habitants de RSP et 55 % des habitants de la région de Sughd[185]. L'*avlod* exerce une grande autorité sur le comportement et les décisions prises par chacun de ses membres, et affecte la structure de la migration. La décision de migrer est discutée au sein d'un *avlod* et soumise à l'approbation de celui-ci.

En outre, l'*avlod* peut intervenir pour aider l'un de ses membres à décider où migrer et comment financer son voyage. Les membres de l'*avlod* qui se sont installés dans le potentiel pays d'accueil peuvent soutenir les nouveaux arrivés à travers leur réseau, souvent concernant les questions liées au logement, à l'emploi, etc. Il peut se produire des cas où le migrant envoie de l'argent à son *avlod*, et où c'est le chef de l'*avlod* qui le reçoit et s'engage à le distribuer parmi les membres.

3.3. Le réseau de transport

S'appuyant sur l'exemple de Khodjent, on distingue trois possibilités pour venir en Russie : par avion, en train ou en car. L'avion est le moyen de transport le plus cher pour faire ce voyage.

Dans la région de Sughd, fonctionnent à peu près 54 entreprises qui transportent des migrants en car ou en camion. Ces entreprises préparent aussi les documents nécessaires pour aller en Russie. Cela montre qu'il existe une grande demande pour ces services et donc nous avons affaire à un grand flux de migration du Tadjikistan vers la Russie.

Ce moyen d'arriver en Russie est considéré comme le moins cher, pourtant le voyage est très long, dangereux et inconfortable, car les cars sont souvent très petits et surchargés. Ce voyage, même s'il est plus économique, laisse place à l'extorsion d'argent et à la corruption, car, souvent, les migrants partent sans avoir préparé leurs documents à l'avance. Suite à cela, sur la route vers la Russie, ils se heurtent à des situations où ils sont obligés de payer des agents frontaliers corrompus pour pouvoir continuer leur voyage vers la Russie.

4. Le statut irrégulier et la discrimination des migrants travailleurs tadjiks

Le statut juridique d'un migrant est un facteur important, qui détermine son comportement, son revenu et, par conséquent, le montant du transfert, ainsi que sa fréquence. Plus la situation d'un migrant dans le pays d'accueil est stable, plus stables sont les montants qu'il envoie et la fréquence de ces remises.

Les migrants tadjiks installés en Russie et qui envoient de l'argent à leurs familles dans le pays d'origine sont qualifiés de « *gastarbeiters* ». Le terme signifie :

[185] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, OIT, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

> *« des immigrants du travail physique, venant vendre leur force selon les besoins du marché du travail d'un pays : soit ils sont appelés à repartir, soit ils restent en marge de la société locale »*[186].

La discrimination vis-à-vis de ces migrants est considérée comme une conséquence naturelle. Il s'agit aussi d'une discrimination légale, les droits des immigrés étant limités[187].

Le sondage mené à Khodjent relève le fait que tous les migrants tadjiks en Russie se heurtent à la discrimination. Cette discrimination prend deux formes, une discrimination sur l'origine et une autre sur la base de la religion. 70 % des migrants se disent victimes de la discrimination sur la base de leur origine et 30 % sont discriminés par rapport à leur religion.

La discrimination sur la base de la religion se ressent dans la difficulté de trouver un emploi[188]. Si les migrants réussissent à trouver un emploi, cette discrimination prend une autre forme : ils sont obligés de travailler sans heures flexibles pendant le Ramadan et ne se voient pas allouer du temps pour eux pour faire leurs prières. La discrimination vis-à-vis des migrants musulmans est devenue plus forte ces dernières années. Les organisations ou associations islamiques, comme le Conseil des muftis de Russie, s'engagent activement dans la protection de ces migrants.

Tandis que la discrimination sur la base de la religion prend une forme plutôt spécifique, la discrimination par rapport à l'origine prend une forme générale. La dernière est plus évidente sur le marché de travail. À cause de celle-ci, l'accès à certains types d'emplois est limité pour les Tadjiks. Les rémunérations sont minimales et les conditions de travail sont mauvaises. Cette discrimination sur le marché du travail les empêche de trouver un emploi bien payé, limite leur accès aux emplois du secteur privé liés aux responsabilités administratives ou financières[189]. Ces deux formes de discrimination envers les Tadjiks prennent une forme plus forte si les migrants n'ont pas un statut légal, ce qui est souvent le cas.

En outre, ces migrants sont souvent victimes d'attaques xénophobes.

Il faut aussi souligner que, comme la plupart des migrants travailleurs en provenance du Tadjikistan sont peu qualifiés, les employeurs leur donnent le travail le plus dur et le moins rémunéré. Au fil des années, cette situation tend à changer, mais l'image des migrants travailleurs peu qualifiés persiste. En outre, le manque d'expérience explique bien pourquoi ces migrants restent toujours moins payés[190].

L'image des migrants tadjiks est tellement mauvaise en Russie, du fait de la criminalité et du travail illégal, et la discrimination a pris une telle ampleur qu'en 2012, une brochure destinée aux migrants a été publiée. Cette brochure, qui contient des informations sur les normes de conduite et les risques éventuels pour les migrants, écrite dans un langage accessible, explique les procédures administratives

---

[186] Andrea Rea, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2010, p. 30-50.

[187] *Ibid*

[188] L'islam est la religion prédominante en Asie centrale, et la religion majeure du Tadjikistan.

[189] Vladimir Mukomel, « Discrimination à l'égard des minorités ethniques dans les marchés du travail et du logement » (en russe), *Indem*, disponible à la page : http://www.indem.ru/ceprs/Minorities/DiskrTrJil.htm#_ftn1.

[190] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, OIT, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

pour légaliser le séjour et le travail en Russie. Il semble que l'idée de publier cette brochure soit positive, mais l'image donnée des migrants dans celle-ci a provoqué une forte réaction négative de la part des autorités tadjikes : les travailleurs migrants y sont représentés sous la forme de quatre outils de travail : une spatule, un rouleau de peinture, un pinceau et un balai[191] (voir annexe XV). Cette brochure a provoqué une grande polémique et a obligé le gouvernement du Tadjikistan à travailler plus pour améliorer l'image de ses citoyens en Russie. L'opinion publique russe sur les « *gastarbeiters* » tadjiks se reflète aussi à la télévision locale. La série télévisée connue sous le titre *Nasha Russia : les œufs du destin* montre deux « *gastarbeiters* » tadjiks, qui sont venus en Russie pour gagner de l'argent en travaillant dans le domaine de la construction. Les personnages sont deux personnes grossières, mal éduquées, sans formation, qui ne parlent pas du tout russe et, ainsi, qui ne comprennent pas les tâches demandées. Les autorités du Tadjikistan ont interdit la diffusion de cette série au Tadjikistan et cherchent à arrêter la diffusion de la série en Russie aussi, car celle-ci est très discriminatoire par rapport aux migrants[192].

4.1. Les migrants en situation irrégulière

La migration de la main-d'œuvre clandestine est devenue un sujet important des débats liés à la migration dans les médias ainsi qu'au niveau gouvernemental dans certains pays du CEI. Il existe une distinction au niveau international entre les migrants « illégaux » et ceux « irréguliers ». Le migrant « régulier » est un étranger qui doit avoir un visa d'entrée, la permission de rester dans le pays d'accueil et l'autorisation de travailler. Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le migrant peut être considéré comme un migrant « irrégulier », mais pas « clandestin » pour autant[193]. Comme il existe un régime d'exemption de visa entre la Russie et les pays de la CEI, Tadjikistan compris, les Tadjiks voyagent en Russie dans un cadre légal et ils entrent légalement dans le pays. Par contre, il y a beaucoup de migrants en situation irrégulière parmi les migrants travailleurs provenant du Tadjikistan. Parfois, ils n'ont pas tenu compte des règles d'enregistrement du lieu de résidence. Souvent, ils n'ont pas signé de contact avec leur employeur. C'est pour cela qu'ils se trouvent en situation irrégulière.
Bien que la Russie ait besoin de main-d'œuvre pas chère, elle ne veut pas attirer des migrants illégaux. Il est estimé que parmi les 11,3 millions d'étrangers résidant en Russie en 2013, 3 millions travaillaient illégalement. De nombreux migrants d'Asie centrale, surtout du Tadjikistan, vivent avec la peur de la police, qui aurait arrêté plus de 3 000 immigrants en situation irrégulière à Moscou en août 2013[194] (voir annexe XVI).

---

[191] G. Faskhutdinov, « Nous ne sommes pas des rouleaux » (en russe), *Ariana*, 25 novembre 2014, disponible à la page : http://www.ariana.su/?S=2.1210251500.

[192] « Les autorités tadjikes ont interdit le film "Nasha Russia : le sort des œufs"», *Svobodnaya pressa*, le 6 avril 2010, disponible à la page : http://svpressa.ru/culture/news/23540/.

[193] OLIMOVA Saodat et BOSC Igor, *Labour Migration from Tajikistan*, IOL, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

[194] WB, *Migration and remittances flows in Europe and Central Asia: Recent trends and outlook, 2013-2016*, le 2 octobre, 2013.

Ces migrants se trouvent dans le secteur informel, où les conditions et les salaires sont plus précaires que ceux des « *gastarbeiters* ». D'un côté, la demande de main-d'œuvre clandestine par quelques secteurs et sa mobilisation à travers les réseaux ethniques provoquent une immigration en chaîne, particulièrement concentrée dans les grandes villes ; d'un autre côté, il existe toujours une tentative de réduction des coûts de travail, ce qui provoque le démantèlement du droit du travail, la déréglementation des activités économiques et le développement du secteur informel[195]. Par conséquent, les migrants du Tadjikistan se trouvent souvent engagés dans le secteur informel avec des salaires minimaux, fortement discriminés et avec de mauvaises conditions de travail.

5. Les étapes administratives

5.1. La carte migratoire

Il faut souligner que chaque étranger qui passe les frontières russes, quel que soit son mode de transport, doit remplir une carte migratoire qui contient l'information sur le séjour, les dates d'entrée et de retour et la durée de séjour en Russie. Cette carte est divisée en deux parties (A et B). La partie A présente l'information sur l'arrivée en Russie et est retirée par le responsable du contrôle des douanes ; la partie B est retirée à la sortie de Russie (voir annexe XVII). Alors que cette carte est gratuite et donne la possibilité de commencer et d'avancer le processus d'officialisation d'un séjour en Russie, tous les migrants ne la remplissent pas, car, souvent, ils cherchent à échapper aux canaux officiels de passage.

5.2. L'immatriculation temporaire des citoyens tadjiks en Russie (« *propiska* »)

Le « *propiska* » est un enregistrement obligatoire. Les étrangers qui résident sur le territoire de Russie de manière pérenne ou temporaire sont obligés de s'enregistrer selon le lieu de résidence. Cet enregistrement s'effectue en présentant la carte d'identité et la carte migratoire au Service fédéral des migrations (SFM). Cette immatriculation donne la possibilité de trouver un emploi officiel et protège des contrôles de police dans la rue[196]. La notification de l'arrivée d'un étranger en Russie doit être soumise aux autorités du SFM. Les Tadjiks, dans un délai de 15 jours suivant leur arrivée, doivent être soumis à ce service. Même si ce processus administratif est gratuit chez SFM[197], c'est souvent difficile pour les migrants d'y satisfaire.

12,8 % des migrants restent illégalement dans des lieux d'installation, ce qui signifie qu'ils n'ont pas été enregistrés par le Département pour la délivrance des visas et de l'enregistrement pour les

[195] Andrea Rea, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2010, p. 30-50.

[196] Cette procédure est bien connue et très stressante pour les migrants en Russie, et notamment pour les Tadjiks.

[197] Service fédéral des migrations de la Russie, http://www.fms.gov.ru/.

étrangers (OVIR). 12,5 % ont déclaré s'être enregistré de temps en temps. Ces chiffres ne sont pas représentatifs de la situation générale, car ils sont basés sur des enquêtes menées par l'OIT en 2010 parmi les migrants qui sont rentrés au Tadjikistan. 70 % des migrants en situation irrégulière du Tadjikistan vivent sur leur lieu de travail, qu'ils n'ont jamais quitté.

5.3. L'autorisation de travail ou « patente » de travail

Les migrants tadjiks ont besoin d'une autorisation de travail, qu'on appelle « la patente » de travail. C'est un document qui certifie le fait que les Tadjiks peuvent travailler légalement en Russie. Pour obtenir ce document, il faut présenter une déclaration – une demande officielle, une carte d'identité, une carte de migration, une quittance de paiement d'une taxe d'un montant de 1 216 roubles (34 dollars) trois mois à l'avance. Comme ce document oblige les travailleurs migrants à payer l'impôt sur le revenu tous les mois, les migrants préférèrent ne pas l'obtenir.

5.4. Le contact de travail

L'enquête menée par l'OIT en 2010 parmi les migrants qui sont rentrés au Tadjikistan montre que 35 % des migrants interrogés ont répondu avoir signé un contrat de travail pour une certaine durée, 32 % ont indiqué avoir travaillé sur la base d'un accord verbal et 16,3 % ont répondu qu'ils avaient un contrat de travail. L'accord verbal est plus caractéristique des cas où les migrants travaillent pour des individus privés, comme femme de ménage, nounou ou chauffeur personnel. Ceux-ci travaillent sans contrat de travail et sans officialiser la relation avec les employeurs.

Or, en Russie, les processus administratifs sont bien commercialisés. Il existe des compagnies ou des centres juridiques privés, comme le centre juridique Femida ou la compagnie juridique Vector Prava, qui offrent des services pour préparer les documents pour les migrants, selon leur besoin. Le prix dépend du service demandé. Cependant, toutes les compagnies ou leurs services ne sont légaux, et les migrants qui sont mal informés peuvent facilement devenir victimes de fraudes.

Il faut dire que les quotas annuels de permis de travail répartis entre les entreprises sont fixes et ne permettent pas faire les ajustements nécessaires pour répondre à l'augmentation du besoin en migrants travailleurs. Comme les migrants travailleurs veulent en profiter, ils choisissent de travailler illégalement ou d'obtenir un permis de travail qui n'est pas en conformité avec la législation russe.

En outre, les migrants préfèrent souvent échapper aux processus administratifs, car ils croient que même s'ils ont des papiers en règle, ils seront de toute façon obligés de payer des pots-de-vin à la police s'ils sont arrêtés dans la rue. La raison principale qui se dissimule derrière cette illégalité est la corruption forte qui existe en Russie. Comme les processus sont souvent corrompus en Russie aussi, les migrants trouvent cher de payer les frais officiels, sachant qu'ils sont venus pour gagner de l'argent pour soutenir leur famille restée au Tadjikistan.

Une autre raison de rester dans l'illégalité est liée au fait que ces migrants sont mal informés, pour près de 86 %. Ils ne connaissent pas les lois sur l'immigration et les procédures administratives locales. Les migrants travailleurs trouvent ce cadre très complexe et rigide[198]. Il est difficile pour eux de le comprendre. Les informations en ligne ne sont pas unifiées et les explications disponibles ne sont pas claires.

6. La politique migratoire bilatérale de la Russie et du Tadjikistan

Le Tadjikistan et la Russie cherchent à améliorer leurs relations dans ce domaine, chacun guidé par ses propres stratégies politiques nationales et internationales.

Les migrants tadjiks sont confrontés à un environnement réglementaire difficile en Russie. La législation russe, en matière de naturalisation, d'autorisation de travail et de permis de séjour, est particulièrement complexe. Cela décourage les migrants à demander le statut de travailleur légal. Le « *propiska* » est si difficile à obtenir que, *de facto*, les migrants sont obligés de rester en dehors de la loi. De même, les entreprises russes sont soumises à des procédures réglementaires complexes si elles suivent les règles du SFM en matière d'enregistrement des employés étrangers. Les entreprises recrutent donc la plupart des migrants saisonniers d'une façon illégale, en particulier au printemps[199].

Le Tadjikistan a été l'un des premiers pays ex-soviétiques qui ait tenté de négocier des mécanismes juridiques pour faciliter la migration et la protection de ses ressortissants une fois ceux-ci installés en Russie. En 2000, le gouvernement tadjik a demandé aux autorités russes de signer un accord bilatéral en vue de protéger les ressortissants tadjiks, améliorer la gestion de la migration et forcer les employeurs russes à garantir des conditions de travail et de vie décentes pour les migrants travailleurs tadjiks. En 2002, le gouvernement du Tadjikistan a approuvé un programme pluriannuel visant à réglementer ses migrants. En 2004, la Russie a adopté une loi sur la protection sociale des migrants tadjiks, qui était censée faciliter leur légalisation et leur donner accès à l'assurance santé[200].

En 2013, un accord bilatéral entre la Russie et le Tadjikistan, sur les conditions de résidence des citoyens du Tadjikistan en Russie, a été ratifié. Cet accord prévoit une convention sur la simplification de l'enregistrement des migrants et le renouvellement d'un permis de travail en Russie jusqu'à trois ans. Cela soulage les citoyens tadjiks résidant temporairement en Russie de l'obligation d'enregistrement du lieu de leur séjour auprès des autorités russes compétentes pendant les 15 jours à compter de la date d'entrée. Auparavant, cette période était seulement de 7 jours[201].

---

[198] *Ibid.*

[199] Marlène Laruelle, « Central Asian Labor Migrants in Russia : The "Diasporization" of the Central Asian States ? », Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 5, n° 3, 2007, p. 101-119.

[200] *Ibid.*

[201] « The State Duma has ratified the Agreement between Russia and Tajikistan on the terms of residences of Tajikistan's citizens in Russia » (en russe), le 23 décembre 2013, disponible à la page : http://tajmigration.ru/news/74-gosduma-ratificirovala-soglashenie-mezhdu-rossiey-i-tadzhikistanom-o-poryadke-prebyvaniya-grazhdan-rt-na-territorii-rf.html

De toute évidence, les accords concernant les travailleurs migrants ont émergé dans le contexte de la ratification des accords entre le Tadjikistan et la Russie pour l'installation d'une base militaire russe au Tadjikistan. Entre les gouvernements de Russie et du Tadjikistan, les négociations continuent quant à la possibilité, pour la Russie, de louer l'aérodrome militaire Ayni[202], au Tadjikistan. La Russie cherche à jouer de sa politique envers les migrants tadjiks pour influencer le Tadjikistan à prendre en compte ses exigences en termes de conditions, tandis que le Tadjikistan veut augmenter le prix du loyer, ainsi qu'améliorer les conditions d'entrée en Russie pour les migrants tadjiks.

En tant que citoyens d'un pays de la CEI, les citoyens tadjiks pouvaient jusque-là se rendre en Russie avec leur carte d'identité. Toutefois, contrairement à la pratique antérieure, les citoyens du Tadjikistan ont maintenant besoin, selon le décret signé par le Premier ministre russe Medvedev le 17 juin 2014, d'un passeport international à la place d'une carte d'identité pour entrer en Russie.

Le resserrement récent de la politique migratoire envers les migrants tadjiks a pour but de forcer le Tadjikistan à entrer dans l'Union douanière eurasiatique pour contrôler le pays dans le cadre politique. En même temps, on ne peut analyser cette intégration que d'un point de vue négatif. Une éventuelle adhésion du Tadjikistan à l'Union douanière et à un marché économique unique aurait le potentiel de faciliter et d'accroître encore la migration de travail, car cela impliquerait une libre circulation de la main-d'œuvre dans l'ensemble de la zone de l'Union douanière, ainsi que des procédures administratives facilitées. On considère généralement que la raison principale à l'entrée éventuelle du Tadjikistan dans l'Union douanière est la migration de ses citoyens.

7. Diaspora : les remises des migrants dans le cadre du transnationalisme

Les importantes organisations de diaspora des Tadjiks se trouvent en Russie, notamment à Moscou, qui est la première destination des Tadjiks migrants travailleurs. La diaspora existe aussi dans différentes grandes villes de Russie, par exemple à Moscou, Saint-Pétersbourg, Riazan, Tver, Samara, Orenbourg, Krasnoïarsk, Kaliningrad, etc. Cependant, il est difficile de parler de diaspora tadjik au sens classique. Il existe des unions informelles basées sur l'association de compatriotes. Ces unions se développent en fonction de l'évolution de la migration des travailleurs. Il existe également des ONG établies par des migrants du Tadjikistan qui ont déjà la nationalité russe et sont intégrés dans la société russe. Ce sont des associations culturelles et nationales de Tadjiks qui sont reconnues par le gouvernement russe. D'abord apparues dans les grandes villes de la Russie à la fin des années quatre-vingt-dix, elles ont réuni des Tadjiks qui étaient arrivés en Russie pendant l'URSS et après sa dissolution. Ses membres sont des hommes d'affaires, des professeurs, des médecins, des scientifiques

[202] « La Russie va durcir sa politique vers l'Asie central », (en russe) *Rosbalt*, 5 février 2014, disponible à la page : http://www.rosbalt.ru/exussr/2014/02/05/1229621.html.

etc. Les organisations présentes à Moscou, comme Osmon, Vatan ou Nur sont des exemples d'organisation ayant réussi à obtenir un statut officiel en Russie[203].

La diaspora du Tadjikistan se caractérise par sa diversité et le manque de coordination d'une part, et, d'autre part, par le manque de coopération entre ses membres et avec le pays d'origine. Les domaines d'activité de ces diasporas, ces centres culturels, ainsi que des ONG se limitent autour de la protection des droits des migrants, la promotion de la langue tadjike et l'appui dans l'organisation de différents événements politiques et culturels de l'ambassade et des missions du Tadjikistan en Russie[204]. Dans la plupart des cas, ces organisations sont dirigées par des migrants travailleurs qui y œuvrent de manière bénévole, sont bien installés en Russie, avec un emploi à temps plein, et sont souvent occupés par leur charge familiale ou professionnelle. Ceci provoque aussi un manque de coordination et d'organisation, ainsi qu'un manque de contrôle, ce qui se reflète dans des activités passives et dans des interventions moins stratégiques et moins pérennes.

En outre, ces organisations, tant les ONG que les groupes de migrants, s'engagent plutôt dans l'intermédiation entre les migrants et les autorités locales du pays d'accueil, ainsi que dans la recherche d'emploi pour les nouveaux migrants, l'appui pour les questions liées à la première installation de migrants en Russie et l'aide en cas d'urgence.

La plupart des migrants ne sont même pas au courant de l'existence de ces types d'organisation. 28 % des migrants de Khodjent déclarent avoir été soutenus par l'ambassade du Tadjikistan en Russie, sachant qu'il existe en Russie plusieurs ONG, ainsi que la représentation du ministère tadjik du Travail et de l'Emploi. 72 % déclarent n'avoir jamais entendu parler de l'existence de ce genre d'organisation[205].

Il faut souligner que le réseau familial et amical est très important pour les migrants, et que ceux-ci se dirigent toujours vers ce réseau informel. 83,4 % des migrants ont mentionné avoir reçu de l'aide à travers ce réseau[206]. Les migrants sont tellement dispersés en Russie que même s'ils se dirigent vers leurs proches ou leurs amis en Russie, ils ne se réunissent pas en une organisation ou association formelle.

Il n'existe pas, au niveau du gouvernement tadjik, de politique centrale axée sur les diasporas. Il n'existe pas non plus de mécanisme qui cherche à attirer la diaspora ou les migrants en tant que partenaires du gouvernement dans le domaine du développement durable. En ce qui concerne la coopération entre la diaspora et le gouvernement du Tadjikistan, la seule instance publique responsable de cette coopération est le Service de la migration auprès du ministère de la Migration et de l'Emploi du Tadjikistan en Russie. Même dans le cadre de ce service, il n'existe pas de

---

[203] ILO, *Migration and Development in Tajikistan – Emigration, Return and Diaspora*, Moscou, 2010, p. 1-90.

[204] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[205] Se reporter au sondage mené aux mois de juillet et août 2014.

[206] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

département qui soit responsable pour les affaires de diaspora, les ONG ou les associations de migrants tadjiks en Russie (voir annexe XXVI).

8. Les migrants en tant qu'acteurs du développement local

Les engagements des migrants travailleurs dans le développement local ont aujourd'hui un caractère caritatif : ce sont très souvent des migrants travailleurs individuels ou de petits groupes de 2 à 3 personnes qui visent à réaliser un petit projet dans leur village ou leur ville natale. Dans le village de Rouschan, dans la région GBAO, les migrants travailleurs, qui sont en même temps les dirigeants des ONG tadjikes en Russie, ont fait construire une salle des sports et une maison de la culture. Le projet de construction d'un parc culturel dans le village d'Ishkamish, dans la même région, réunit trois migrants de cette région. En 2013, deux briqueteries, une à Vakhdat, de RRS, qui emploie 74 personnes, et l'autre à Farkhor, de Khalton, deux usines de production de fruits secs qui emploient 120 personnes à Isfara, ainsi que des magasins, des grands centres commerciaux qui emploient jusqu'à 1 000 personnes, des centres médicaux, des restaurants, des écoles, des logements, des hôpitaux, des routes, des ponts, des mosquées, l'alimentation en eau et l'assainissement ont été réalisés par les migrants dans le cadre de leurs activités philanthropiques. Il est ainsi estimé que 9 centres commerciaux et 2 centres médicaux ont été construits grâce à l'argent des migrants dans la région de Sughd en 2013. Ceux-ci financent aussi l'organisation d'événements pour soutenir les familles pauvres et aident à la reconstruction d'écoles et de mosquées. Le choix de la région, de la ville ou du village où ces activités sont mises en place dépend de la ville ou du village des migrants. Le montant de ces projets varie entre 5 000 et 13 000 000 somonis (1 000 à 3 000 000 dollars)[207].

En général, la diaspora ou les migrants du pays ne cherchent pas à faire des investissements directs dans le pays, ce qui est lié aux contraintes et aux difficultés qu'il y a à démarrer une entreprise au Tadjikistan. La corruption, les charges fiscales élevées, l'accès au financement limité et l'instabilité politique empêchent les migrants d'investir dans le développement de leur pays.

C. Le profil des receveurs des remises

Les remises des migrants au Tadjikistan n'ont pas cessé de croître depuis 2010, avec une seule baisse modeste après la crise financière (voir annexe XVIII).

89 % des ménages qui ont un membre de la famille en migration reçoivent des remises[208]. Ce chiffre pourrait être même un peu plus élevé, car il y a des gens qui ne mentionnent pas qu'ils ont un membre de la famille en migration, ou cachent le fait qu'ils reçoivent des remises. Ceci peut être lié à des

[207] Données du programme de l'OCDE sur l'Eurasie.

[208] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

raisons politiques ou à des raisons juridiques, car il y a beaucoup de migrants clandestins en Russie qui envoient des remises. Une autre raison peut être d'éviter l'imposition.

Pour plus de 60 % des ménages du Tadjikistan, les remises représentent plus de la moitié du revenu, et 31 % d'entre eux déclarent que leur revenu dépend en son intégralité des remises. 35 % déclarent que les remises qu'ils reçoivent de leurs proches à l'étranger constituent 50 % de leur revenu[209].

Le sondage mené pour la ville de Khodjent montre que 40 % reçoivent des remises une fois tous les trois mois, 22 % les reçoivent une fois par mois, 17 % une fois tous les six mois. La fréquence générale, pour le Tadjikistan, se distingue par le fait que 47 % des migrants transfèrent des fonds une fois par mois, 28 % tous les trois mois et 18 % les envoient périodiquement[210]. Souvent, la fréquence dépend du travail et de la situation financière de l'émigrant en Russie, ainsi que de son lien avec les proches restés au Tadjikistan.

Près de 21 % des ménages qui reçoivent des remises dépensent entre 81 % et 100 % de celles-ci pour satisfaire les besoins immédiats de consommation. 90 % des interrogés économisent un maximum de 20 % des remises pendant six mois. C'est-à-dire que 57 % des remises sont consommées immédiatement.

Le sondage de Khodjent montre que 61 % des bénéficiaires des remises sont des femmes et 39 % des hommes. 33 % des bénéficiaires ont entre 20 et 25 ans, 28 % entre 25 et 30 ans, et les gens âgés de plus de 30 ans constituent 39 % des interrogés. 60 % des femmes qui reçoivent des remises sont les conjointes du migrant.

1. Les relations de genre dans la dépendance des remises

Il est intéressant de noter que 81,2 % des migrants hommes sont mariés et que 1,6 % des migrants vivent en *Nikoh*[211]. Si les femmes rejoignent leurs maris et partent avec eux, elles travaillent souvent en tant que femmes de ménage, nounous, etc. D'autres peuvent avoir le choix de ne pas travailler et de rester à la maison pour élever les enfants. Normalement, ces femmes sont dépourvues des principaux moyens de communication et ne consacrent leur temps qu'à leur famille.

Il existe un autre groupe de femmes dont les maris sont partis en Russie et qui sont restées au Tadjikistan pour s'occuper de leurs enfants et des personnes âgées, qui sont soit leurs parents, soit leurs beaux-parents. Ces femmes sont laissées à la confiance des parents ou des beaux-parents, notamment des hommes de la famille, comme le père ou les frères, qui peuvent s'occuper de la famille du migrant. Ces hommes, à leur tour, s'engagent à soutenir financièrement leur famille et ne laissent pas les femmes s'occuper des affaires qui exigent la communication avec d'autres hommes. Dans ce cas, les remises sont envoyées non pas seulement à la famille, mais aussi aux parents qui s'occupent

[209] *Ibid.*

[210] OIM, *Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation*, Douchanbe, 2014, p. 5-30.

[211] Selon les traditions tadjikes, le *Nikoh* est un mariage musulman, non enregistré, arrangé et organisé à l'avance par les parents des mariés.

de la famille du migrant. Il peut arriver que, dans ce cas, ce soit la belle-mère qui reçoive cet argent et décide de la manière de le dépenser.

Mais les remises ne résolvent pas tous les problèmes et ne sont pas toujours suffisantes. Quand les maris partent, les femmes se trouvent obligées de travailler elles-mêmes pour soutenir aussi la famille. En outre, elles essaient de remplacer les pères aussi pour les enfants, et ont du mal à éduquer ceux-ci sans le chef de ménage.

Comme le soulignent les habitants de Khodjent :

> *« Actuellement les mères remplacent les pères et trouvent qu'il est difficile d'éduquer les enfants » ;*
>
> *« Lorsque le mari se rend à l'étranger, la femme reste à la maison à sa place et joue son rôle*[212] *».*

Cette situation affecte les enfants et leur éducation. Toutes les femmes restées au Tadjikistan dont les maris travaillent en Russie soulignent avoir beaucoup de difficultés à élever des enfants sans mari. Cela peut être lié aussi au fait que la société tadjike est dominée par les hommes d'habitude, et que l'absence du père dans la famille crée des difficultés pour les femmes pour contrôler la maison et élever les enfants, d'autant que cela se produit surtout dans les familles avec de nombreux enfants. Ces enfants deviennent difficiles à contrôler. Or, si l'argent envoyé n'est pas suffisant, les enfants abandonnent l'école et commencent à travailler[213].

Dans le cas où les femmes qui reçoivent des remises se trouvent seules pour élever les enfants, l'absence du père provoque, chez les filles, une dépression, tandis que chez les garçons, elle les conduit à l'agression[214]. En outre, si le père les quitte et cesse d'envoyer des remises, ces enfants sont souvent forcés d'arrêter leurs études et de commencer à travailler très tôt pour aider leur mère. Cette question a attiré l'attention de l'Unicef et de l'OIT, qui, à travers leurs bureaux au Tadjikistan, mettent en œuvre différents projets pour lutter contre le travail des enfants.

2. L'illusion des remises : le pays des femmes abandonnées

Selon les traditions tadjikes et musulmanes, si le mari part, la femme reste avec ses beaux-parents. Parfois, les parents, surtout la belle-mère, peuvent influencer les relations entre le mari et la femme. Si les relations avec la belle-mère ne sont pas des meilleures, cette dernière peut provoquer un divorce et demander à la belle-fille de partir chez ses parents, même avec les enfants.

---

[212] ILO, *Migration and Development in Tajikistan – Emigration, Return and Diaspora*, Moscou, 2010, p. 1-90.

[213] Gulchekhra Khuseynova, « Social and economic impacts of labor migration on migrants' households in Tajikistan: working out policy recommendations to address its negative effects », *Center for Public Policy Administration Capstones*, 26, 2013.

[214] « Tajik women face divorce epidemic », *BBC*, 13 octobre 2013, disponible à la page : http://www.bbc.com/news/world-asia-19920528.

Il y a un autre groupe de femmes qui restent aussi très vulnérables aux divorces. Comme elles ne travaillent pas, les remises sont vitales pour elles, et quand elles se retrouvent divorcées et ne reçoivent plus ces transferts, elles deviennent encore plus vulnérables à la pauvreté. Parfois, le mari part en oubliant ces responsabilités matrimoniales et familiales. Il se remarie avec une femme russe en annonçant son divorce à sa femme restée au Tadjikistan.

Les migrants peuvent contracter un mariage fictif en Russie pour obtenir les documents officiels et officialiser leur séjour en Russie. Souvent, ce mariage fictif se transforme en un mariage réel, quand un migrant tadjik reste avec sa femme russe.

Cette migration a provoqué beaucoup de divorces dans le pays. Le nombre de divorces enregistrés en 2014 pour la période comprise entre janvier et mars s'élève à 2 384, et il a augmenté, par rapport en 2013, pour la même période, de 20,1 %, soit près de 400 divorces. L'augmentation du nombre de divorces est constatée dans toutes les régions du pays[215].

Ces hommes migrants divorcent d'avec leur femme au Tadjikistan en envoyant un message téléphonique comprenant le mot « *Talaq*[216] » prononcé trois fois. Le divorce par SMS a pris une telle ampleur que le conseil islamique du Tadjikistan a décidé d'intervenir dans cette situation et d'examiner la possibilité d'invalider les divorces par téléphone[217].

Il y a des cas où les migrants ne divorcent pas d'avec les femmes restées au Tadjikistan, car les mariages selon le *Nikoh* ne sont pas enregistrés. Dans ce cas, ces migrants concluent un mariage connu comme « parallèle » ou « secondaire[218] » et mènent une vie avec deux familles, une en Russie et une autre au Tadjikistan, à laquelle ils envoient des remises. Certaines femmes au Tadjikistan ne sont même pas au courant de l'existence d'une autre famille en Russie.

Ceci peut être expliqué par le fait que ces migrants cherchent un moyen de s'installer en Russie, ce qui représente un processus compliqué. En outre, ces migrants sont obligés de travailler et de mener une vie séparée avec leur femme, tandis qu'autour il y a un grand choix des femmes. Il est estimé que 30 % des migrants tadjiks célibataires se marient en Russie et que 50 % des hommes mariés entrent dans un mariage « parallèle ». Dans le cas d'un mariage enregistré au Tadjikistan, le migrant convainc sa femme au Tadjikistan d'accepter le divorce en avançant comme explication le fait de pouvoir officialiser son travail et son séjour en Russie avec les avantages que ceci peut apporter ; il promet également qu'à la première occasion, il fera venir sa femme et ses enfants en Russie[219].

Ce mariage et cette situation amènent à la réduction du montant des remises au fur et à mesure que les liens familiaux s'affaiblissent. Très souvent, le migrant cesse d'envoyer de l'argent, laissant la famille

---

[215] Selon TajStat.

[216] Ce mot est utilisé pour annoncer la rupture du mariage dans le monde musulman.

[217] Anora Sarkorova, « Les muftis tadjiks veulent interdire le divorce par téléphone » (en russe), Service russe de la *BBC*, 14 avril 2011, disponible à la page : http://www.bbc.co.uk/russian/society/2011/04/110411_tajik_telephone_divorce.shtml.

[218] « Tadjikistan : les mariages précoces comme une conséquence de la migration » (en russe), Service russe de la *BBC*, 21 mars 2013, disponible à la page : http://www.bbc.co.uk/russian/international/2013/03/130321_tajikistan_demographics.shtml.

[219] *Ibid.*

au Tadjikistan sur le chemin de la pauvreté. Après le divorce, ces femmes abandonnées, sans formation, sans emploi, avec des enfants, sont laissées en plus sans logement, sans argent et sans aide. Elles deviennent plus vulnérables, avec leurs enfants, à la pauvreté, surtout les femmes des régions rurales, qui sont plus touchées par ce phénomène.

Chaque année, environ 600 personnes se suicident ; la plupart sont de jeunes femmes victimes d'un divorce ou d'un conflit avec leur mari[220].

Il existe une autre explication à cette situation, qui est basée sur l'idée que ces mariages sont des mariages arrangés par les parents à un âge précoce des futurs mariés, quand ils ne se connaissent même pas. Cela arrive plus souvent dans les régions rurales. Parfois, les hommes ne sont pas contents du choix des parents ou ont été forcés au mariage, ce qui les amène à migrer en Russie sous le prétexte de gagner de l'argent et de soutenir la famille tout de suite après le mariage. En réalité, ceci ne représente qu'une façon d'échapper à leur femme[221]. En se trouvant dans une autre culture, plus libre et plus indépendante, ils changent et s'éloignent de leur famille.

Ces femmes abandonnées sont des femmes habitant plutôt des régions rurales, sans formation, sans expérience professionnelle, avec plus de trois enfants. Majoritairement, ces femmes viennent de Sughd (34 %) ou de Khalton (33 %), les régions les plus pauvres du pays. Leur âge varie entre 25 et 40 ans[222]. Ces femmes n'arrivent pas à trouver un travail et, finalement, à cause du stress vécu, elles peuvent tomber gravement malade et être dans l'incapacité de travailler.

Avec la migration, le rôle de la femme a beaucoup changé dans la société tadjike, connue comme une société traditionnelle et musulmane. Les femmes abandonnées passent par une crise morale et affective liée au fait d'avoir été abandonnées par leurs maris, et se retrouvent seules. Leur rôle de femme au foyer est bouleversé. Ne pouvant plus compter sur leur mari, ces femmes ne subissent plus les normes de genre prévalant dans la société tadjike et se mettent au travail, trouvant des emplois traditionnellement masculins, tels que technicien-spécialiste de réparation de voitures ou chauffeur de taxi[223].

Après le divorce, il existe un autre souci lié à la question du non-paiement de la pension alimentaire et à la cessation de l'envoi de remises. Cette question attire de plus en plus l'attention au Tadjikistan. Le problème a pris une telle ampleur que les centres pour les femmes, les ONG locales et les organisations internationales, comme l'OIM, s'engagent à aider ces femmes avec de nombreux enfants, abandonnées dans une situation difficile.

L'Association internationale pour la protection des droits des femmes des migrants travailleurs s'engage dans la protection des droits des pauvres et des vulnérables, ainsi que des femmes des

---

[220] *Ibid.*

[221] *Ibid.*

[222] IOM, *Abandoned wives of Tajik labor migrants*, IOM Study on the socio-economic characteristics of abandoned wives of Tajik labor migrants and their survival capabilities, Douchanbe, 2009, p. 10-30.

[223] « Behind the wheel : a look at the Women, Tajikistan's Russia-bound men leave behind », *GlobalVoices*, 24 août 2014, source sonore.

migrants travailleurs. Elle a pour but de protéger les droits et les libertés de ces femmes, de mettre en œuvre des projets et des programmes sur l'égalité des chances pour ces femmes, considérées comme un groupe vulnérable au Tadjikistan[224], et d'aider celles-ci à surmonter leurs diverses difficultés financières et familiales. La Fondation Open Society, en partenariat avec cette association, organise des événements pour sensibiliser ces femmes sur leurs obligations, leurs droits et leurs responsabilités.
L'Association nationale des femmes d'affaires du Tadjikistan cherche à diversifier les possibilités des femmes sur le marché de travail, à faciliter leur accès au marché du travail, à l'éducation, au développement des compétences, etc. Cette association est la plus grande ONG dans le domaine de la réduction de la pauvreté au Tadjikistan, et elle a proposé d'établir un mécanisme spécial pour tracer tous les migrants travailleurs qui ne paient pas les pensions alimentaires. Selon ce mécanisme et le cas échéant, ces hommes ont l'interdiction de partir en Russie, ce qui peut diminuer l'indifférence de ces hommes envers leurs familles.
L'OIT, de son côté, réalise des projets pour soutenir les ménages dirigés par les femmes.
Nombreuses sont, pourtant, celles qui vivent avec l'espoir qu'un jour leurs maris retourneront au Tadjikistan et que leur famille sera réunie[225], même dans les cas où les hommes sont portés disparus. Parfois, les hommes reviennent, car leur retour est provoqué par une maladie ou une blessure grave, reçue du fait des mauvaises conditions de travail. Ils ne peuvent pas continuer à travailler et n'ont plus qu'à retourner vers leur famille au Tadjikistan.

3. Regroupement familial et citoyenneté russe

Les cas de regroupement familial pour les travailleurs migrants du Tadjikistan sont rares. Il n'existe pas d'étude sur ce sujet spécifique au cas du Tadjikistan. Il faut souligner que, souvent, les hommes migrants partent seuls. En outre, il n'existe pas de programme de regroupement familial dans le cadre de la loi sur la migration en Russie.
La Russie dispose d'un programme pour aider la réinstallation volontaire en Russie des compatriotes[226] vivant à l'étranger. Ce programme permet aux ressortissants des pays ex-soviétiques d'obtenir la citoyenneté russe sur la base d'une procédure simplifiée[227]. Ainsi, ce programme vise à aider le regroupement familial et, en même temps, à contribuer au développement socio-économique de la Russie, surtout dans ses régions éloignées aux conditions climatiques difficiles.

[224] « Association internationale pour la protection des droits des femmes des migrants travailleurs » (en russe), disponible à la page : http://www.24.tj/OO-Mezhdunarodnaya-Associaciya-po-zashhite-prav-zhenshhin-trudovih-migrantov-objcat220.html.
[225] Elisaveta Mayetnaya, « Les Tadjiks changent leurs épouses pour les femmes russes » (en russe), Izvestiya, disponible à la page : http://izvestia.ru/news/497682.
[226] Les compatriotes sont les citoyens russes vivant à l'étranger, les personnes qui avaient la citoyenneté soviétique, les personnes qui sont citoyennes d'ex-pays soviétiques et les descendants de ces personnes.
[227] Pour acquérir la citoyenneté russe, il existe deux processus : le processus connu comme « général », qui est considéré comme long et compliqué ; l'autre est un processus dit « simplifié ».

En 2013, pendant huit mois, 3 000 candidats du Tadjikistan se sont inscrits à ce programme. Seulement 9 personnes entre eux ont été choisies[228].

Sachant que ce programme reflète plutôt les stratégies de développement de la Russie, les résultats de ce programme démontrent que sa contribution à l'amélioration de la situation des migrants est à remettre en cause.

En outre, selon la loi fédérale sur la citoyenneté de la Fédération de Russie de 2002, la citoyenneté russe peut être acquise par la naissance. Comme ce droit du sol existe, l'enfant né en Russie de parents tadjiks peut acquérir la citoyenneté russe. Cependant, les femmes tadjikes qui sont venues en Russie pour travailler ne veulent pas accoucher en Russie, car elles déclarent être très mal traitées dans les hôpitaux et par leur employeur. Par conséquent, elles rentrent au Tadjikistan pour accoucher chez leurs parents. Elles laissent ensuite leurs enfants avec leurs parents et reviennent en Russie pour recommencer à travailler[229].

Les cas des migrants arrivant à acquérir la citoyenneté russe sont rares. De plus, les migrants tadjiks sont souvent des migrants temporaires ou saisonniers ne cherchant pas à obtenir la citoyenneté russe. Sachant qu'il est difficile pour eux d'officialiser leur séjour, il est aussi difficile de croire qu'ils optent souvent pour l'obtention de cette citoyenneté. De plus, beaucoup parmi eux préfèrent se marier officiellement avec une femme russe s'ils sont célibataires ou en mariage non enregistré, ou à travers un mariage fictif, ce qui leur permet de faciliter ce processus réputé compliqué.

[228] « Remise des certificats sur le nouveau programme entre Russie et Tadjikistan » (en russe), *Asia Plus*, 25 septembre 2013, disponible à la page : http://news.tj/ru/news/vrucheny-svidetelstva-pervym-pereselentsam-iz-tadzhikistana-v-rossiyu-po-novoi-gosprogramme.

[229] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

Conclusion

Après la chute de l'URSS et la hausse de la pauvreté, le Tadjikistan a connu un fort flux migratoire dirigé essentiellement vers la Russie, pour des raisons politiques, économiques, linguistiques et géographiques. Auparavant dépendant des subventions soviétiques, le pays est aujourd'hui fortement dépendant des transferts de fonds des migrants venant de la Russie (voir annexe XIX).

Essentiellement, ce sont des hommes qui partent seuls en laissant leurs femmes et leurs enfants au Tadjikistan, ce qui a un impact social indésirable sur le développement de la famille et l'éducation des enfants. Dans le même temps, ces transferts permettent aux familles de surmonter leur pauvreté, surtout sur le court terme. Beaucoup de familles deviennent très vulnérables en raison de leur dépendance relativement à ces remises. En outre, les remises sont aussi affectées par le fait que les migrants ont souvent des difficultés pour officialiser leur statut en Russie. Dans ce cas, les remises sont souvent irrégulières ou ne sont pas suffisantes. Ainsi, les femmes et les enfants sont obligés de travailler pour pouvoir soutenir la famille.

Les migrants partent en Russie à travers le réseau familial ou amical. Cependant, le rôle de la diaspora tadjike au Tadjikistan est très faible, notamment en ce qui concerne son influence sur le développement local. L'absence de lien fort avec le gouvernement, le manque de programme étatique pour favoriser la coopération entre le gouvernement tadjik et les organisations de diaspora en Russie ne permettent pas de diriger les transferts financiers et sociaux des migrants vers le développement du pays.

Très rares sont les cas où les migrants tadjiks s'installent avec succès en Russie et cherchent à contribuer au développement local au Tadjikistan. Si les migrants le font, ceci se traduit uniquement dans le cadre d'activités philanthropiques et caritatives.

Chapitre III.
L'inclusion des remises dans le développement du Tadjikistan

Ce chapitre est dédié à la recherche des canaux par lesquels les remises entrent dans le pays depuis la Russie. Les différents dispositifs des canaux formels et informels seront étudiés séparément. Dès qu'elles entrent dans le pays, ces remises ont des effets économiques sur le développement du pays. Les effets sont divisés en effets microéconomiques, qui ont un impact sur les familles et les ménages directement, et macroéconomiques, qui ont un impact sur l'économie du pays en général. Les effets macroéconomiques se concentrent sur l'influence des remises des migrants sur le PIB du pays, sur la balance des paiements et le système bancaire. Ici, on discutera du multiplicateur keynésien, de la maladie hollandaise et de l'hypothèse « *Brain drain* » versus « *Brain Gain* ». Ce chapitre abordera également les recommandations faites par des organisations internationales telles que l'OIM et l'OIT. L'accent est mis sur la recommandation faite par l'OCDE, qui propose notamment des actions précises pour la mise en place de son projet dans le cadre du programme de l'Eurasie.

A. Les canaux de transferts des fonds : la juxtaposition des transferts formels et informels

Comme les remises sont internationales par leur nature, les services de transferts d'un pays à un autre sont aussi internationaux. Il existe différentes façons d'effectuer un transfert, y compris la prestation des services de transferts en espèces par les particuliers ainsi que par les opérateurs spécialisés, les services offerts à travers des cartes bancaires et les transferts directs de banque à banque.

Il est considéré que le coût des transferts reste élevé au regard du niveau généralement faible du revenu des migrants travailleurs, ce qui les conduit à chercher un autre moyen d'envoyer de l'argent vers leur famille restée dans le pays d'origine. Réduire le coût des transferts est devenu l'une des préoccupations importantes au niveau mondial, pour pouvoir diriger ces envois vers le développement du pays d'origine. Pour cette raison, le groupe mondial de travail a identifié un objectif de réduction du coût des envois de fonds de 5 % pendant 5 ans. Cet objectif, intitulé « 5X5 », est soutenu aussi par les chefs d'États du G8.

La réduction du coût des transferts permettrait aux migrants ainsi qu'à leurs familles de conserver une partie de cet argent, ce qui pourrait avoir un impact sur le niveau de revenu des familles bénéficiaires.

Il est estimé que si les coûts diminuaient de 5 % de la somme envoyée, les bénéficiaires dans les pays en développement recevraient chaque année 16 milliards de dollars de plus qu'aujourd'hui[230].

Dans le deuxième quart de 2014, le coût total moyen mondial des envois de fonds a baissé de 0,74 % et représente 8,14 %, par rapport à la même période en 2013[231]. En effet, il faut dire que le marché des envois de remises entre la Russie et les pays CEI est très avancé. Il existe plusieurs opérateurs de transferts, et la concurrence sur ce marché permet de diminuer les coûts des transferts. C'est pour cette raison que la Russie est considérée comme le pays dont les services d'envois de fonds sont les moins chers des pays du G8. Ce marché influence les pays de l'Asie centrale, qui sont les principaux receveurs.

Selon l'OIT, 87 % des migrants tadjiks envoient des fonds à travers des canaux officiels. Ce sont souvent des opérateurs des transferts, mais aussi des banques. 12 % des migrants envoient de l'argent via leurs amis ou leurs proches, et seulement 1 % le fait personnellement[232]. La situation est à peu près pareille pour les migrants de Khodjent : 70 % des migrants préfèrent les canaux formels, tandis que 30 % transfèrent les fonds à travers leurs proches.

1. Secteur formel

Il existe deux sites internet qui donnent des renseignements sur les principaux opérateurs qui effectuent les transactions de transferts sur le couloir entre la Russie et le Tadjikistan. L'un de ces sites est celui de la BM sur les coûts des transferts de fonds au niveau international, l'autre est EU.service24.info, destiné aux utilisateurs russophones. Ces deux sites permettent d'obtenir plus d'informations sur les possibilités de transferts et de comparer les prix des services.

Il existe 1 583 points de services au Tadjikistan. Les opérateurs de transfert d'argent comme Anelik, Faster, Bistraya pochta, PrivatMoney, Allure et Zolotaya Korona fonctionnent dans 128 localités du pays (voir annexe XXIII). Les opérateurs les plus populaires sur ce couloir sont Anelik, Leader, Bistraya pochta, Unistream et Zolotaya Korona. Selon le montant et la devise, le coût peut varier de 0,3 % à 4 %. Les migrants travailleurs de Khodjent sont majoritairement des consommateurs d'opérateurs comme Zolotaya Korona, Bistraya pochta et Leader. 108 points de services de transferts d'argent existent à Khodjent, tandis que dans la capitale, ce nombre s'élève à 391[233].

---

[230] BM, « À propos des coûts des transferts d'argent dans le monde », disponible à la page : https://remittanceprices.worldbank.org/fr/a-propos-des-couts-des-transferts-dargent-dans-le-monde.

[231] WB, « An analysis of trends in the average total cost of migrant remittance services », *Remittance prices worldwide*, 3, novembre 2011, disponible à la page : https://remittanceprices.worldbank.org/sites/default/files/rpw_report_june_2014.pdf.

[232] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[233] « Transfert d'argent – le système du choix du service des transferts de fonds internationaux » (en russe), disponible à la page : http://mt.euservice24.info/port.php?beginn=0&o=84.

Par exemple, l'envoi par Zolotaya Korona est connu comme un moyen pratique et rapide. On trouve des témoignages d'une bénéficiaire de fonds de Khodjent, dont le mari envoie de l'argent à travers Zolotaya Korona :

> *« Alors, pour envoyer de l'argent à travers Zolotaya Korona, pour mon mari, il suffit de présenter une pièce d'identité et la somme envisagée pour le transfert. Il faut aussi indiquer mon nom et mon prénom comme destinataire. L'orthographe du nom et du prénom doit être exactement comme dans la pièce d'identité. Il précise aussi la ville du destinataire, dans notre cas c'est Khodjent. Dès qu'une somme spécifique est transférée, moi, en tant que destinataire, je reçois un SMS automatique avec le numéro de la référence du transfert. Avec ce numéro et ma pièce d'identité, je peux choisir moi-même dans quelle banque je veux récupérer cet argent. Par exemple, près de chez moi, il y a une agence de la banque Eskhata, une banque tadjike très connue. Je récupère l'argent dans cette banque, c'est très pratique, surtout pour moi, avec deux enfants, c'est très rapide. En plus, je ne paie pas de commissions. C'est lui qui paie une fois*[234] *... »*

Les deux grandes entreprises financières américaines qui effectuent des transferts d'argent au niveau international, MoneyGram et Western Union, se trouvent aussi dans ce couloir.

Western Union agit en tant qu'opérateur principal sur les transferts entre la Russie et le Tadjikistan, et ce marché est un des marchés clés pour cette entreprise[235].

Le fonctionnement du système de transferts à travers ces opérateurs est simple et généralement basé sur des transactions en espèces. Il repose sur un système où, en début et en fin de chaîne, on trouve une personne physique. Ces opérateurs se voient comme des intermédiaires qui prélèvent une commission en fonction du montant sur chaque envoi d'argent.

À travers la plupart des systèmes de transferts mentionnés précédemment, il est possible d'envoyer de l'argent en ligne. Les systèmes de transferts comme Unistream ou Contact donnent la possibilité d'envoyer aussi de l'argent via des téléphones portables.

Ces services permettent aux migrants tadjiks travaillant en Russie d'effectuer des transferts d'argent à partir d'un opérateur de réseau de téléphonie mobile, comme Beeline, Megafon, MTS, Rostelecom, etc. Le montant transféré est automatiquement débité du compte du téléphone mobile. La commission dépend du montant envoyé, ainsi que de l'opérateur choisi[236].

Le gouvernement du Tadjikistan n'est plus indifférent aux questions liées aux migrants. Dans cette logique, en 2001, ce gouvernement a aboli la taxe de 30 % de l'État sur les transactions bancaires par des personnes physiques, selon le décret n° 445 modifiant le décret n° 587 de 1993. Les travailleurs migrants peuvent désormais envoyer des fonds à travers des banques. 14 banques du Tadjikistan permettent d'effectuer un transfert sans avoir de compte courant. Parmi elles, les principales banques sont Agroinvestbank, Orienbank, Banque Eskhata, Tajprombank et Tojiksodirotbank. Par exemple, la

---

[234] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

[235] Alexander Parfenov, « Marché des envois de fonds de la Russie - les restrictions auront une incidence sur le Tadjikistan » (en russe), *NV News*, 20 août 2014, disponible à la page : http://nv-news.com/index.php?nma=news&fla=stat&nums=9297.

[236] « Les envois de fonds en Russie, dans la CEI et dans plusieurs autres pays étrangers à travers les téléphones mobiles », disponible à la page : http://unistream.ru/transfers/channels/mobile-phone/.

banque Agroinvest coopère avec Avtobanque, basée à Moscou, qui possède des agences dans la plupart des grandes villes en Russie. Les banques prélèvent une commission d'environ 1,5 % sur les montants transférés. Les transactions prennent à peu près deux jours. La banque Orienbank coopère avec Neklisbank pour les remises de Moscou, avec Vneshkonombank pour l'ensemble de la Russie et d'autres pays du CEI. Les frais bancaires, à travers ce système interbancaire, s'élèvent à 3 %. Lors d'un transfert d'argent, les clients peuvent envoyer gratuitement un message au destinataire[237].

Il existe certains inconvénients qui empêchent des migrants d'effectuer des transferts de fonds à travers les banques. Même si les banques tadjikes constatent une sorte d'augmentation du nombre de comptes courants en devises étrangères, le manque de confiance dans le système bancaire persiste. En outre, les banques russes n'acceptent les envois de fonds que si les migrants possèdent une carte de migration. Parfois, elles peuvent demander aussi une fiche de paie. Sachant que beaucoup de migrants, surtout ceux qui sont dans le domaine de la construction, travaillent illégalement, ceux-ci sont obligés de s'adresser au secteur informel[238].

1.1. Les systèmes numériques pour l'envoi d'argent

Il existe aussi différentes possibilités d'envoyer de l'argent à travers différents systèmes numériques.

Google Wallet est un système de transfert d'argent à travers un compte e-mail et avec l'application Google Wallet. Il suffit d'avoir un compte e-mail et n'est pas forcement d'avoir un compte Gmail, ni pour les bénéficiaires ni pour les receveurs de l'argent. Le système est très connu aux États-Unis, alors qu'il n'est pas du tout connu au Tadjikistan.

TransferWise est un service de transfert d'argent qui a été lancé récemment. C'est un système un peu différent, basé sur le mécanisme des transferts parallèles. Au lieu de transférer de l'argent directement au destinataire, l'opérateur transfère le même montant dans la direction opposée, c'est-à-dire du pays d'origine vers le pays de destination. Ce processus évite la perte d'argent sur le taux d'échange entre les devises et la commission à payer s'élève seulement à 0,5 %. Le transfert se fait en ligne via la page internet de TransferWise. Les désavantages de ce système sont basés sur le fait que ce n'est pas toujours évident qu'il y ait un même transfert dans la direction opposée. En outre, le taux d'échange entre les deux devises n'est pas toujours bien équilibré, et ce système ne permet donc d'envoyer que certaines devises. La devise tadjike somoni n'entre pas dans ce système de transferts, parce que les devises de la Russie et du Tadjikistan ne sont pas équilibrées. En outre, dans le cas du Tadjikistan, ce système ne pourrait pas marcher, car il y a beaucoup plus d'envois de la Russie vers le Tadjikistan que l'inverse.

[237] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, Douchanbe, IOL, 2003, p. 26-65.
[238] *Ibid.*

Même Facebook cherche à s'engager dans le système de transfert d'argent. La compagnie travaille sur la possibilité de proposer à ses utilisateurs un service de transfert[239]Les réseaux sociaux représentent une question très sensible[240] au Tadjikistan, car on considère qu'ils divulguent tous les problèmes existants au Tadjikistan, comme la corruption, le chômage, le manque de libertés politiques et médiatiques, tandis que les médias locaux masquent la réalité sur le contrôle étatique rigide.

En prenant compte ces facteurs et en sachant que les envois de la Russie vers les pays ex-soviétiques sont déjà beaucoup moins chers, même au niveau global, et que ce marché est bien compatible et développé, il est difficile de croire qu'un système lié à un réseau social pourrait entrer dans un marché qui manque de transparence et de liberté. À part cela, les gens ne font pas confiance aux transactions en ligne.

2. Secteur informel

Lorsqu'il existe un marché formel pour une marchandise, souvent se met en place parallèlement un marché informel. Évidemment, il n'existe pas de précisions quant au montant des transferts informels, cependant il est estimé que le marché informel de ces transferts représente deux à dix fois le montant des transferts officiels[241].

Les transferts informels peuvent prendre différentes formes. Les migrants, par exemple, peuvent se déplacer physiquement dans leur pays d'origine pour amener directement des fonds aux membres de leur famille. Le marché informel est basé sur un système de la main à la main. Cela concerne souvent les migrants temporaires et saisonniers, qui ramènent de l'argent avec eux après avoir fini un certain travail ou leur contrat.

L'autre dispositif, qui consiste à envoyer de l'argent dans le pays d'origine à travers ses proches et ses amis, reste très populaire parmi les travailleurs migrants tadjiks. Comme le réseau amical et familial est très développé parmi les migrants, la possibilité d'envoyer de l'argent à travers de ce réseau est très commune. Il existe plusieurs avantages à ce système. D'abord, c'est gratuit, on ne paie pas de commissions. Après, on envoie des fonds toujours à travers une personne en qui on a confiance et, parfois, avec cet argent, les migrants envoient également des cadeaux à leur famille.

Un autre système informel est connu sous le nom de *perekidka*, en russe, ce qui coïncide avec le système de transferts informels de type « *hawala* ». Ce système est basé sur le transfert de dettes, mais pas d'argent. Le *hawala* permet d'effectuer un transfert par le biais de courtiers, qui s'appellent les *hawaladars* ou les *posredniki* en russe. Les *hawaladars* se rémunèrent en prélevant une faible commission sur les transferts. Dans le système de la *perekidka*, le migrant paie au *posrednik* A dans le

---

[239] « Facebook prepares a money-transfer service, but still needs trust », *Forbes*, 14 avril 2014, disponible à la page : http://www.forbes.com/sites/parmyolson/2014/04/14/facebook-prepares-a-money-transfer-service-but-still-needs-trust/.

[240] Dans ce contexte, il faut souligner que Youtube est interdit au Tadjikistan.

[241] Yves Charbit, Serge Feld, « Les migrations internationales et les transferts de ressources vers les populations des pays en développement », *Mondes en développement*, 2, 2008, n° 142, p. 53-66.

pays d'accueil, lequel transmet cette information au *posrednik* B, qui remet l'argent au récipiendaire dans le pays d'origine. Dans ce système, il n'y a pas de flux transfrontières de monnaie. Les *posredniks* utilisent différentes façons pour se faire rembourser. Ceci peut être effectué à travers un versement sur le compte bancaire dont le détenteur est le *posrednik* B dans le pays d'accueil, en nature, ou le *posrednik* A peut rembourser le *posrednik* B par un achat de capital en son nom (voir annexe XXIV).

Le succès des systèmes informels de transfert peut être expliqué par les inconvénients des systèmes formels. Ces derniers souffrent des difficultés d'accès aux services bancaires en milieu rural, des relations impersonnelles entre le client et la banque, du bureaucratisme bancaire, qui peut engendrer des coûts supplémentaires, ainsi que des risques de contrôle des transactions par les organismes financiers du pays. À l'inverse, le secteur informel des transferts, considéré comme l'un des moyens les plus risqués, permet quand même d'envoyer les transferts directement à domicile. Les transactions sont rapides et reposent sur la confiance, en l'absence totale de document écrit. Les commissions sont faibles, les opérations sont discrètes et échappent au contrôle des institutions financières du pays d'accueil et du pays d'origine[242].

Le système informel peut être dangereux pour les Tadjiks migrants travailleurs qui ramènent de l'argent lors de leur voyage au Tadjikistan. Ces migrants rapportent avoir été victimes de traitements humiliants, de détention forcée dans un but d'extorsion et de coups au passage des frontières et des postes de police. L'argent et les marchandises peuvent être confisqués par des fonctionnaires. Ces incidents se produisent généralement à bord des trains ou des cars, sur la route entre la Russie et le Tadjikistan[243].

Il existe un autre dispositif de transfert d'argent au Tadjikistan. Par exemple, un migrant tadjik bien installé en Russie et dirigeant sa propre entreprise cherche souvent le moyen d'envoyer de l'argent à sa femme, restée au Tadjikistan, et, en même temps, de contrôler l'utilisation de ces fonds. Pour cela, il peut ouvrir un compte courant dans une banque en Russie et commander une carte bancaire directement liée à ce compte. Après avoir reçu la carte, il l'envoie, par le biais de quelqu'un en qui il a confiance ou par un service de transport express, comme DHL, à son épouse. Par téléphone, il lui communique le code PIN de la carte envoyée. Ainsi, la femme peut utiliser la carte comme sa propre carte pour effectuer des achats ou retirer de l'argent. En même temps, le mari, grâce à l'accès à ce compte[244], peut contrôler les dépenses, renflouer le compte, et il ne paie que pour le taux d'échange entre les deux devises, dans ce cas entre le rouble et le somoni[245].

---

[242] *Ibid.*

[243] Saodat Olimova et Igor Bosc, *Labour Migration from Tajikistan*, Douchanbe, IOL, 2003, p. 26-65.

[244] En Russie, les cartes bancaires sont rattachées à des comptes séparés, spécialement créés pour les cartes.

[245] Selon le taux d'échange en octobre 2014, 1 tadjik somoni est équivalent à 8 roubles.

B. Les effets économiques des remises des migrants

1. Les effets microéconomiques

Les remises des migrants sont aussi considérées comme une source de développement et de réduction de la pauvreté. L'argent qui vient de l'étranger est également associé au développement humain et permet d'augmenter la source du revenu de la famille. Ces remises des migrants peuvent avoir des effets positifs ainsi que négatifs sur les ménages receveurs.

Les transferts de fonds des migrants ont un certain effet sur le bien-être. Dans les pays en développement, pour les ménages à revenu faible ou moyen, ces transferts constituent une importante source de revenu. L'ampleur des effets de ces transferts sur le développement dépend de la façon dont ces transferts sont dépensés. C'est pour cette raison que pour comprendre l'impact des remises, il faut commencer par étudier leur utilisation. L'utilisation peut prendre différentes formes, telles que la consommation directe, l'achat de logement, de terrain, l'épargne et les investissements productifs. Évidemment, le fait de consacrer ces transferts de fonds à des investissements entrepreneuriaux influe directement sur le développement local par le biais de la croissance économique et de la création d'emplois[246].

Ces transferts de fonds sont souvent utilisés pour satisfaire des besoins essentiels de consommation, pour des soins de santé, des achats fonciers, etc. En effet, les dépenses des remises des migrants par les bénéficiaires s'ordonnent selon la hiérarchie des besoins proposée par Abraham Harold Maslow, psychologue américain[247] (voir annexe XXI).

1.1. L'utilisation des remises au Tadjikistan

Les ménages qui reçoivent les remises des migrants ont des ressources très limitées. Dès qu'ils commencent à recevoir les remises, ils les utilisent pour payer les dettes en lien avec les frais initiaux de la migration, ainsi que pour acheter les choses répondant aux besoins primaires, comme la nourriture, les vêtements, les soins de santé primaires, l'entretien du ménage, etc.

À peu près 21 % des ménages qui reçoivent les remises dépensent entre 81 % et 100 % de leurs remises pour satisfaire les besoins immédiats de consommation. 90 % des interrogés économisent au maximum 20 % des remises pendant six mois. Ceci signifie que 57 % des remises sont consommées immédiatement[248].

De plus, l'utilisation des remises varie selon les besoins du ménage. 7,3 % des ménages receveurs des remises utilisent celles-ci pour payer la formation de leurs enfants, 22,8 % mettent de l'argent de côté

[246] « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », dans « Perspectives des migrations internationales », OCDE, 2006, p. 149-174.

[247] *Ibid.*

[248] *Ibid.*

en prévision d'une situation difficile, 22,2 % achètent ou rénovent une maison ou un appartement, 18,9 % les utilisent pour les événements familiaux comme les mariages, la circoncision, etc., 16,2 % pour les soins médicaux et 4,6 % pour la retraite[249].

39 % des transferts reçus à Khodjent sont utilisés pour satisfaire les besoins du quotidien, ce qui correspond à l'image générale de l'utilisation des remises dans le pays. Les ménages qui reçoivent les transferts de fonds des migrants dépensent 17 % des transferts pour la formation de leurs enfants. Sachant que les événements familiaux sont importants pour les Tadjiks, 17 % d'entre eux utilisent les remises pour organiser les mariages. Il faut dire qu'au Tadjikistan, les mariages comportent une particularité sociale : ils représentent un grand événement où le jeune couple s'efforce d'organiser une fête dont les gens du quartier (ou du village) se rappelleront pendant très longtemps. Il y a même des hommes qui partent juste pour gagner de l'argent pour le mariage. Les autres objectifs du travail en Russie sont l'achat d'une voiture, d'une maison ou d'un appartement. Les transferts envoyés sont aussi utilisés pour organiser la circoncision des fils, effectuer des travaux dans la maison ou construire une maison[250].

11 % des remises à Khodjent sont consacrées à l'achat de maison et 6 % à des travaux ou rénovations à la maison. Les logements dans cette ville sont acquis principalement par des travailleurs migrants. Ils préfèrent investir leurs remises dans l'immobilier, ce qui provoque une augmentation des prix des logements à Khodjent. Dans certains quartiers de la ville, on constate une augmentation des prix de près de 2 000 dollars. Les prix varient en fonction de la saison de migration. Disons que si au début de l'été, un studio coûte 18 000 dollars, en août ce prix peut avoir augmenté jusqu'à 20 000 dollars. Ce changement est lié à la saison, quand les migrants temporaires ou saisonniers rentrent au Tadjikistan et que la demande pour les logements augmente. Les travailleurs migrants cherchent à investir dans l'immobilier, surtout dans l'idée d'une location ensuite. Même l'immobilier neuf, encore en pleine construction, est difficile à trouver pendant la période où les migrants travailleurs rentrent au pays[251].

En général, 12 % des remises sont épargnées pendant moins de six mois. Ce fait correspond aux épargnes de court terme. 11 % de ces remises sont épargnées pendant plus de six mois et font partie des épargnes de long terme. Plus les ménages reçoivent fréquemment des remises, plus ils ont tendance à les épargner. Par exemple, les ménages qui reçoivent des remises plus d'une fois par mois déclarent ne pas dépenser une portion importante des remises en la consommation immédiate, même après trois mois, car les bénéficiaires cherchent à les épargner. Ces ménages ont aussi tendance à

[249] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[250] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

[251] « À Khodjent, les logements sont achetés principalement par les migrants travailleurs », *TJinfo*, 26 août 2013, disponible à la page : http://tjinform.com/ru/news/20130826/08649.html.

dépenser de petites portions de ces remises dans des biens durables. 37 % des ménages ne font pas d'épargne, tandis que 51 % des ménages épargnent 20 % de leurs remises[252].

Environ 9 % déclarent épargner entre 21 % et 40 %, et 3 % déclarent épargner entre 41 % et 60 % de leur revenu. Cependant, ces épargnes n'entrent pas dans le secteur bancaire. 98 % des ménages ne gardent pas leur épargne dans les banques, et 95 % ne sont même pas au courant des produits de l'épargne et de leurs avantages. Les raisons d'épargner varient aussi. 23 % épargnent pour « garder une poire pour la soif », 22 % ont envie d'acheter une maison, 19 % mettent de côté pour les événements spéciaux, comme les événements familiaux, les fêtes, les mariages, la naissance des enfants, etc., et 16 % pour les besoins de la santé. Seulement 7 % des ménages déclarent avoir pour but de réaliser des investissements[253].

1.2. Les remises des migrants et la réduction de la pauvreté

Les hypothèses basées sur l'impact des remises des migrants au niveau microéconomique examinent les impacts directs de ces transferts de fonds sur les ménages. L'accent, au niveau microéconomique, est mis sur les motivations qui incitent les migrants à effectuer ces transferts, ainsi que sur leur impact direct sur la consommation de la famille.

En général, la migration des travailleurs peu qualifiés apporte des bénéfices aux migrants et à leur famille. Le sondage mené à Khalton en 2006 démontre que les ménages qui reçoivent des remises vivent mieux que ceux n'en recevant pas. Ces dernières, envoyées par les migrants travailleurs, soutiennent 35 % de la population de cette région. Les remises diversifient les sources de revenu des ménages. La migration des travailleurs peu qualifiés soulage la tension et le taux du chômage sur le marché du travail au Tadjikistan[254].

Dans le cas du Tadjikistan, les remises des migrants sont associées à la réduction de la pauvreté, surtout dans la période de l'après-guerre. Si, en 1999, le taux de pauvreté représentait plus de 80 %, ce taux a diminué, en 2012, à moins de 40 % (voir annexe XX). En outre, selon un sondage effectué par l'OIM dans la région de Khalton, tous les ménages qui étaient dans un état d'extrême pauvreté en 1999 avaient déjà amélioré, vers 2005, leurs revenus en dépassant le niveau de pauvreté[255]. À Khodjent, 72 % des interrogés ont déclaré que les remises avaient amélioré leur état financier, tandis que 28 % déclaraient que ces transferts de fonds n'avaient pas eu d'impact sur leur état financier et que rien n'avait changé, même s'ils en attendaient beaucoup.

---

[252] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

[253] *Ibid.*

[254] Abdul-Ghaffar Mughal, *Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan*, Douchanbe, IOM, 2007, p. 1-200.

[255] *Ibid.*

Les remises envoyées par le mari soutiennent non seulement sa famille, mais aussi ses proches, surtout les parents et les beaux-parents. Avec les remises, les ménages ont pu acheter un appartement. Avec l'amélioration de leur situation financière, ils ont pu prendre la décision d'avoir un deuxième enfant[256]. On peut conclure que les remises des migrants ont aidé les ménages à améliorer leur pouvoir d'achat et à diversifier leur consommation de produits et de services en répondant au moins à leurs besoins de base. Ces ménages sont devenus moins vulnérables aux risques imprévus, comme la maladie, les catastrophes naturelles, etc. Cependant, 22 % des chefs de ménage et 33 % des femmes de migrants ont déclaré être devenus plus pauvres après que le membre de leur famille soit parti en migration, tandis que 13 % des chefs de ménage et 15 % des femmes de migrants ont déclaré que leur situation n'avait pas changé[257].

Il faut dire qu'en même temps, ces transferts des fonds créent une sorte de dépendance des familles et provoquent leur vulnérabilité. Généralement, les familles qui reçoivent des remises en sont fortement dépendantes. En outre, 77 % des migrants qui reviennent au Tadjikistan déclarent partir à nouveau pour des raisons de travail[258]. Les ménages qui ont d'autres sources de revenus en plus des remises des migrants, par exemple des fermes, des petites entreprises, des restaurants, des magasins, etc., sont plus stables et moins sensibles aux changements et aux dangers que peuvent subir les migrants, comme la maladie, le chômage, etc.

L'argent envoyé par les migrants n'est souvent pas suffisant pour couvrir toutes les dépenses nécessaires de la famille. 38 % des femmes interrogées ont déclaré que les remises n'étaient pas suffisantes pour répondre à leurs besoins, ainsi elles étaient obligées de trouver un emploi. Il est même considéré que les femmes qui ont un membre de la famille en migration travaillent beaucoup plus que les femmes dans les familles sans migrant[259]. En l'absence du mari, par exemple, les femmes se trouvent dans la situation où elles sont responsables des enfants et de la maison, et si l'argent ne suffit pas, elles sont obligées de travailler aussi pour pouvoir répondre aux besoins de la famille.

Les migrants travailleurs ont tendance à retourner au Tadjikistan pour des raisons différentes. 55 % des migrants ont déclaré qu'ils étaient obligés de retourner pour prendre soin de leur famille, 49 % ont déclaré que les parents leur avaient demandé de revenir, et 11 % ont déclaré qu'ils avaient gagné assez d'argent pour revenir et vivre avec tout le confort. Ceci signifie que ces migrants sont retournés au Tadjikistan, qu'ils ont réussi à atteindre un niveau suffisant de revenu et ont des possibilités d'améliorer leur statut et leurs conditions de vie au Tadjikistan. Avec l'argent gagné, ils préfèrent revenir, car ils ont la possibilité d'avoir un statut plus privilégié dans leur pays d'origine que dans le pays d'accueil. Cependant, ces migrants retournés ont aussi du mal à investir dans le développement.

---

[256] Se reporter à l'entretien avec Nigor Dadabaeva du 19 juillet 2014.

[257] Gulchekhra Khuseynova, « Social and economic impacts of labor migration on migrants' households in Tajikistan : working out policy recommendations to address its negative effects », *Center for Public Policy Administration Capstones*, 26, 2013.

[258] *Ibid.*

[259] *Ibid.*

Ils investissent très rarement dans l'économie du pays, car il existe un environnement d'investissement défavorable du fait de la corruption et de la bureaucratie. Les obstacles aux investissements sont en général le manque de capital, le manque d'envie et d'information, la difficulté de lancer des activités entrepreneuriales, ainsi que la difficulté d'avoir un accès au financement[260].

Il existe aussi une certaine ambiguïté quant à l'influence des remises sur le développement local au niveau microéconomique. En général, les remises contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de l'état des ménages. Cependant, ce développement se voit seulement sur le court terme, puisque la plupart de ces remises sont consacrées à une consommation immédiate pour satisfaire les besoins essentiels. Évidemment, si ces remises favorisent des investissements, elles influencent directement l'économie du pays et contribuent au développement local. Dans le cas du Tadjikistan, si les migrants essaient d'épargner, leur épargne n'entre pas dans le secteur bancaire du pays, mais est gardée au domicile. Ainsi elle n'influence pas directement le développement du pays.

2. Les conséquences macroéconomiques et le point de vue pessimiste

Généralement, ces remises aident les familles à survivre à des moments difficiles, à faire des investissements par l'achat de biens immobiliers, à avoir l'accès à une meilleure formation, à améliorer leurs soins de santé, à financer les activités de petites entreprises. Il existe cependant des préoccupations sur l'impact des transferts de fonds des migrants sur le développement au niveau macroéconomique. L'impact, au niveau macroéconomique, de ceux-ci dépend du fait que ces remises aient été dépensées pour une consommation immédiate ou pour des investissements. Cet impact a un point de vue plutôt pessimiste. Les remises ont le potentiel de contribuer au développement, mais leur impact direct est mis en question (voir annexe XXVI).

2.1. Les remises des migrants et les investissements potentiels

Les remises des migrants participent au développement économique en augmentant le revenu des ménages et en modifiant la structure des dépenses. Ces transferts ont un effet direct sur le revenu du foyer et la consommation à court terme. Ils augmentent le budget des foyers et, en même temps, diminuent l'incitation au travail des membres de la famille restés au pays natal. Ils n'intéressent pas à la recherche d'un emploi ou d'une autre source de revenu. Pour les ménages receveurs des remises, celles-ci restent la principale source de revenus. Ce fait induit chez la population, surtout rurale, une perte des valeurs liées au travail, disons de la terre, et la conduit à se désintéresser de l'agriculture.

[260] ILO, *Migration and Development in Tajikistan – Emigration, Return and Diaspora*, Moscou, 2010, p. 1890.

Ainsi, les communautés rurales, principales productrices des produits de l'agriculture, semblent être moins intéressées par le travail et diminuent l'offre de travail[261].

Il est considéré que la croissance peut être favorisée grâce à la capacité productive de l'économie. La capacité productive exige des investissements, et ces derniers, à leur tour, demandent de l'épargne. Sachant que la plupart des remises sont consacrées à la consommation immédiate, et que seule une petite portion d'entre elles se retrouve dans le secteur formel en tant qu'épargne, leur impact sur le développement n'est pas évident. Au Tadjikistan, si ces transferts sont investis, ces investissements sont visibles dans l'achat de logement, de terrain, de biens durables, dans le financement de l'éducation des enfants, les dépenses de santé, mais les investissements réalisés pour établir une petite entreprise sont rares. En outre, ces transferts de fonds peuvent parfois se traduire dans l'investissement en capital, notamment dans l'achat de biens d'équipement. Cette productivité peut avoir un impact direct sur la productivité du travail, surtout dans les régions rurales.

2.2. « Multiplicateur keynésien »

L'augmentation de la consommation au détriment des investissements ne doit pas être considérée seulement comme un facteur négatif. Ceci peut être lié au phénomène connu comme « l'effet de multiplicateur keynésien ».

Le multiplicateur exprime le lien entre la variation des dépenses et la variation des revenus qu'elle engendre. L'augmentation de la demande sur le marché favorise une hausse de la production. Cette demande entraîne une production qui suscite de nouveaux salaires pour produire ces biens, donc, par répercussion, une nouvelle demande[262].

Les remises, à leur tour, amènent aussi à l'effet du multiplicateur keynésien. Avec ces remises, des ménages peuvent subvenir à leurs besoins et améliorer leur bien-être. Si les biens achetés par les ménages ne sont pas issus de l'importation, l'augmentation de cette consommation peut avoir, dans ce cadre, un effet positif sur la production et sur le revenu nationaux par un effet de multiplicateur keynésien.

Si l'on utilise l'approche keynésienne pour le Tadjikistan, le manque de données statistiques ne permet pas de procéder à des évaluations précises. Sachant que les importations sont en essor ces dernières années, l'on peut suggérer qu'une partie substantielle est consacrée à la consommation de biens issus de l'importation. Selon cette approche, l'impact des transferts sur la croissance est susceptible d'être faible.

---

[261] Marie Coiffard, *Les déterminants et impacts macroéconomique des transferts des fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, thèse soutenue à Grenoble le 2 décembre 2011, p. 15-90.

[262] « Lexique finance », *Trader France*, disponible à la page : http://www.trader-finance.fr/lexique-finance/definition-lettre-M/Multiplicateur-keynesien.html.

2.3. La maladie hollandaise, une des conséquences négatives des remises

La maladie hollandaise[263] est un phénomène économique lié à l'exportation de ressources naturelles et à la détérioration du secteur de production dans le pays à cause du flux financier qui entre dans le pays. Ceci encourage l'appréciation de la monnaie du pays, c'est-à-dire des somonis vis-à-vis des dollars. Cette situation provoque la vulnérabilité du pays, car les exportations des autres produits du pays deviennent plus chères, à cause du taux d'échange très élevé. Dans ce cadre, les remises sont comparées avec les ressources naturelles.

En outre, les relations entre les remises des migrants et la maladie hollandaise peuvent avoir une autre conséquence. Celles-ci peuvent provoquer une augmentation de la demande supérieure à la capacité de production de l'économie. Même si cette demande est liée aux biens échangeables, elle peut conduire à une appréciation du taux de change réel. Or, un taux de change élevé peut réduire la compétitivité des entreprises du pays sur les marchés internationaux, car les exportations deviennent alors chères, ainsi que sur les marchés intérieurs, parce que les importations deviennent peu coûteuses. Dans ce cadre, sous *l'effet de la maladie hollandaise*, les ressources sont alors redirigées du secteur des biens marchands vers celui des biens non marchands. Ce syndrome peut créer des pressions dans la balance des paiements, diminuer les opportunités d'emploi et renforcer l'incitation à émigrer[264].

Dans le cas du Tadjikistan, il n'est pas évident de déterminer si le pays souffre de ce syndrome ou pas. La maladie hollandaise peut provoquer le développement du secteur des biens non échangeables, mais pour comprendre ses effets directs, il faut aller plus loin. Les produits d'exportation du Tadjikistan sont le coton et l'aluminium. Ces produits se sont développés pendant l'Union soviétique dans le cadre du système de planification impérative de l'économie. Ainsi, il n'est pas évident de dire si, sur le marché international, ils ont des avantages comparatifs, pour pouvoir comparer ceux-ci avec les effets de la maladie hollandaise. En outre, le contrôle du taux de change de la monnaie locale, le somoni, par le gouvernement du pays ne nous permet pas de comprendre à quel point les remises provoquent une appréciation évidente du somoni. Par conséquent, il est également impossible de mesurer à quel point ces remises sont à l'origine de taux élevés d'inflation[265].

2.4. Les effets contradictoires sur la balance des paiements

L'impact des remises des migrants se voit aussi au niveau de la balance des paiements. Cet impact a deux aspects : positif et négatif.

---

[263] En anglais, « *Dutch disease* ».

[264] « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », dans « Perspectives des migrations internationales », OCDE, 2006, p. 149-174.

[265] Au Tadjikistan, comme dans la plupart des pays ex-soviétiques, le taux de change est artificiellement soutenu par la réduction de l'approvisionnement en somoni et l'augmentation des recettes en devises étrangères sur le marché.

Ces remises compensent les déficits de la balance des paiements en réduisant la pénurie de devises. Ils peuvent atténuer les contraintes que font peser les déficits sur le développement économique des pays d'origine des migrants. Leur influence sur la balance est considérée être plus appréciable que celle des autres flux financiers, comme l'APD ou l'IDE. Ces remises représentent une source de devises beaucoup plus stable et démontrent l'influence positive des remises sur la balance des paiements (voir annexe XXVI).

En ce qui concerne les effets négatifs des transferts sur la balance des paiements, il existe une hypothèse connue comme « l'effet boomerang[266] ». Cette situation se produit quand ces remises provoquent une augmentation des importations dans le pays d'origine, car ceci engendre des déficits de la balance commerciale. Il faut souligner qu'il n'y a pas de recherches empiriques suffisantes pour confirmer cette hypothèse pour le Tadjikistan.

2.5. Les effets des remises sur le système bancaire du pays

Ces envois de fonds des migrants contribuent aussi au renforcement du système bancaire. Les migrants peuvent envoyer de l'argent à travers les banques sans avoir de compte courant. Pour la plupart de ces migrants, c'est le premier contact avec les banques. Celles-ci, à leur tour, en prenant en compte le nombre de remises qui entrent au Tadjikistan, cherchent à améliorer leurs services. Les banques créent des contacts avec les banques partenaires dans les pays d'accueil, ce que l'on a vu précédemment. Elles coopèrent aussi avec les opérateurs de transferts d'argent pour proposer des services de transfert rapides et efficaces. Vu la concurrence sur le marché financier dans ce domaine, elles cherchent aussi à proposer ces services à leurs clients, aux prix les moins chers. Même si seule une petite portion de ces transferts est déposée, ce montant aide le système bancaire à élargir l'accès au crédit pour le secteur privé. Ces transferts constituent aussi le développement du système bancaire, même dans les régions rurales, car beaucoup de migrants viennent des régions rurales et qu'il y a beaucoup de transferts qui vont dans ces régions de la part des migrants pour soutenir leur famille.

Ce qui empêche les gens d'épargner dans les banques au Tadjikistan, c'est le manque de transparence. En outre, les banques du Tadjikistan sont soit contrôlées par le Président du pays, soit dirigées par ses proches. Par exemple, le président d'une des plus grandes banques du Tadjikistan, Orienbank, est le gendre du Président tadjik. Ainsi, les gens se méfient et ne se dirigent pas vers les banques, car ils ne veulent pas que leurs fonds soient contrôlés.

Selon l'enquête menée par l'OIT en 2010, seuls 2 % des enquêtés ont un compte bancaire courant. Environ 98 % des receveurs des remises n'ont pas de compte courant bancaire. Les résultats de l'enquête montre aussi que 37 % des gens n'épargnent pas leurs revenus, 51 % réussissent à épargner environ 20 % de leurs revenus, 9 % déclarent avoir épargné entre 21 % et 40 %, et seulement 3 %

[266] « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », dans « Perspectives des migrations internationales », OCDE, 2006, p. 149-174.

épargnent entre 41 % et 60 %. En ce qui concerne les raisons de ne pas aller vers les banques, 56 % des gens déclarent qu'ils n'ont pas assez d'argent et 24 % qu'ils préfèrent garder cet argent à la maison, car c'est plus sécurisé[267]. 11 % des gens interrogés déclarent qu'ils n'ont pas confiance dans leur système bancaire. Il faut aussi souligner que les gens ne sont pas au courant des avantages et des produits proposés par les banques.

2.6. L'hypothèse du « *brain drain* » versus « *brain gain* »

La migration et les remises de fonds ont des conséquences connues, comme l'exode des cerveaux. L'exode des cerveaux se présente comme le départ de migrants qualifiés, notamment des élites, du pays d'origine vers le pays d'accueil. Cet exode a des conséquences positives et négatives. Ces migrants sont diplômés, souvent avec une éducation supérieure, et partent dans les pays de destination pour leurs projets professionnels, économiques ou personnels. Cet exode peut donc handicaper la construction des institutions du pays d'origine, car les meilleurs professionnels du pays se dirigent vers les pays développés[268].

Les effets de l'exode des cerveaux sur le pays d'exportation des migrants sont considérés comme étant bénéfiques pour le pays d'origine. À travers une diaspora bien qualifiée, cet exode peut bénéficier au pays en développement. Les diasporas peuvent contribuer au développement du pays et aider celui-ci à survivre à des moments de difficulté à travers le financement de différents projets de développement et grâces aux compétences acquises dans le pays d'accueil.

Le cas de la Pologne est assez intéressant, car elle fait partie de ces pays qui ont pris la décision de résoudre ce problème. La Pologne, du fait d'un fort exode des travailleurs qualifiés, notamment au cours de sa crise économique et financière, s'est trouvée en position de manquer de travailleurs qualifiés. Aujourd'hui, la Pologne est en train de créer des conditions pour faire revenir ces migrants au pays et bénéficier de leurs compétences et connaissances acquises. Le pays essaie d'améliorer le climat des investissements et les conditions pour les activités des entrepreneurs, comme la réduction des impôts, etc.[269]. Les « tigres asiatiques », tels que Taïwan et la Corée du Sud, représentent d'autres exemples de pays qui ont bénéficié de leurs migrants hautement qualifiés. Comme l'on voit très bien dans ces situations, le « *brain drain* » peut bien favoriser le « *brain gain*[270] ».

La situation de « *brain gain* » correspond à une situation où les émigrants stimulent le développement de certains secteurs du pays d'origine. Par exemple, le retour des migrants qualifiés en Inde a contribué à l'essor du secteur des hautes technologies[271].

---

[267] Souvent ce qu'ils font toujours, ainsi que leurs parents, et ils n'ont pas d'envie de changer leurs habitudes.

[268] Frédéric Buffa, *Migration et développement au Mexique*, thèse soutenue à Paris, 2011, p. 338-500.

[269] OCDE, *Harnessing the skills of migrants and diasporas to foster development*, 2012.

[270] Abdul-Ghaffar Mughal, *Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan*, Douchanbe, IOM, 2007, p. 1-200.

[271] Frédéric Buffa, *Migration et développement au Mexique*, thèse soutenue à Paris, 2011, p. 338-500.

Sachant que la plupart des migrants viennent dans les régions rurales sans formation ou avec une formation incomplète ou secondaire et qu'ils ne continuent souvent pas leur formation en Russie, il est difficile de croire qu'ils puissent favoriser le développement. En outre, si l'on prend en compte la situation des migrants en Russie, 69 % des migrants ont déclaré avoir acquis des compétences liées directement à leur travail, et 66 % ont amélioré leur connaissance de la langue russe. Comme la plupart des migrants s'engagent dans le domaine de la construction ou de l'agriculture, les compétences acquises sont liées à ces domaines, ce qui ne contribue pas suffisamment au développement, et ils ne ramènent pas de compétences à leurs compatriotes[272].

Il est rare que les migrants travailleurs du Tadjikistan arrivent à obtenir une éducation supérieure dans le pays d'accueil. En ce qui concerne les migrants hautement qualifiés, les conditions sur le marché du travail sont aussi défavorables pour les migrants qui reviennent au Tadjikistan. Le taux de chômage élevé et le climat d'investissement pauvre ne permettent pas à ces migrants d'être plus productifs. Par conséquent, les migrants hautement qualifiés ne cherchent pas à retourner au Tadjikistan et essaient de s'installer dans le pays d'accueil. Ainsi, on peut conclure que l'hypothèse « *brain drain* versus *brain gain* » n'est pas applicable dans le cas du Tadjikistan.

C. L'intervention des organisations internationales dans l'optimisation des remises pour le développement au Tadjikistan

1. L'engagement des acteurs interétatiques

Après avoir constaté le potentiel des remises de fonds des migrants pour le développement d'un pays, les organisations internationales ont cherché à élaborer des recommandations sur la possibilité de les utiliser et de les diriger vers le développement. Ainsi, elles donnent des conseils aux pays qui reçoivent un grand nombre de remises de migrants. Pour le Tadjikistan, comme pour le monde entier, les remises des migrants ont tendance à augmenter.

La crise financière mondiale de 2008-2009 n'a pas renvoyé les migrants travailleurs de l'Asie centrale à la maison, en dépit de la détérioration des perspectives d'emploi : ils sont restés dans le pays de destination pour travailler à des conditions de salaire inférieures. Même dans ces circonstances difficiles, les envois des fonds ont continué à fournir une source stable pour l'économie de ces pays en

[272] ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

développement. Pendant la crise, ces transferts sont restés une source stable de devises étrangères, en comparaison avec l'APD et les IDE[273].

Cette migration a sauvé la plupart des ménages tadjiks de la famine et a contribué à l'augmentation du niveau de vie et à la réduction de la pauvreté, à la baisse du chômage et à l'amélioration des compétences de ces migrants. Cependant, ces remises des migrants ne participent pas au développement économique du pays, car elles ne se transforment pas en investissements et ne contribuent pas à la croissance industrielle.

En outre, le Tadjikistan, avec l'augmentation du nombre de migrants, devient de plus en plus dépendant de ces transferts, tout comme le pays se voit vulnérable et dépendant, au niveau politique et économique, de la Russie.

Par exemple, la fermeture, en 2009, du plus grand marché de la Russie, celui de Cherkizovsky, a eu un impact réel sur les remises des migrants. Ce marché était un lieu de forte concentration des migrants, surtout des migrants ayant un statut irrégulier. Le marché Cherkizovsky, qui était la propriété d'un migrant milliardaire, a été fermé pour des raisons politiques, criminelles et sanitaires. Après la fermeture, beaucoup de migrants se sont retrouvés sans emploi, ce qui a provoqué la diminution des transferts de fonds de ces migrants (voir annexe XVIII).

Pour pouvoir diminuer cette dépendance et améliorer l'utilisation des transferts des migrants, les organisations internationales se sont mises à l'étude du phénomène migratoire et des effets des remises des migrants sur le développement économique.

À l'époque, quand cette question a attiré l'attention internationale, les organisations internationales se sont engagées dans l'étude de ce phénomène dans le cadre d'un pays spécifique qui en est fortement dépendant. L'OIT est l'une de ces organisations qui ont commencé à étudier cette question dans le cas du Tadjikistan.

Dans cette perspective, l'étude menée par l'OIT en 2003 pour le Tadjikistan donne des recommandations générales pour comprendre comment la migration peut être bénéfique pour le Tadjikistan. Selon cette étude, le gouvernement tadjik devrait mettre en œuvre des programmes à long terme visant à améliorer l'impact de la migration sur le développement économique du pays, en prenant compte ses effets directs sur les ménages et sur la balance des paiements. En outre, elle propose une coopération étroite avec la Russie et la préparation des migrants potentiels aux exigences du marché du travail en Russie. En ce qui concerne l'attirance des remises des migrants dans le secteur bancaire, les recommandations proposent une coopération au niveau des banques locales et étrangères, et la sensibilisation des migrants concernant les possibilités de transferts bancaires.

L'une des études menées au Tadjikistan dans le but d'étudier notamment le phénomène des transferts de migrants a été réalisée sur la région la plus pauvre du pays, Khalton. Cette étude, qui permet d'évaluer l'impact des remises sur le développement économique du pays aux niveaux macro et

[273] Ibrahim Sirkeci, Jeffrey H. Cohen, Dilip Ratha, *Migration and Remittances during the Global Financial Crisis and Beyond*, Washington DC, WB, 2012, p. 15-53.

microéconomiques, a été menée par l'OIM en 2006. Les recommandations de cette étude suivent deux directions : l'optimisation des flux d'envoi de fonds des migrants et l'amélioration de l'impact de ces envois sur le développement du pays. L'optimisation des flux des migrants se voit dans l'augmentation de ces envois. Les recommandations proposent, tout d'abord, la promotion de la langue russe parmi les migrants potentiels, surtout dans les régions rurales. En outre, il est proposé d'arriver à la diversification des pays destinataires des migrants tadjiks, par la promotion de la langue anglaise à travers une coopération avec des universités américaines et le British Council. L'organisation considère que l'anglais donne plus de possibilités d'immigrer vers des pays développés. Outre les transferts financiers, ceci peut favoriser les transferts sociaux vers le Tadjikistan, acquis par les migrants dans les pays d'accueil.

S'agissant de la question de l'utilisation des remises des migrants pour le développement, il est suggéré d'attirer ces transferts dans le secteur formel, de proposer une prestation de service de transfert de fonds même dans les régions rurales du pays, en prenant en compte le fait que la plupart des migrants receveurs sont regroupés dans ces régions. L'importance de l'intervention étatique dans le développement du réseau bancaire a été également soulignée. Ce réseau permet de développer la coopération parmi les banques, les institutions de microfinancement, ainsi que les opérateurs des transferts d'argent. Les recommandations prévoient aussi l'amélioration du cadre juridique et réglementaire avec le gouvernement de la Russie afin de faciliter une transition vers le secteur bancaire et de réduire les coûts des transferts. Au Tadjikistan, l'amélioration des conditions pour l'investissement et pour les institutions de microfinancement a été fortement conseillée.

Le PNUD a proposé de créer des HTA, des associations des villes natales, en prenant pour exemple les migrants provenant d'Amérique latine aux États-Unis. Le but des HTA est de réunir des migrants de la même ville ou du même village pour participer à des activités locales dans les pays de destination. Aujourd'hui, ces associations favorisent la participation des migrants dans des projets communautaires, comme la construction d'écoles, de routes, l'amélioration de l'infrastructure. Ces migrants participent à ces projets à travers des transferts communautaires. Bien dirigées, ces associations peuvent contribuer au développement économique[274].

Pour étudier le lien entre le développement et la migration, l'OIT a publié en 2010 deux études. L'étude sur la migration et le développement au Tadjikistan se focalise sur l'émigration, le retour et la diaspora, et propose de créer des conditions pour utiliser les compétences des migrants qui sont retournés au Tadjikistan après avoir travaillé à l'étranger, notamment en Russie. Il faut souligner qu'il n'existe pas de programmes ou projets pour faciliter les transferts sociaux des migrants. L'organisation a étudié l'exemple de l'Inde et des Philippines, qui mettent en place des programmes étatiques pour stimuler le retour des migrants (surtout hautement qualifiés), même sur une base temporaire, car l'État a déjà reconnu l'importance de garder le lien avec la diaspora, mais aucun programme n'a été mis en

[274] Manuel Orozco, *Latino hometown associations as agents of development in Latin America*, juin 2000, p. 1-19.

place dans ce sens. Cette étude propose aussi d'attirer l'argent des migrants vers le développement du Tadjikistan en offrant des produits bancaires bénéficiaires pour les migrants, ce qui pourrait ensuite amener à des investissements.

Il n'existe pas d'ONG ou d'association pour s'occuper de l'encouragement des migrants à investir dans le pays. Ici, on peut parler des initiatives des migrants travailleurs tadjiks en Russie, qui, en 2003, ont organisé le Congrès des migrants tadjiks. Ce congrès réunit toutes les organisations et associations qui s'occupent des problèmes des migrants. Ce mouvement se concentre sur les questions des droits des migrants et leur installation en Russie, ainsi que sur la sensibilisation des migrants sur leurs droits en Russie, comme toutes les autres organisations[275].

L'autre étude menée par l'OIT, en 2010, sur les envois de fonds des migrants vers le Tadjikistan, se focalise sur le potentiel d'économies, d'investissements et de diversification des produits financiers pour attirer les transferts de fonds dans le secteur financier. En 2012, le montant des transferts a représenté environ 3,625 milliards de dollars. Il est estimé que si juste 10 % de ce montant pouvait être attirés dans le secteur financier, cela représenterait déjà un montant important selon tous les standards.

Pour attirer ces envois de fonds dans le secteur financier, il faut que les receveurs des remises épargnent dans les banques. Or, la culture financière, ainsi que la connaissance des produits financiers proposés par les banques du pays sont très faibles. En outre, les gens ne font pas confiance aux banques du pays. Cette étude propose donc de créer une institution qui pourrait jouer un rôle d'intermédiaire afin de familiariser les gens avec les produits et les avantages bancaires.

En constatant ces réalités, l'étude propose de créer des mécanismes basés sur les remises de fonds des migrants pour attirer ceux-ci dans le secteur financier. Ces mécanismes doivent être étroitement liés au développement économique du Tadjikistan, avec l'amélioration de la culture financière du pays. Trois mécanismes sont proposés. Le premier est basé sur la facilitation des événements familiaux ou traditionnels. L'idée est d'aider les gens à organiser ces événements en proposant des produits bancaires comme des dépôts bancaires. Le deuxième mécanisme est lié au soutien des ménages qui épargnent les remises des migrants pour payer les frais de scolarité des enfants. Ce mécanisme est basé sur le fait que les banques proposent des prêts de scolarité aux receveurs des remises. Le troisième mécanisme suggère aux receveurs de souscrire à une assurance médicale. Selon ce dernier mécanisme, les banques ou les institutions de crédits offrent une micro-assurance[276]. Sachant qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, le système de protection sociale a été détruit au Tadjikistan, beaucoup de familles pourraient bénéficier de ce mécanisme.

[275] Site officiel du mouvement public russe « Travailleurs migrants tadjiks » (en russe) : http://tajmigrant.com/o_dvizhenii.html.

[276] La micro-assurance est un système qui propose l'assurance aux personnes exclues des systèmes formels de protection sociale. Ceci concerne surtout les travailleurs du secteur informel et leur famille.

2. Le programme de l'Eurasie

L'OCDE, en tant qu'organisation interétatique, s'engage aussi pour soutenir le Tadjikistan et diriger les remises de fonds des migrants vers le développement. Contrairement à d'autres organisations internationales, l'OCDE propose des actions plus précises sur la possibilité d'attirer l'argent envoyé par les migrants vers le secteur financier. Ce projet se déroule autour du programme de compétitivité en Eurasie de l'OCDE, qui a été lancé en 2008 pour soutenir le développement économique dans les pays de l'Eurasie. Les programmes utilisent des instruments et des outils de l'OCDE afin d'évaluer les possibilités d'améliorer la compétitivité des pays au niveau international et de permettre de mettre ceux-ci sur le chemin d'une croissance durable. Le projet inclut deux régions : l'Asie centrale, avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ; l'Europe de l'Est, avec la Moldavie, la Biélorussie, et l'Ukraine, et du Caucase du Sud, avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Le but est de soutenir le dialogue et la collaboration entre les autorités publiques, le secteur privé et la société civile dans ces pays, et d'identifier les obstacles majeurs à la compétitivité sectorielle. Le but principal de ce programme est le partage de connaissances et l'orientation politique.
L'initiative de l'Asie centrale de l'OCDE cherche notamment à créer les conditions favorables pour la croissance économique, à attirer les investissements dans la région et à soutenir les initiatives de développement du secteur privé. De 2009 à 2012, une série de recommandations ont été produites pour aider les pays de l'Asie centrale. Pour le Tadjikistan, ces recommandations ont porté sur trois grands domaines d'actions : l'investissement et la promotion du commerce, l'accès au financement pour les PME et le développement du capital humain.
Ce programme a commencé avec le projet sur le Kazakhstan et a ensuite été élargi à d'autres pays ex-soviétiques, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Pour l'OCDE, ce sont des pays relativement plus ouverts à la coopération avec les organisations internationales, à l'aide étrangère et à la communication. Le Tadjikistan fait partie des pays qui montrent une vraie volonté de coopérer avec l'OCDE dans le cadre du programme. La problématique choisie pour cette coopération doit répondre à l'exigence de développement économique du pays et, en même temps, apporter une nouvelle expérience à l'OCDE, en tant qu'organisation interétatique dont la mission est d'améliorer le bien-être économique et social, car ce sont des pays avec lesquels l'OCDE ne travaille pas sur des bases régulières[277].
Les remises des migrants représentent un sujet important pour le Tadjikistan et pour le programme de l'Eurasie de l'OCDE. Le gouvernement, à son tour, a présenté ses commentaires sur la vision du projet et a désigné l'autorité responsable pour ce projet. Dans le cadre du Tadjikistan, il s'agit du ministère du Développement économique et du Commerce. Le projet est également sous l'égide du vice-ministre Nazriyev Saidrakhmon Rustamovich. L'argent envoyé par les migrants est évidemment le premier sujet sur lequel le Tadjikistan et l'OCDE coopèrent. Le deuxième sujet est basé sur la

[277] Se reporter à l'entretien avec les analystes de l'OCDE.

préparation de recommandations pour le développement du Tadjikistan, après l'accession à l'OMC, et le fait de tirer un maximum d'avantages de cette accession, surtout dans le domaine de l'agriculture. Le bailleur de fonds pour ce projet est l'Union européenne (UE). Dans le cadre du mémorandum d'entente sur la coopération avec l'OCDE, le GIZ participe à la mise en œuvre de ce projet. L'intérêt du GIZ dans la coopération avec l'OCDE sur un pays comme le Tadjikistan est basé sur le fait que le GIZ n'est pas une organisation interétatique et se trouve parfois en difficulté pour coopérer directement avec le gouvernement des pays. Ainsi, dans cette situation, l'OCDE est bien placée pour effectuer cette mission, car ceci lui permet d'élaborer des idées sur des projets éventuels pour l'avenir. Le GIZ aide aussi l'OCDE à être plus efficace en termes de logistique, de communication, ainsi que d'expertise relative au pays. En travaillant directement avec le GIZ, l'OCDE gagne du temps et économise des fonds[278].

Dans le cadre de ce projet, l'OCDE coopère aussi avec le PNUD, le DDC, l'ITC (Centre de commerce international) et le DFID (Département exécutif du gouvernement britannique pour l'aide au développement international). L'idée est d'impliquer toutes les agences ainsi que les départements de l'OCDE spécialisés sur ce sujet pour s'assurer qu'ils prennent en compte ce qui a déjà été fait et éviter la duplication des efforts.

Les recommandations de l'OCDE quant à l'utilisation des remises pour le développement sont divisées en trois étapes[279]. D'abord, elles suggèrent d'améliorer le fonctionnement du système bancaire, en termes de compétitions entre les banques et d'ouverture de ce système aux banques étrangères, car les banques du pays sont sous le contrôle rigide du Président et de sa famille. L'OCDE propose d'éliminer cet oligopole en libéralisant la compétition pour rendre le système financier plus solide. Il suggère aussi de travailler sur l'inclusion des migrants dans ce système bancaire, en les encourant à ouvrir un compte bancaire au Tadjikistan sur lequel l'argent peut être directement envoyé. Comme une portion de cet argent pourrait être économisée, les migrants, dès leur retour au Tadjikistan, pourraient l'utiliser comme capital de départ pour investir dans une entreprise ou avoir accès au crédit. Cet argent économisé pourrait servir aux banques à améliorer leur capacité de prêt, ce qui renforcerait les opportunités de ces banques.

Comme il est plus pratique et moins cher d'envoyer de l'argent en espèces avec des opérateurs de transfert d'argent (OTA) et de retirer le montant envoyé en espèces, la plupart des fonds des migrants échappent au système financier. Aussi est-il proposé de créer un lien entre les OTA des migrants et le système financier local. Ce lien permettrait de faciliter l'entrée des remises des migrants dans le système financier du Tadjikistan. Comme implémentation initiale du projet il est proposé de travailler avec des institutions de microfinancement.

Le choix de travailler directement avec des institutions de microfinancement et pas avec des banques, en tant que projet pilote, est basé sur le fait que le fonctionnement des premières est considéré comme

[278] *Ibid.*
[279] Se reporter à l'entretien avec les analystes de l'OCDE.

plus transparent que celui des banques du pays. Cependant, il est espéré pouvoir élargir ce projet au système bancaire. L'idée est basée sur le fait de ne pas seulement ouvrir un compte bancaire, mais de créer un lien fort entre ce compte bancaire et le système de transferts de fonds des migrants. En outre, les OTA ont aussi des avantages, comme le fait qu'il n'est pas nécessaire d'ouvrir un compte. Ainsi, même les migrants qui ne sont pas enregistrés et qui n'ont pas les documents nécessaires pour officialiser leur séjour et leur travail en Russie peuvent les utiliser. De plus, les OTA existent même dans des régions difficilement accessibles.

La deuxième partie du projet cherche à améliorer l'inclusion des migrants dans le système bancaire. En général, beaucoup de migrants tadjiks ne sont même pas au courant des possibilités et des avantages des services bancaires. D'abord, ils ne font pas confiance aux banques et aux institutions financières, et l'argent envoyé par les migrants est conservé à la maison. En outre, ils ne s'intéressent pas aux banques et à leurs avantages.

Finalement, pour pouvoir bénéficier des remises des migrants, l'OCDE propose aussi d'encourager les migrants à créer des entreprises, particulièrement ceux qui envisagent de retourner au Tadjikistan après avoir gagné de l'argent en Russie. Il est considéré que pour les aider à s'engager dans des activités entrepreneuriales, il faut d'abord bien les former, en leur proposant divers programmes pour améliorer ou développer leurs compétences entrepreneuriales, car les migrants qui reviennent sont considérés comme des créateurs potentiels d'entreprises. Le but principal est de les aider à réaliser leur projet entrepreneurial.

La stratégie migratoire du pays vis-à-vis des migrants, pour la période 2011-2015, ne prend pas en compte le processus migratoire du pays dans l'aspect du développement économique. C'est pour cette raison que l'OCDE propose aussi d'intégrer le développement du secteur privé dans la stratégie migratoire nationale du pays, afin de favoriser, chez les migrants de retour, l'intégration dans le développement économique du pays. L'idée est aussi d'ajuster le fonctionnement organisationnel et institutionnel des différents ministères et des agences, ainsi que d'établir une agence dédiée qui pourrait aider les migrants dans leurs activités entrepreneuriales dès leur retour au Tadjikistan.

3. Les activités des bailleurs de fonds relatives à l'inclusion financière des bénéficiaires de remises des migrants

L'OCDE souligne aussi l'importance de cette inclusion des migrants dans le système bancaire et propose l'augmentation de la culture financière chez les migrants. L'amélioration de l'inclusion des migrants dans le système fait partie du deuxième bloc.

L'OCDE détermine la culture financière comme une combinaison de la sensibilisation, des connaissances, des compétences et du comportement nécessaires pour prendre une décision financière afin d'atteindre le bien-être financier d'un individu[280].

Il faut souligner que le niveau de culture financière des migrants tadjiks est très bas, premièrement parce que ce sont souvent des migrants issus de régions rurales, où il existe un manque d'institutions financières, et deuxièmement parce que le contact limité avec les institutions financières empêche l'établissement d'une relation de confiance avec ces institutions.

Il est aussi proposé au Tadjikistan de prendre exemple sur la Moldavie, un pays qui faisait partie de l'URSS et qui est passé presque par le même chemin, en connaissant aussi une forte migration. Le nombre d'émigrants moldaves s'est élevé à 328 000 personnes en 2012, ce qui correspond à peu près à 25 % de la population active. Les envois de fonds des migrants jouent un rôle important pour les ménages moldaves. En 2012, ces transferts se sont élevés à 1,77 milliard de dollars[281]. Selon la BM, ceci a représenté 24,5 % en 2012 et 25 % en 2013. Afin de mobiliser les ressources humaines et financières des migrants travailleurs de Moldavie pour le développement durable de l'économie du pays, le gouvernement de Moldavie, notamment le ministère de l'Économie et les administrations publiques locales, en coopération avec l'UE et l'OIM, a mis en place le programme « PARE 1+1 ». Les objectifs du programme sont de renforcer la sensibilisation des migrants et des bénéficiaires des fonds de migrants sur les possibilités de développement des activités entrepreneuriales en Moldavie, de favoriser le développement des compétences entrepreneuriales chez les migrants et les bénéficiaires de leurs fonds à travers différents programmes et cours, d'encourager l'établissement de PME par les migrants et les bénéficiaires de fonds des migrants, ainsi que de faciliter l'accès des migrants et des bénéficiaires de fonds aux ressources financières[282].

Le Tadjikistan a l'un des niveaux les plus bas d'inclusion financière en Europe et en Asie centrale. Le manque de confiance de la population dans le secteur financier du Tadjikistan a été reconnu comme l'obstacle principal pour le développement du marché financier du pays. Il existe même des lacunes dans le système juridique et réglementaire concernant la protection des consommateurs de services financiers. En outre, le pays ne dispose pas de structures institutionnelles avec des responsabilités claires et la capacité de faire face à la protection des consommateurs des services financiers. Ceci provoque des conflits, entre les institutions financières et les consommateurs, qui sont difficiles à résoudre. En ce qui concerne la communication avec les consommateurs, la législation et les réglementations n'obligent pas les institutions financières à fournir aux consommateurs et aux clients

[280] En 2003, l'OCDE a lancé un projet interétatique avec pour but d'améliorer les normes d'éducation et de culture à travers le développement de principes communs sur la culture financière.

[281] IOM en Moldavie, « Diaspora », disponible à la page : http://www.iom.md/index.php/programs/migrationa-development/diaspora.

[282] Iulia Iabanji, « Program on attracting remittances into the economy "PARE 1+1" : Create Your Future at Home! », mars 2012, disponible à la page : http://www.etf.europa.eu/eventsmgmt.nsf/(getAttachment)/2EB0F3C4AE4ECE89C12579BA0057FB04/$File/Day2_3_Iabanji.pdf.

potentiels des informations claires, compréhensibles et opportunes. Il existe plusieurs initiatives et tentatives basées sur la coopération avec des organisations non étatiques, étatiques et interétatiques pour améliorer l'éducation financière, mais il n'y a pas de stratégie homogène étatique pour augmenter le niveau de l'éducation financière au Tadjikistan.

En 2013, la Banque nationale du Tadjikistan, en coopération avec la BM, a organisé un atelier sur la protection des consommateurs et la culture financière à Douchanbe, où les représentants de la BM et de la GIZ ont participé. Les participants à l'atelier ont examiné les principales conclusions et recommandations de deux études, une étude diagnostique sur la protection des consommateurs dans les services financiers et un rapport d'enquête sur le niveau de la culture financière. La recommandation principale de la BM était d'attribuer des responsabilités à la Banque nationale du Tadjikistan pour surveiller et assurer la protection des consommateurs dans les services financiers, ainsi que pour élaborer une stratégie nationale d'éducation financière. Il a été également souligné qu'un système de protection des consommateurs favoriserait la confiance du public dans les institutions financières du pays, augmenterait le flux des dépôts et contribuerait au développement de ce secteur. Sur la perspective à long terme, ceci permettrait d'attirer l'investissement dans le pays[283].

En 2012, le Developing Markets Associates, société mondiale de conseil spécialisée dans l'attraction des flux de capitaux vers les économies émergentes, a mis en place un programme sur l'éducation financière pour les receveurs des transferts de fonds du Tadjikistan. Le programme a été financé par la BERD. L'objectif du projet était de renforcer l'inclusion financière des bénéficiaires des transferts afin de promouvoir une culture financière et de former les clients des banques à la planification de leur budget. Le projet a ciblé cinq banques tadjikes, telles que Agroinvest, Amonat, Eskhata, First Microfinance et Sodirot. Les résultats du projet ont été très encourageants. Il est estimé qu'entre décembre 2011 et septembre 2012, près de 44 000 personnes ont été engagées dans les activités du programme et que 60 % des bénéficiaires de transferts de fonds n'avaient jamais eu d'épargne dans les banques. Selon les banques qui ont participé au projet, 2 746 comptes courants ont été ouverts, et un total de 5,1 millions de dollars a été déposé.

4. Le faible progrès du gouvernement du Tadjikistan

Le gouvernement tadjik a déjà compris l'importance de la régulation de la migration et de l'impact des remises sur le développement du pays. Ainsi, l'importance des remises a été soulignée dans le rapport élaboré par le FMI pour le gouvernement du Tadjikistan sur les stratégies de lutte contre la pauvreté. Le rapport souligne l'importance d'attirer les dépôts des remises des migrants dans le système bancaire, ce qui pourrait favoriser l'afflux de devises étrangères. Les banques elles-mêmes doivent leur proposer des conditions favorables et avantageuses. Il a été reconnu que dans les années

[283] WB, « Improving Consumer Protection and Financial Literacy in Tajikistan », 11 juillet 2014, disponible à la page : http://www.worldbank.org/en/news/feature/2013/07/11/improving-consumer-protection-and-financial-literacy-in-tajikistan.

précédentes, le déficit de la balance des paiements avait été largement couvert par ces remises des migrants, qui représentaient l'une des sources stables de financement étranger[284].

Sachant que les remises ont tendance à augmenter, le gouvernement du Tadjikistan a cherché à améliorer la coopération avec le gouvernement de Russie dans le domaine des migrations. Actuellement, les autorités russes et tadjikes sont en train de préparer un accord intergouvernemental dans le domaine des migrations. Cet accord, comme le souligne le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergueï Lavrov, a pour but de recruter des ressortissants du Tadjikistan pour prendre un emploi temporaire en Russie, ainsi que chercher à contribuer à la coopération et à l'échange d'informations dans le domaine de la migration. Cet accord, bien évidemment, pourrait améliorer le processus d'installation et de travail des migrants tadjiks en Russie, ce qui peut aussi avoir des effets positifs sur les fonds envoyés au Tadjikistan.

Le gouvernement cherche aussi à améliorer la connaissance de la langue russe dans le pays. Dans ce contexte, le service des migrations du Tadjikistan et le ministère de l'Éducation du Tadjikistan, en coopération avec la représentation du Service fédéral des migrations de Russie, ont organisé à Douchanbe un cours sur cinq mois pour préparer les migrants à exercer les professions suivantes : électricien, soudeur de gaz, constructeur, tourneur, etc. Dans le même temps, les cours proposaient des sessions pour améliorer la connaissance de la langue russe. À la fin des cours, les participants ont reçu des certificats[285].

Les organisations internationales, relativement à la question des remises des migrants, cherchent à promouvoir le développement local. Les études menées par les organisations internationales et les recommandations de celles-ci ont affecté les stratégies du gouvernement du Tadjikistan. Ce dernier a reconnu l'importance des remises des migrants sur l'économie du pays, même si, sur la scène internationale, le gouvernement évite toute discussion à ce sujet.

[284] IMF, « Republic of Tajikistan: Poverty Reduction Strategy Paper - Progress Report », *Country Report n° 12/33*, Washington DC, février 2012.

[285] Selon le service des migrations du Tadjikistan : http://www.migration.tj/.

Conclusion

Les remises des migrants entrent au Tadjikistan par deux canaux. Le canal officiel est représenté par les opérateurs de transferts d'argent. Les opérateurs les plus connus au Tadjikistan sont Zolotaya Korona, Bistraya pochta, Leader. Ce sont les opérateurs principaux entre le Tadjikistan et la Russie. Parmi les opérateurs internationaux, on distingue Western Union et MoneyGram. Tous ces opérateurs proposent des services qui ne sont pas chers et, en même temps, qui sont pratiques, rapides et accessibles dans les régions rurales. L'envoi d'argent à travers le système bancaire est moins utilisé, car les banques tadjikes manquent de transparence et n'inspirent pas confiance, même s'il existe une coopération entre les banques tadjikes et russes.

Le marché formel est accompagné d'un marché informel, basé sur une confiance totale entre les expéditeurs de l'argent et les intermédiaires. Il faut souligner que ce marché est aussi demandé car ses services coûtent moins cher que le canal formel. En outre, ce secteur informel est dépourvu de bureaucratie et permet d'envoyer des fonds directement à domicile. Le principal désavantage de ce secteur est le fait qu'il reste très risqué par rapport au canal formel.

Les effets économiques des remises dépendent largement de l'utilisation de celles-ci. Dans le cas du Tadjikistan, la plupart des remises sont utilisées pour une consommation immédiate et, en général, l'utilisation des remises correspond à la pyramide proposée par Maslow. Les remises aident les ménages à surmonter les situations difficiles, mais elles n'ont pas de possibilités d'entrer dans le système financier du pays. En outre, elles sont rarement transférées dans des investissements pour soutenir le développement local. Même si les bénéficiaires réussissent à économiser une certaine partie de ces remises, ils préfèrent les garder à la maison, et les remises échappent donc au système bancaire. Ce fait est provoqué par un faible niveau de culture financière.

Sachant que les remises ont le potentiel de favoriser le développement, des organisations internationales comme l'OCDE, l'OIT, l'OIM et le PNUD, en coopération avec des agences de coopération et de développement telles que le GIZ, cherchent à attirer ces remises dans le secteur financier et, ainsi, dans le domaine du développement. Leurs recommandations reposent sur l'analyse réalisée sur la base des sondages effectués. Leur principale préoccupation est de tirer le maximum de bénéfices de ces remises pour le Tadjikistan.

Conclusion

L'ADP traverse actuellement une crise internationale liée au fait qu'elle cherche davantage à soutenir les intérêts stratégiques des pays donateurs. Néanmoins, une possible nouvelle source de développement vient d'émerger. Les organisations interétatiques essaient désormais, à travers la mobilisation des ressources propres des pays, de promouvoir les activités qui mènent au développement.

Les déséquilibres socio-économiques entre les pays avancés et les pays en développement, les instabilités politiques, la misère socio-économique et les guerres liées au développement incitent davantage les gens au départ[286]. Cette migration vers le pays d'accueil engendre des remises des migrants vers le pays d'origine.

Comme pour la plupart des pays en développement, les remises des migrants représentent un flux financier très important pour le Tadjikistan. Après la dissolution de l'URSS, la situation difficile, du point de vue économique et politique, du pays a provoqué le départ des Tadjiks vers la Russie. Dans une société majoritairement patriarcale, ce sont des hommes qui constituent le flux essentiel de cette migration.

Il est considéré que ces flux financiers ont le potentiel de favoriser la croissance économique à travers le développement du secteur privé. Mais dans le cas du Tadjikistan, ces remises n'ont pas d'impact sur le développement, car elles n'entrent pas dans le système financier. Cela s'explique par le manque de transparence, la faiblesse du système bancaire, ainsi que le faible niveau de culture financière, et ceci surtout chez les bénéficiaires de ces remises. En outre, il n'existe pas de mécanisme qui pourrait connecter les opérateurs de transferts d'argent, qui représentent un moyen important pour effectuer le transfert d'argent, avec le système financier du pays.

D'ailleurs, le gouvernement ne recherche pas la coopération avec ses migrants, ni ne crée de conditions favorables pour que ceux-ci puissent réaliser des investissements dans le pays. Jusqu'à aujourd'hui, il n'existe aucun projet ou programme portant sur la coopération avec les migrants ou la diaspora tadjike en Russie afin d'attirer ceux-ci dans le but d'aider au développement du pays. Ainsi, au Tadjikistan, il n'y a pas d'associations ou ONG qui travaillent avec les migrants pour les engager dans le développement local.

En ce qui concerne le rôle des migrants en tant qu'acteurs au service du développement, les migrants tadjiks qui sont les plus aisés se voient parfois engagés dans des activités caritatives pour promouvoir le développement local. Ils choisissent leur ville ou leur village natal pour ces activités caritatives. Pourtant, ces situations sont rares et ne se pérennisent pas. D'ailleurs, beaucoup de migrants se méfient

[286] Josepha Laroche, *Politique Internationale*, Paris, LGDJ, 2e éd. 2000.

de l'investissement dans l'économie du Tadjikistan, car l'environnement économique est défavorable à cause d'une bureaucratie pesante et de la corruption.

Les organisations interétatiques et les agences de développement qui travaillent sur ce sujet au Tadjikistan recommandent différents moyens pour attirer ces remises dans le secteur financier. Ils proposent en premier lieu d'augmenter le niveau financier de la population, en prenant en tant que groupe cible les bénéficiaires des remises au Tadjikistan. Le niveau de culture financière chez les femmes est plus bas que chez les hommes, c'est pourquoi, afin de bénéficier pleinement des remises, il faut aussi travailler sur l'inclusion financière des femmes, puisque ce sont les femmes qui sont en majorité les bénéficiaires des remises.

Les organisations internationales cherchent à élaborer des recommandations pour pouvoir tirer profit de ce phénomène. Comme les recommandations de l'OCDE le proposent, les institutions financières locales pourraient s'associer aux opérateurs de transfert d'argent et, ainsi, permettre aux migrants d'épargner directement de la Russie au Tadjikistan. Quand les migrants et les bénéficiaires de remises ont la possibilité de réaliser une épargne bancaire, celle-ci peut ensuite être transformée en investissements. Les remises ainsi économisées peuvent aider les migrants qui retournent au Tadjikistan à se livrer à des activités entrepreneuriales. Ce fait rend les institutions financières locales plus solides et renforce les possibilités des banques et des instituts de microfinancement à proposer des prêts à long terme avec un taux d'intérêt faible.

D'autre part, la dépendance aux remises peut aussi se transformer en une dépendance politique et économique à la Russie. Les autorités tadjikes évitent de reconnaître l'importance des migrants et de leurs remises sur l'économie du pays. La banque nationale du pays a d'ailleurs tenté d'arrêter la distribution de données relatives aux remises des migrants, au prétexte que les renseignements pouvaient prendre un caractère politique. Les préoccupations du gouvernement tadjik sont justifiées, car le gouvernement russe pourrait déstabiliser leur pays en expulsant les migrants. De même, l'instabilité actuelle en Ukraine et son effet sur l'économie de la Russie pourraient aussi avoir des répercussions en Asie centrale, notamment sur le Tadjikistan[287].

Le rôle de la Russie dans les remises des migrants est extrêmement important. Ce fait ne dépend pas que du Tadjikistan lui-même. Si la Russie change sa politique envers le Tadjikistan, ceci peut avoir un effet direct d'amplification sur la politique migratoire, sur le flux des remises et le développement économique au Tadjikistan. Le Tadjikistan « n'a pas toutes les cartes en main pour utiliser le potentiel des remises des migrants » dans le domaine de développement[288].

[287] David Trilling, « Tajikistan : Migrant remittances now exceed half of GDP », *Eurasianet*, 15 avril 2014, disponible à la page : http://www.eurasianet.org/node/68272.

[288] Se reporter à l'entretien mené au siège de l'OCDE à Paris le 21 juillet 2014.

Bibliographie

MÉTHODOLOGIE

Ouvrages

- LAROCHE Josepha, *Politique internationale*, Paris, LGDJ, 2e éd. 2000, p. 105-130.
- NAY Olivier, CARCASSONNE Guy, DREYFUS Françoise, DUHAMEL Olivier, LAROCHE Josepha, SUREL Yves, *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, Paris, éd. Dalloz, 2011, p. 148-149, p. 330-331, p. 533-534.
- REA Andrea, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2010, p. 30-50.
- REY-DEBOVE Josette et REY Alain, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2003.

Sites internet

- IOM, « Key migration terms », disponible à la page : http://www.iom.int/cms/en/sites/iom/home/about-migration/key-migration-terms-1.html#Country-of-origin, consulté le 13 juin 2014.
- « Lexique finance », *Trader France*, disponible à la page : http://www.trader-finance.fr/lexique-finance/definition-lettre-M/Multiplicateur-keynesien.html, consulté le 29 août 2014.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Ouvrages

- CHARNOZ Olivier et SEVERINO Jean-Michel, *L'Aide publique au développement*, Paris, La Découverte, 2007, p. 20-72.
- GABAS Jean-Jacques, *Nord-Sud : L'impossible coopération ?*, Paris, Presse de Sciences-Po, 2002, p. 5-12.
- HOUZIAUX Alain, BRUNEL Sylvie, KIPRE Pierre, PEROUSE de MONTCOLS Marc-Antoine, *L'Aide au tiers-monde, à quoi bon ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, coll. « Questions de Vie », 2005, p. 9-30.

- MICHAÏLOF Serge, BONNEL Alexis, ORSENNA Erik et SEVERINO Jean-Michel, *Notre maison brûle au Sud : que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard, 2010, p. 50-107.

- SACHS Jeffrey D., *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, Penguin Books, 2005, p. 83-200.

Documents officiels

- COHEN Daniel, GUILLAUMONT JEANNENEY Sylviane et JACQUET Pierre, *La France et l'aide publique au développement*, Paris, La Documentation française, 2006, p. 60-200, disponible à la page : http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/062.pdf, consulté le 20 mai 2014.

- DEGTEREV Denis et Bezunova, « Les avantages globaux et les intérêts nationaux dans la planification de l'APD. L'analyse des modèles économétriques de la répartition géographique optimale de l'aide » (en russe), 2009, disponible à la page : https://www.hse.ru/data/2010/07/14/.../Дегтерев.doc, consulté le 30 mai 2014.

- ONU, « Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002 », New York, 2002, disponible à la page : http://www.ipu.org/splz-f/ffd08/monterrey.pdf, consulté le 29 mai 2014.

Articles scientifiques

- ABUZEID Farah, « Foreign Aid and the "Big Push" Theory: Lessons from Sub-Saharan Africa », *Stanford Journal of International Relations*, 16, 2009, vol. 11, p. 16-23, disponible à la page: http://web.stanford.edu/group/sjir/pdf/Aid_11.1.pdf, consulté le 17 mai 2014.

- CHAUVET Lisa, GUBERT Flore et MESPLÉ-SOMPS Sandrine, « Les transferts des migrants sont-ils plus efficaces que l'aide pour améliorer la santé des enfants ? Une évaluation économétrique sur des données inter et intra-pays », *Revue d'économie du développement*, 4, 2009, vol. 17, p. 41-80, disponible à la page :

http://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2009-4-page-41.htm, consulté le 10 mai 2014.

- COIFFARD Marie, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-18, disponible à la page : http://edden.upmf-grenoble.fr/IMG/pdf/NT21-2008_Coiffard_Propositions.pdf, consulté le 27 mai 2014.

- HUGON Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement*, 2, 2010, p. 99-118, disponible à la page : http://poldev.revues.org/118, consulté le 4 mai 2014.

- LEBEDEVA Alla, « L'aide publique au développement russe : de 2006 à nos jours », *Les Cahiers du CIRDIS*, 6, 2013, p. 4-260, disponible à la page : http://www.cooperation.uqam.ca/IMG/pdf/russie_2013--06_final.pdf, consulté le 10 mai 2014.

- OCDE, « Historique de l'objectif de 0,7 % », *Journal du CAD*, 4, 2002, vol. 3, p. 10-15, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/cad/stats/45539389.pdf, consulté le 15 mai 2014.

- SEVERINO Jean-Michel et RAY Olivier, « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », *Revue d'économie du développement*, 1, 2011, vol. 19, p. 5-44, disponible à la page : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=EDD_251_0005, consulté le 11 mai 2014.

Sites internet

- EASTERLY William, « Pourquoi ne pas aider la liberté plutôt que des autocrates ? », *Libre Afrique*, le 31 mars 2014, disponible à la page : http://www.libreafrique.org/WilliamEasterly-aide-310314, consulté le 3 juillet 2014.

- KUMAR Vinay, « China's aid to Tajikistan does not clash with India's interests, says Ansari », *The Hindu*, Douchanbe, le 18 avril 2013, disponible à la page : http://www.thehindu.com/news/national/chinas-aid-to-tajikistan-does-not-clash-with-indias-interests-says-ansari/article4627846.ece, consulté le 25 juin 2014.

- OCDE, « Aide publique au développement nette des membres du CAD en 2012 », Statistiques sur les apports de ressources aux pays en développement, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/cad/stats/statistiquessurlesapportsderessourcesauxpaysendeveloppement.htm, consulté le 28 mai 2014.

- OCDE, « Aide publique au développement : définition et champ couvert », Statistiques de l'aide, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm, consulté le 5 mai 2014.

- OCDE, « Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD », Statistiques sur les apports de ressources aux pays en développement, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/developpement/stats/listedesbeneficiairesdapdetablieparlecad.htm, consulté le 25 mai 2014.

- OCDE, « Rebond de l'aide aux pays en développement en 2013, qui atteint un niveau sans précédent », disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/presse/rebond-de-laide-aux-pays-en-developpement-en-2013-qui-atteint-un-niveau-sans-precedent.htm, consulté le 6 mai 2014.

- ONU, site internet pour les huit objectifs du Millénaire pour le développement, disponible à la page : http://www.un.org/fr/millenniumgoals/, consulté le 7 mai 2014.

- Rossotroudnitchestvo, disponible à la page : http://government.ru/department/93/about/, consulté le 15 mai 2014.

MIGRATION, REMISES DES MIGRANTS DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION, DE LA GOUVERNANCE MONDIALE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Ouvrages

- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2013, p. 63-79.
- KRASNER Stephen D, « Structural causes and regime consequences: regimes as intervening variables », *in* KRASNER Stephen D and KATZENSTEIN Peter J., *International Regimes*, New York, Cornell University Press, 1983, p. 1-21.

- SIRKECI Ibrahim, COHEN Jeffrey H., RATHA Dilip, *Migration and Remittances during the Global Financial Crisis and Beyond*, Washington DC, WB, 2012, p. 15-53.
- SKRABINA Yana et RIFKHAT Galin, « Migration de la population de la République du Bachkortostan : problèmes et solutions », *in* SULAKSHIN Stepan (dir.), *Questions de politiques publiques de développement régional de la Russie* (en russe), Moscou, Expert scientifique, 2008, p. 300-400.

Documents officiels

- COIFFARD Marie, « La coopération internationale sur les transferts de fonds des migrants, quels enjeux pour quelle perspective ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 1, vol. 28, 2012, p. 129-145, disponible à la page : http://remi.revues.org/5817, consulté le 21 mai 2014.

- FMI, *International Transactions in Remittances : Guide for Compilers and Users*, Washington DC, 2009, disponible à la page : https://www.imf.org/external/np/sta/bop/2008/rcg/pdf/guide.pdf, consulté le 24 mai 2014.

- IOM, *IOM and Remittances*, Genève, 2009, disponible à la page : http://publications.iom.int/bookstore/free/iom_and_remittances.pdf, consulté le 1er juin 2014.

- OCDE, *Perspectives des migrations internationales*, 2006, p. 145-190, disponible à la page : http://www.oecd.org/fr/els/mig/perspectivesdesmigrationsinternationales2006.htm, consulté le 7 juin 2014.

- THIOLLET Hélène, « Migrations et relations internationales », *Transcontinentales*, 8/9, 31 décembre 2010, disponible à la page : http://transcontinentales.revues.org/787, consulté le 9 octobre 2014.

- WB, « An analysis of trends in the average total cost of migrant remittance services », *Remittance prices worldwide*, n° 3, novembre 2011, disponible à la page : https://remittanceprices.worldbank.org/sites/default/files/rpw_report_june_2014.pdf, consulté le 11 juillet 2014.

- WB, « General principles for international remittance services », Committee on Payment and Settlement Systems, Bâle, 2007, disponible à la page : http://siteresources.worldbank.org/INTPAYMENTREMMITTANCE/Resources/New_Remittance_Report.pdf, consulté le 27 mai 2014.

- WIHTOL de WENDEN Catherine, « Les enjeux migratoires comme facteurs de recomposition des sphères d'influence », *Revue internationale et stratégique*, n° 4, 2008, p. 121-130, disponible à la page : www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2008-4-page-121.htm, consulté le 7 juin 2014.

Articles scientifiques

- CHARBIT Yves, FELD Serge, « Les migrations internationales et les transferts de ressources vers les populations des pays en développement », *Mondes en développement*, 2, 2008, n° 142, p. 53-66, disponible à la page : www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2008-2-page-53.htm, consulté le 28 septembre 2014.

- FOURNIER Lydie, « Les migrations internationales », *Sciences humaines*, 15 juillet 2011, disponible à la page : http://www.scienceshumaines.com/les-migrations-internationales_fr_24921.html, consulté le 15 octobre 2014.

- LERCH Mathias et WANNER Philippe, « La mesure des transferts de fonds Nord-Sud : Nouvelles approches dans les pays d'immigration », *Chaire Quetelet*, Genève, 2008, disponible à la page : https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/demo/documents/Lerch.pdf, consulté le 20 juin 2014.

Sites internet

- « Facebook prepares a money-transfer service, but still needs trust », *Forbes*, 14 avril 2014, disponible à la page : http://www.forbes.com/sites/parmyolson/2014/04/14/facebook-prepares-a-money-transfer-service-but-still-needs-trust/, consulté le 19 juillet 2014.

- « La carte des remises des migrants vers leurs pays d'origine, 2010 », Atelier de cartographie de Sciences Po, disponible à la page : http://cartographie.sciences-po.fr/fr/remises-des-migrants-2010, consulté le 19 octobre 2014.

- BM, « À propos des coûts des transferts d'argent dans le monde », disponible à la page : https://remittanceprices.worldbank.org/fr/a-propos-des-couts-des-transferts-dargent-dans-le-monde, consulté le 10 juillet 2014.

- Bureau de l'outre-mer pour les affaires chinoises de la municipalité de Pékin, disponible à la page : http://www.ebeijing.gov.cn/Government/Departments/t912428.htm, consulté le 2 juin 2014.

- Direction générale des affaires de la diaspora du MAE de l'Éthiopie, disponible à la page : http://www.mfa.gov.et/Diaspora/more.php?newsid=7, consulté le 3 juin 2014.

- G8, « G8 Action Plan: Applying the Power of Entrepreneurship to the Eradication of Poverty », Summit documents, Sea Island, 9 juin 2004, disponible à la page: http://www.g8.utoronto.ca/summit/2004seaisland/poverty.html, consulté le 19 mai 2014.

- ONU, « Le nombre de migrants dans le monde dépasse les 232 millions, selon l'ONU », New York, 11 septembre 2013, disponible à la page : http://www.un.org/fr/development/desa/news/population/migrants.html, consulté le 12 juin 2014.

- SFI, « Global remittances working groupe », 4 novembre 2014, disponible à la page : http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTFINANCIALSECTOR/0,,contentMDK:22378309~menuPK:6681487~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282885,00.html, consulté le 23 mai 2014.

- SFI, « Guidance Report for the implementation of the CPSS-WB General Principles for International Remittances », disponible à la page : http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTFINANCIALSECTOR/0,,contentMDK:23289589~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282885,00.html, consulté le 22 mai 2014.

Ouvrage

- GUILMOTO Christophe Z. et SANDRON Frédéric, *Migration et développement*, Paris, La Documentation française, 2003, p. 5-45.
- STARK Oded, *The Migration of labor*, Oxford, Basel Blackwell, 1991, p. 9-60.

Documents officiels

- « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », dans OCDE, « Perspectives des migrations internationales », 2006, p. 149-174.
- ATTIAS-DONFUT Claudine, WOLFF François-Charles et TESSIER Philippe, « Les transferts intergénérationnels des migrants âgés », *Économie et statistique*, 390, 2005, p. 3-20.
- BAD, *Transferts des fonds de migrants, enjeu de développemen* , Tunis, 2007, p. 5-46.
- NYBERG SORENSEN Ninna, « The Development Dimension of Migrant Remittances », OIM, *Working Paper Series*, n° 1, Danemark, 2004, p. 3-33.
- OCDE, *Migration, transferts des fonds et développement*, 2005, p. 43-385.
- WB, *Guidance report for the implementation of the CPSS-World Bank general principles for international remittance services*, Washington DC, 2012 p. 1-35.

Articles scientifiques

- ACOSTA Pablo A., LARTEY Emmanuel K.K. et MANDELMAN Federico S., « Remittances and the Dutch Disease », Federal Reserve Bank of Atlanta, WP2007, 8 avril 2007.
- DRAPIER Carine, JAYET Hubert et RAPOPORT Hillel, « Les motifs des migrations et des transferts associés », *Région et Développement*, 6, 1997, p. 41-65, disponible à la page : http://region-developpement.univ-tln.fr/fr/pdf/R6/R6_Drapie_allii.pdf, consulté le 14 juin 2014.

- EVERETT S. Lee, « A theory of migration », *Demography*, 1, vol. 3, 1966, p. 47-57, disponible à la page : http://www.cedir.fr/cedir2/wp-content/uploads/2012/07/LEE-A-theory-of-migration.pdf, consulté le 6 juillet 2014.

- FAINI Riccardo, « Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine », *Revue d'économie du développement*, 2, vol. 15, 2007, p. 153-182, disponible à la page : http://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2007-2-page-153.htm, consulté le 2 juin 2014.

- IMF, « Republic of Tajikistan : Poverty Reduction Strategy Paper - Progress Report », *Country Report n° 12/33*, Washington DC, février 2012, disponible à la page : http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2012/cr1233.pdf, consulté le 3 septembre 2014.

- KUMO Kazuhiro, « Tajik labour migrants and their remittances : Is tajik migration pro-poor? », Tokyo, Institute of Economic Research, Hitotsubashi University, mars 2011, p. 5-15, disponible à la page : http://hermes-ir.lib.hit-u.ac.jp/rs/bitstream/10086/19077/1/gd10-182.pdf, consulté le 4 juin 2014.

- LUCAS Robert E. et STARK Oded, « Motivations to remit : Evidence from Bostwana », *Journal of Political Economy*, 5, vol. 93, 1985, p. 901-918, disponible à la page : http://www.jstor.org/stable/1833062, consulté le 15 juin 2014.

- MAKHLOUF Farid et MUGHAL Mazhar, « Remittances, Dutch Disease, and competitiveness : a Bayesian analysis », *Journal of economic development*, 2, vol. 38, juin 2013, disponible à la page : http://www.jed.or.kr/full-text/38-2/3.pdf, consulté le 30 août 2014.

- WANNER Philippe, « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », *Annuaire suisse de politique de développement*, n° 2, vol. 27, 2008, p. 121-131, disponible à la page : http://aspd.revues.org/193, consulté le 25 mai 2014.

Thèses

- COIFFARD Marie, *Les déterminants et impacts macroéconomique des transferts des fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, soutenue à Grenoble le 2 décembre 2011, p. 15-90.

- BUFFA Frédéric, *Migration et développement au Mexique*, soutenue à Paris, 2011, p. 338-500.

Sites internet

- « À Khodjent, les logements sont achetés principalement par les migrants travailleurs », *TJinfo*, 26 août 2013, disponible à la page : http://tjinform.com/ru/news/20130826/08649.html, consulté le 27 août 2014.

- « Poverty incidence and determining factors in Tajikistan », Strategy of reduction of poverty, disponible à la page : http://www.tajik-gateway.org/index.phtml?lang=en&id=3867, consulté le 22 juin 2014.

- BM, « La BM et la Direction suisse du développement et de la coopération approuvent une nouvelle initiative sur les migrations », Genève, 11 septembre 2014, disponible à la page : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/09/11/world-bank-swiss-development-cooperation-agency-endorse-new-initiative-migration, consulté le 25 mai 2014.

- BM, « Les envois de fonds vers les pays en développement resteront importants cette année, malgré l'augmentation des expulsions de travailleurs migrants, selon la BM », Washington DC, 11 avril 2014, disponible à la page : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/11/remittances-developing-countries-deportations-migrant-workers-wb, consulté le 5 mai 2014.

- FIDA, « Financing facility for remittances », disponible à la page : http://www.ifad.org/remittances/index.htm, consulté le 31 mai 2014.

- IABANJI Iulia, « Program on attracting remittances into the economy "PARE 1+1" : Create Your Future at Home! », mars 2012, disponible à la page : http://www.etf.europa.eu/eventsmgmt.nsf/(getAttachment)/2EB0F3C4AE4ECE89C12579BA0057FB04/$File/Day2_3_Iabanji.pdf, consulté le 2 septembre 2014.

- IOL, « A migrant centred approach to remittances », disponible à la page : http://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/policy-areas/remittances/lang--en/index.htm, consulté le 27 mai 2014.

- WB, « Migration and Remittances : Recent Developments and Outlook », 11 avril 2014, disponible à la page : http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief22.pdf, consulté le 16 juin 2014.

REMISES DES MIGRANTS DANS LE CADRE TRANSNATIONAL

Ouvrages

- BAROU Jacques, *La Planète des migrants : circulations migratoires et constitution de diasporas à l'aube du XXIe siècle*, Grenoble, PUG, 2007, p. 50-90.

Documents officiels

- IONESCU Dina, « Engaging Diasporas as Development Partners for Home and Destination Countries: Challenges for Policymakers », IOM, Genève, 6 novembre 2006, p. 10-50.

- OCDE, *Harnessing the skills of migrants and diasporas to foster development* , 2012, disponible à la page : http://www.oecd.org/migration/Policy_Brief_Migrants_En_BD%20DEFINITIF.pdf, consulté le 6 juin 2014.

Articles scientifiques

- « Diasporas and development in post-communist Eurasia », *Migration Information Source*, 28 juin 2014, disponible à la page : http://www.migrationpolicy.org/article/diasporas-and-development-post-communist-eurasia, consulté le 28 août 2014.OROZCO Manuel, « Latino hometown associations as agents of development in Latin America », juin 2000, p. 1-19, disponible à la page : http://www.thedialogue.org/PublicationFiles/Orozco%20Assoc%20-%20HTAs.pdf, consulté le 30 septembre 2014.

Sites internet

- IOM en Moldavie, « Diaspora », disponible à la page : http://www.iom.md/index.php/programs/migrationa-development/diaspora, consulté le 27 septembre 2014.

- Projet du PNUD pour Kosovo « Diaspora Engagement in Economic Development », disponible à la page : http://www.ks.undp.org/content/kosovo/en/home/operations/projects/poverty_reduction/DEED/, consulté le 5 juin 2014.

- Projet du PNUD pour les Philippines, « Overseas Filipinos Remittances for Development », disponible à la page : http://www.cfo.gov.ph/index.php?option=com_content&view=article&id=1373:overseas-filipinos-remittances-for-development-of-red&catid=157:overseas-filipinos-remittances-for-development, consulté le 4 juin 2014.

MIGRATION, REMISES DES MIGRANTS ET RELATIONS DE GENRE

Ouvrage

- KAUFMANN Jean-Claude, *Sociologie du couple*, PUF, Paris, 2010, p. 13.

Documents officiels

- IOM, *Abandoned wives of Tajik labor migrants*, IOM Study on the socio-economic characteristics of abandoned wives of Tajik labor migrants and their survival capabilities, Douchanbe, 2009, p. 10-30.

Articles scientifiques

- « Système social traditionnel de la société tadjike », *CA&CC Press*, disponible à la page : http://www.ca-c.org/datarus/st_08_bush_3.shtml, consulté le 20 juillet 2014.

- KHUSEYNOVA Gulchekhra, « Social and economic impacts of labor migration on migrants' households in Tajikistan : working out policy recommendations to address its negative effects », *Center for Public Policy Administration Capstones*, 26, 2013, disponible à la page : http://scholarworks.umass.edu/cppa_capstones/26, consulté le 4 août 2014.

Sites internet

- « Association internationale pour la protection des droits des femmes des migrants travailleurs » (en russe), disponible à la page : http://www.24.tj/OO-Mezhdunarodnaya-Associaciya-po-zashhite-prav-zhenshhin-trudovih-migrantov-objcat220.html, consulté le 10 août 2014.

- « Behind the wheel : a look at the Women, Tajikistan's Russia-bound men leave behind », *GlobalVoices*, 24 août 2014, source sonore disponible à la page : http://globalvoicesonline.org/2014/08/24/behind-the-wheel-a-look-at-the-women-tajikistans-russia-bound-men-leave-behind/, consulté le 24 août 2014.

- « Remise des certificats sur le nouveau programme entre Russie et Tadjikistan » (en russe), *Asia Plus*, 25 septembre 2013, disponible à la page : http://news.tj/ru/news/vrucheny-svidetelstva-pervym-pereselentsam-iz-tadzhikistana-v-rossiyu-po-novoi-gosprogramme, consulté le 13 août 2014.

- « Tadjikistan : les mariages précoces comme une conséquence de la migration » (en russe), Service russe de la *BBC*, 21 mars 2013, disponible à la page : http://www.bbc.co.uk/russian/international/2013/03/130321_tajikistan_demographics.shtml, consulté le 7 août 2014.

- « Tajik women face divorce epidemic », *BBC*, le 13 octobre 2013, disponible à page : http://www.bbc.com/news/world-asia-19920528, consulté le 5 août 2014.

- MAYETNAYA Elisaveta, « Les Tadjiks changent leurs épouses pour les femmes russes » (en russe), *Izvestiya*, disponible à la page : http://izvestia.ru/news/497682, consulté le 12 août 2014.

- SARKOROVA Anora, « Les muftis tadjiks veulent interdire le divorce par téléphone » (en russe), Service russe de la *BBC*, 14 avril 2011, disponible à la page : http://www.bbc.co.uk/russian/society/2011/04/110411_tajik_telephone_divorce.shtml , consulté le 6 août 2014.

- Site officiel de l'Association nationale des femmes d'affaires au Tadjikistan (en russe), disponible à la page : http://nabwt.tj, consulté le 11 août 2014.

Articles scientifiques

- COHN D'Vera, GONZALEZ-BARRERA Ana et CUDDINGTON Danielle, « Remittances to Latin America Recover – but Not to Mexico », *Pew Research Hispanic Trends Project*, 15 novembre 2013, p. 7-40, disponible à la page : http://www.pewhispanic.org/2013/11/15/remittances-to-latin-america-recover-but-not-to-mexico/, consulté le 10 juin 2014.

- PEYROUSE Sébastien, « Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie », *Espace populations sociétés*, n° 1, 2007, p. 47-57.

- ROLLAN Françoise, « Les migrations forcées en Asie centrale post-soviétique 1991-2005 », *Espace populations sociétés*, n° 1, 2007, p. 33-45, disponible à la page : http://eps.revues.org/1911?lang=en, consulté le 11 juin 2014.

Documents officiels

- BOURENANE Naceur, BOURJIJ Saïd et LHÉRIAU Laurent, « Réduire les coûts des transferts des migrants et optimiser leur impact sur le développement : Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc », Ministère des Finances et des Comptes publics et ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, décembre 2011, disponible à la page : https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/337383, consulté le 13 juillet 2014.

- FAJNZYLBER Pablo et LOPEZ Humberto J., « Remittances and development : Lessons from Latin America », BM, Washington DC, 2008, p. 100-270.

- FIDA, *Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace*, Rome, 2013, p. 8-20, disponible à la page : http://www.ifad.org/remittances/events/2013/globalforum/resources/sendingmoneyasia.pdf, consulté le 11 juin 2014.

- WB, *Bilateral Remittance Estimates for 2012 using Migrant Stocks, Host Country Incomes, and Origin Country Incomes*, mai 2013, disponible à la page : http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/

0,,contentMDK:22803131~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html, consulté le 19 juin 2014.

- WB, *Bilateral Remittances Matrices ; Migrant remittance inflows*, octobre 2014, disponible à la page : http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,,contentMDK:22803131~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html, consulté 12 juin 2014.

Sites internet

- « La Russie va durcir sa politique vers l'Asie centrale » (en russe), *Rosbalt*, 5 février 2014, disponible à la page : http://www.rosbalt.ru/exussr/2014/02/05/1229621.html, consulté le 3 août 2014.

- « Matricula Consular, documento para vivir en EU », 1er décembre 2011, disponible à la page : http://www.eluniversalsanantonio.mx/12397.html, consulté le 16 septembre 2014.

- AFDB, « *AfDB Supports the Africa Remittances and Money Transfer Markets Forum* », disponible à la page : http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-supports-the-africa-remittances-and-money-transfer-markets-forum-11622/, consulté le 30 mai 2014.

- DOYLE Mark « Africans' remittances outweigh Western aid », *BBC*, 17 avril 2013, disponible à la page : http://www.bbc.com/news/world-africa-22169474, consulté le 8 juin 2014.

- FIDA, « Africa, In all of Western Africa… 70 per cent of payments are handed by one money transfer operator », disponible à la page : http://www.ifad.org/remittances/maps/africa.htm, consulté le 18 juin 2014.

- Inter-American Dialogue, « *Remittances and development* », disponible à la page : http://www.thedialogue.org/remittancesmigration, consulté le 31 mai 2014.

- OCDE, « Le programme de l'OCDE pour la compétitivité en Eurasie du Secrétariat générale des relations globales de l'OCDE », disponible à la page : http://www.oecd.org/globalrelations/eurasia.htm, consulté le 12 juin 2014.

- Press Secretary of the Representation of the Ministry of Labour, Employment and Migration of the Republic of Tajikistan in the Russia Federation, « The State Duma has ratified the Agreement between Russia and Tajikistan on the terms of residences of Tajikistan's citizens in Russia » (en russe), 23 décembre 2013, disponible à la page : http://tajmigration.ru/news/74-gosduma-ratificirovala-soglashenie-mezhdu-rossiey-i-tadzhikistanom-o-poryadke-prebyvaniya-grazhdan-rt-na-territorii-rf.html, consulté le 22 juin 2014.

- ZUBER Sylvian, « La chute de l'URSS et ses conséquences économiques et sociales en Asie centrale », *Les yeux du Monde*, 22 novembre 2013, disponible à la page : http://les-yeux-du-monde.fr/histoires/15883-la-chute-de-lurss-ses-consequences, consulté le 9 juin 2014.

MIGRATION ET REMISES DES MIGRANTS EN ASIE CENTRALE ET AU TADJIKISTAN

Documents officiels

- « National development strategy of the republic of Tajikistan for the period to 2015 », Douchanbe, 2007, p. 4-10, disponible à la page : http://www.carecprogram.org/uploads/docs/TAJ-National-Development-Strategy-en.pdf, consulté le 5 juillet 2014.

- ILO, *Migrant Remittances to Tajikistan: The Potential for Savings, Economic Investment and Existing Financial Products to Attract Remittances*, Moscou, 2010, p. 1-65.

- ILO, *Migration and Development in Tajikistan – Emigration, Return and Diaspora*, Moscou, 2010, p. 1-90.

- IOM, *Labour migration and the emergences of private employment agencies in Tajikistan: A review of current law and practice*, Genève, 2009, p. 1-30.

- IOM, *Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation*, Douchanbe, 2014, p. 5-30.

- MUGHAL Abdul-Ghaffar Mughal, « Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan », Douchanbe, IOM, 2007, p. 1-200.

- OLIMOVA Saodat et BOSC Igor, *Labour Migration from Tajikistan*, *IOL*, Douchanbe, 2003, p. 26-65.

- THORNTON Grant, « Doing business in Tajikistan : Commercial guide for investors 2013 », 2013, p. 4-29, disponible à la page : http://grantthornton.tj/uploads/Doing_Business_in_Tajikistan_2013.pdf, consulté le 23 juin 2014.

Articles scientifiques

- DOWLING Malcolm et WIGNARAJA Ganesh, « Central Asia after 15 years of transition : growth, regional cooperation and policy choices », *Asia-Pacific Development Journal*, 2, vol. 13, 2006, p. 113-138, disponible à la page : http://www.unescap.org/sites/default/files/apdj-13-2-6-dowling-wignaraja_0.pdf, consulté le 24 juin 2014.

- MUKOMEL Vladimir, « Discrimination à l'égard des minorités ethniques dans les marchés du travail et du logement » (en russe), *Indem*, disponible à la page : http://www.indem.ru/ceprs/Minorities/DiskrTrJil.htm#_ftn1, consulté le 21 juillet 2014.

- PANTUCCI Rafaello et PETERSEN Alexandros, « Beijing lays the groundwork in Tajikistan: A view from the Ground », *China Brief*, 11, vol. 12, 25 mai 2012, p. 41-55.

Sites internet

- « Combien de migrants sont en Russie » (en russe), *Commercant.ru*, 23 septembre 2013, disponible à la page : http://www.kommersant.ru/doc/2284497, consulté le 2 août 2014.

- « Présentation du Tadjikistan », *France Diplomatie*, disponible à la page : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/, consulté le 21 juin 2014.

- « SFM a découvert le nombre de migrants illégaux en Russie » (en russe), *Itar-Tass*, 22 mars 2013, disponible à la page : http://vz.ru/news/2013/3/22/625536.html, consulté le 1er août 2014.

- « Transfert d'argent – le système du choix du service des transferts de fonds internationaux » (en russe), disponible à la page : http://mt.euservice24.info/port.php?beginn=0&o=84, consulté le 14 juillet 2014.

- Ministère du Développement économique et du Commerce de la République du Tadjikistan, disponible à la page : http://www.medt.tj/index.php/ru/, consulté le 20 septembre 2014.

- WB, « Migration and remittances flows in Europe and Central Asia : Recent trends and outlook, 2013-2016 », 2 octobre 2013, disponible à la page : http://www.worldbank.org/en/news/feature/2013/10/02/migration-and-remittance-flows-in-europe-and-central-asia-recent-trends-and-outlook-2013-2016, consulté le 30 juillet 2014.

REMISES DES MIGRANTS ET INCLUSION DANS LE SECTEUR FINANCIER

Documents officiels

- FMI, *Balance of payments and international investment position manual*, Washington DC, 2009, p. 210-250.

- International Finance Cooperation, *Financial Literacy in Tajikistan*, Azerbaijan and Central Asia Financial Markets Infrastructure Advisory Services Project, 15 décembre 2012, disponible à la page : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/43c1d4804f50cb66b0cffe032730e94e/ACAFI_TJ_PhotoReport_FinLit_Dec15-2012.pdf?MOD=AJPERES, consulté le 14 juin 2014.

- WB, *Improving Consumer Protection and Financial Literacy in Tajikistan*, 11 juillet 2014, disponible à la page : http://www.worldbank.org/en/news/feature/2013/07/11/improving-consumer-protection-and-financial-literacy-in-tajikistann, consulté le 1er octobre 2014.

- WB, *Tajikistan Diagnostic Review of Consumer Protection and Financial Literacy*, vol. II, Comparison with Good Practices, Washington DC, avril 2013, disponible à la

page : http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/07/03/000445729_20130703113837/Rendered/PDF/790030v20REVIS0ox0377368B00PUBLIC0.pdf, consulté le 15 juin 2014.

Articles scientifiques

- SCARPA Robert, « Questions sur les présupposés culturels de l'entretien individuel de travail social », *De Boeck Supérieur*, n° 2, vol. 21, 2009, p. 53-63, disponible à la page : http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=PP_021_0053, consulté le 21 septembre 2014.

Site internet

- HUGO Sarah, « Project Results : Financial Services for remittance receivers in Tajikistan and the Kyrgyz Republic », Developing Markets Associates, 15 novembre 2012, disponible à page : http://www.developingmarkets.com/project-results-tajikistan-and-the-kyrgyz-republic, consulté le 14 juin 2014.

- Carte du Tadjikistan, disponible à la page : http://geology.com/world/tajikistan-satellite-image.shtml, consulté le 14 septembre 2014.

LES RELATIONS BILATÉRALES ET INTERNATIONALES DU TADJIKISTAN

Documents officiels

- UNDP, *Investing in sustainable development : Millennium Development Goals, Needs Assessment, Overview, Tajikistan*, Douchanbe, mai 2005, p. 5-17, disponible à la page : http://www.undp.tj/files/reports/mdg_overview_eng.pdf, consulté le 2 juillet 2014.

Articles scientifiques

- GANGULI Ina, « Tajik labor to Russia : Is Tajikistan at a crossroads? », *IREX*, septembre 2009, p. 1-6, disponible à page : http://www.irex.org/resource/tajik-labor-migration-russia-tajikistan-crossroads-research-brief, consulté le 29 juin 2014.

- LARUELLE Marlène, « Central Asian Labor Migrants in Russia : The "Diasporization" of the Central Asian States?, Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 5, n° 3, 2007, p. 101-119, disponible à la page : http://www.silkroadstudies.org/new/docs/CEF/Quarterly/August_2007/Laruelle.pdf, consulté le 1er octobre 2014.

Sites internet

- « La population de la Russie en janvier-juillet 2013 a dépassé à 143,5 millions de personnes » (en russe), *RBK*, 18 septembre 2013, disponible à la page : http://www.rbc.ru/rbcfreenews/20130918160045.shtml, consulté le 7 juillet 2014.

- « Les autorités tadjikes ont interdit le film "Nasha Russia : le sort des œufs"», *Svobodnaya pressa*, 6 avril 2010, disponible à la page : http://svpressa.ru/culture/news/23540/, consulté le 27 juillet 2014.

- « Les envois de fonds en Russie, dans la CEI et dans plusieurs autres pays étrangers à travers de téléphones mobiles », disponible à la page : http://unistream.ru/transfers/channels/mobile-phone/, consulté le 18 juillet 2014.

- « MAE de la Russie et du Tadjikistan ont examiné les perspectives de la coopération » (en russe), *RIA Novosti*, 30 juillet 2014, disponible à la page : http://www.cis.minsk.by/news.php?id=3384, consulté le 30 juillet 2014.

- « Tajik citizens have been denied the entry to Russia », *Nur KZ*, 23 juillet 2014, disponible à la page : http://news.nur.kz/318791.html, consulté le 23 juillet 2014.

- FASKHUTDINOV G., « Nous ne sommes pas des rouleaux » (en russe), *Ariana*, 25 novembre 2014, disponible à la page : http://www.ariana.su/?S=2.1210251500, consulté le 25 novembre 2014.

- PARFENOV Alexander, « Marché des envois de fonds de la Russie – les restrictions auront une incidence sur le Tadjikistan » (en russe), *NV News*, 20 août 2014, disponible à la page : http://nv-news.com/index.php?nma=news&fla=stat&nums=9297, consulté le 20 août 2014.

- Président de la République du Tadjikistan, « Tajikistan and the world community », disponible à la page : http://www.president.tj/en/taxonomy/term/5/19, consulté le 1er juillet 2014.
- Programme de l'État pour aider à la réinstallation volontaire dans la Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger (en russe), disponible à la page : http://www.mid.ru/bdomp/sitemap.nsf/kartaflat/03.04.06, consulté le 10 septembre 2014.
- Site officiel du mouvement public russe Travailleurs migrants tadjiks (en russe), disponible à la page : http://tajmigrant.com/o_dvizhenii.html, consulté le 1er septembre 2014.
- TRILLING David, « Tajikistan : Migrant remittances now exceed half of GDP », *Eurasianet*, 15 avril 2014, disponible à la page : http://www.eurasianet.org/node/68272, consulté le 17 octobre 2014.

Sitographie (consulté régulièrement)

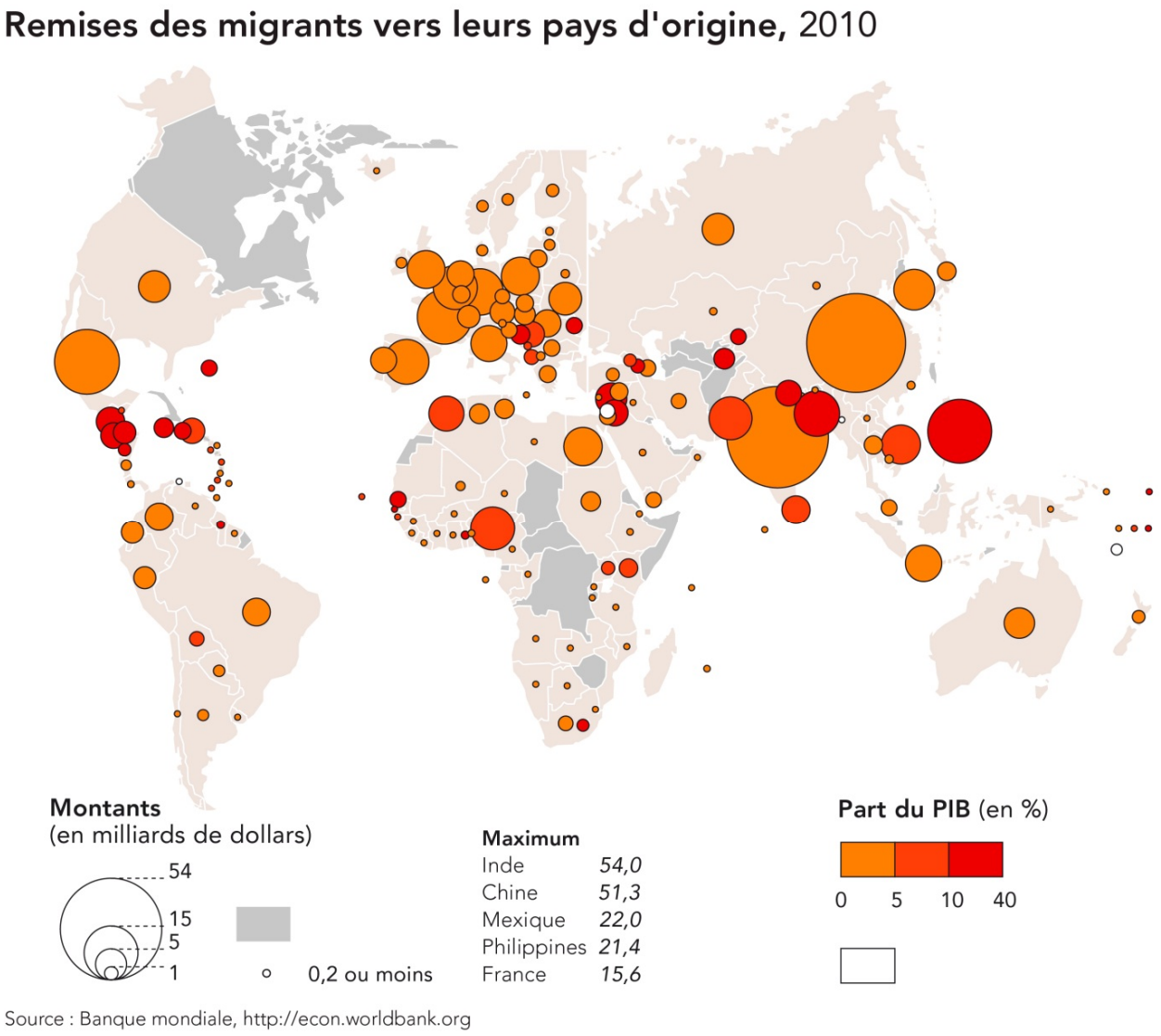
- Agence statistique auprès du président de la République de Tadjikistan, TajStat : http://www.stat.tj/en/news/70/.
- Bureau de l'OIM au Tadjikistan : http://www.iom.tj/.
- Bureau de l'USAID au Tadjikistan : http://www.usaid.gov/tajikistan.
- Bureau de la BERD au Tadjikistan : http://www.ebrd.com/pages/country/tajikistan.shtml.
- Bureau du PNUD au Tadjikistan : http://www.tj.undp.org/content/tajikistan/en/home.html.
- Données statistiques de la BM : http://data.worldbank.org/.
- Fonds international pour le développement agricole (FIDA) : http://www.ifad.org/index.htm.
- Fonds monétaire international : http://www.imf.org/external/index.htm.

- GIZ : http://www.giz.de/en/worldwide/382.html.
- Organisation de coopération et de développement économiques : http://www.oecd.org/.
- Organisation internationale des Migrations : http://www.iom.int/cms/home.
- Organisation internationale du Travail : http://www.ilo.org/global/lang--en/index.htm.
- Service des migrations du Tadjikistan : http://www.migration.tj/.
- Service fédéral des migrations de la Russie : http://www.fms.gov.ru/.
- Service fédéral des statiques de la Russie : http://www.gks.ru/.
- Site de la BM sur les frais et les couloirs des transferts de l'argent : http://remittanceprices.worldbank.org/en.

Annexes

Annexe I. Remises des migrants vers leur pays d'origine 120
Annexe II. Les grands flux des migrations internationales 121
Annexe III. Évolution de l'APD de 2004 à 2013 122
Annexe IV. Évolution des TFM, de l'APD et de l'IDE vers les pays en développement 122
Annexe V. Exemple de carte de « Matricula Consular » 123
Annexe VI. Flux des transferts par les régions 123
Annexe VII. Les gros bénéficiaires des TFM en 2013 en termes de volumes reçus et de pourcentage du PIB 124
Annexe VIII. Nombre des migrants de l'Asie centrale en Russie en 2013 125
Annexe IX. Carte du Tadjikistan 126
Annexe X. Information sur les oblasts au Tadjikistan 127
Annexe XI. Indicateurs de développement humain en Asie centrale en 1991 128
Annexe XII. Déclin économique au Tadjikistan et en Asie centrale 129
Annexe XIII. Évaluation du PIB au Tadjikistan (1990-2012) 129
Annexe XIV. Comparaison des TFM, de l'APD, des IDE et des exportations pour le Tadjikistan 130
Annexe XV. Images de la brochure 131
Annexe XVI. Tendances de la migration en Russie depuis le Tadjikistan 132
Annexe XVII. Carte migratoire avec les parties A et B 133
Annexe XVIII. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan entre 2002-2013 135
Annexe XIX. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan de la Russie 135
Annexe XX. Tendance de la pauvreté au Tadjikistan 136
Annexe XXI. Hiérarchie des besoins selon Maslow 136
Annexe XXII. Opérateurs de transferts d'argent sur le corridor entre la Russie et le Tadjikistan 137
Annexe XXIII. Mécanisme hawala de transfert de fonds des migrants 137
Annexe XXIV. Proposition de l'OCDE 138
Annexe XXV. Remises des migrants et autres sources de revenus externes en pourcentage du PIB du Tadjikistan 139
Annexe XXVI. Organigramme du Service de la migration auprès du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Migration du Tadjikistan 140
Annexe XXVII. Entretien à l'OCDE 141
Annexe XXVIII. Entretien avec une épouse de migrant en Russie 150
Annexe XXIX. Enquête effectuée par l'auteur pour la présente recherche 157

Annexe I. Remises des migrants vers leur pays d'origine



© FNSP. Sciences Po - Atelier de cartographie, 2012

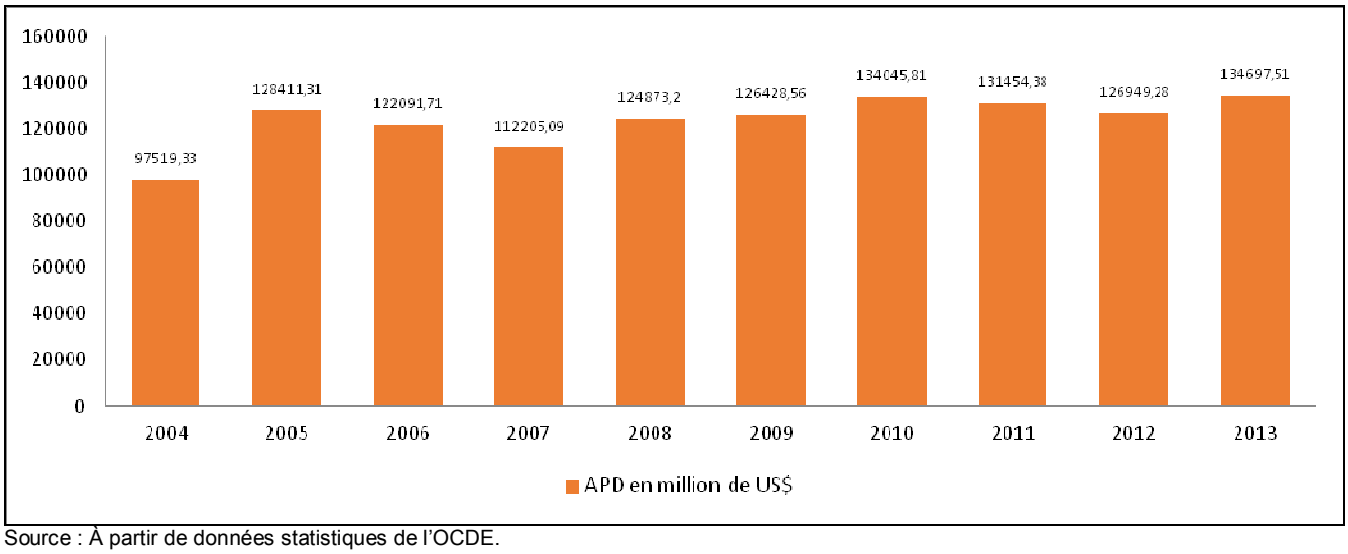
Source : « Carte des remises des migrants vers leur pays d'origine, 2010 », Atelier de cartographie de Sciences-Po.

Annexe II. Les grands flux des migrations internationales



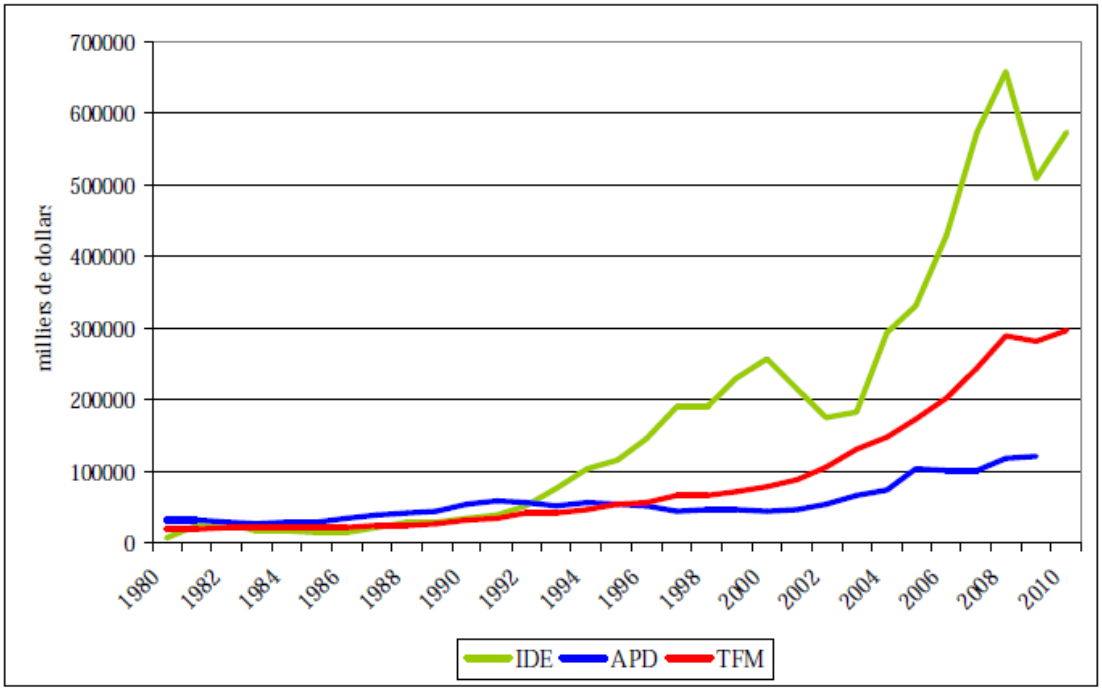
Source : Lydie Fournier, « Les migrations internationales », *Sciences humaines*, 15 juillet 2011, disponible à la page : http://www.scienceshumaines.com/les-migrations-internationales_fr_24921.html, consulté le 15 octobre 2014.

Annexe III. Évolution de l'APD de 2004 à 2013



Source : À partir de données statistiques de l'OCDE.

Annexe IV. Évolution des TFM, de l'APD et de l'IDE vers les pays en développement



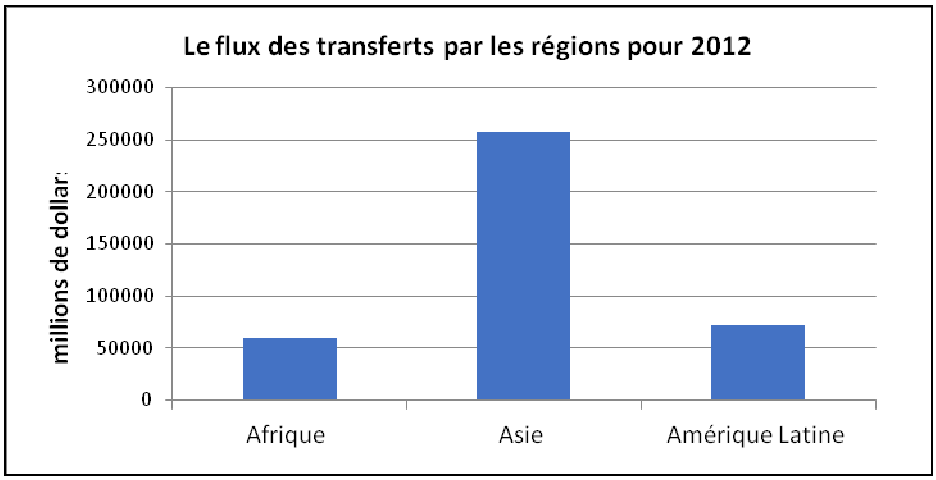
Source : Marie Coiffard, *Les Déterminants et impacts macroéconomique des transferts des fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, thèse soutenue à Grenoble le 2 décembre 2011, basée sur les données de la CNUCED.

Annexe V. Exemple de carte de « Matricula Consular »



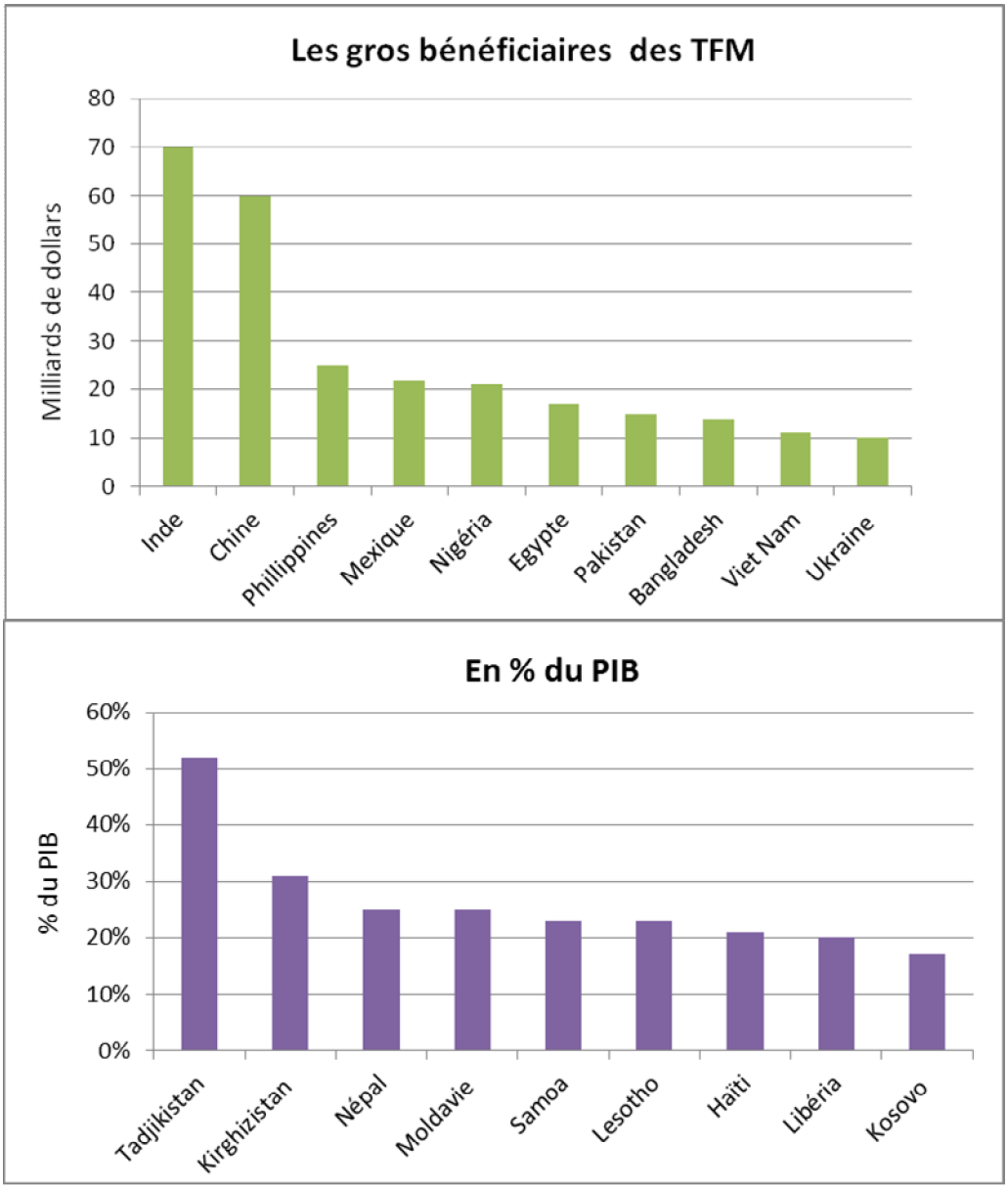
Source : « Matricula Consular, documento para vivir en EU », 1er décembre 2011 disponible à la page : http://www.eluniversalsanantonio.mx/12397.html.

Annexe VI. Flux des transferts par les régions



Source : FIDA, « Sending Money Home to Asia, Trends and opportunities in the world's largest remittance marketplace », Rome, 2013, p. 8-20.

Annexe VII. Les gros bénéficiaires des TFM en 2013 en termes de volumes reçus et de pourcentage du PIB



Source : À partir de données de la BM, « Les envois de fonds vers les pays en développement resteront importants cette année, malgré l'augmentation des expulsions de travailleurs migrants, selon la BM », Washington DC, 11 avril 2014, disponible à la page: http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/11/remittances-developing-countries-deportations-migrant-workers-wb.

Annexe VIII. Nombre des migrants de l'Asie centrale en Russie en 2013

Pays de l'Asie centrale	Nombre total de migrants
Total pour la Russie	482 241
Kazakhstan	51 958
Kirghizistan	30 388
Tadjikistan	51 011
Turkménistan	5 986
Ouzbékistan	118 130

Source : À partir de données du Service fédéral des statistiques de la Russie.

Il faut souligner que ce sont des données officielles. Le nombre réel de migrants, surtout de ceux qui ont un statut irrégulier, est beaucoup plus élevé.

Annexe IX. Carte du Tadjikistan



Source : Carte du Tadjikistan, disponible à la page : http://geology.com/world/tajikistan-satellite-image.shtml.

Annexe X. Information sur les oblasts au Tadjikistan

N	Oblasts (viloyats)	Centre administratif (capitale)	Population en 2013 (en milliers de personnes)	Superficie (en milliers de km^2)
1.	Régions de subordination républicaine (Nohiyahoi tobie Jumhurii)	Douchanbe	1 832,2	28,6
2.	Le Haut-Badakhshan -GBAO (Oblast autonome de Gorno-Badakhshan)	Khorugh	210,2	64,1
3.	**Sughd**	Khodjent	2 349	25,2
4.	**Khalton**	Qurghonteppa	2 831,7	24,6
5.	**Douchanbe (capitale)**	--	764,3	0,1
Tadjikistan – TOTAL		--	7 987,4	142,6

Source : À partir des données de Tajstat.

Annexe XI. Indicateurs de développement humain en Asie centrale en 1991

Pays	Espérance de vie	Taux d'alphabétisation des adultes	PIB par habitant (US$)	PNUD IDH
Kazakhstan	69	97,5 %	4,490	0,774
Kirghizistan	68	97,0 %	3,683	0,685
Tadjikistan	70	96,7 %	2,180	0,629
Turkménistan	66	97,7 %	3,540	0,697
Ouzbékistan	69	97,2 %	2,790	0,664

Source : À partir des données du rapport de l'OIM, « Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan », Douchanbe, 2007, p. 1-200.

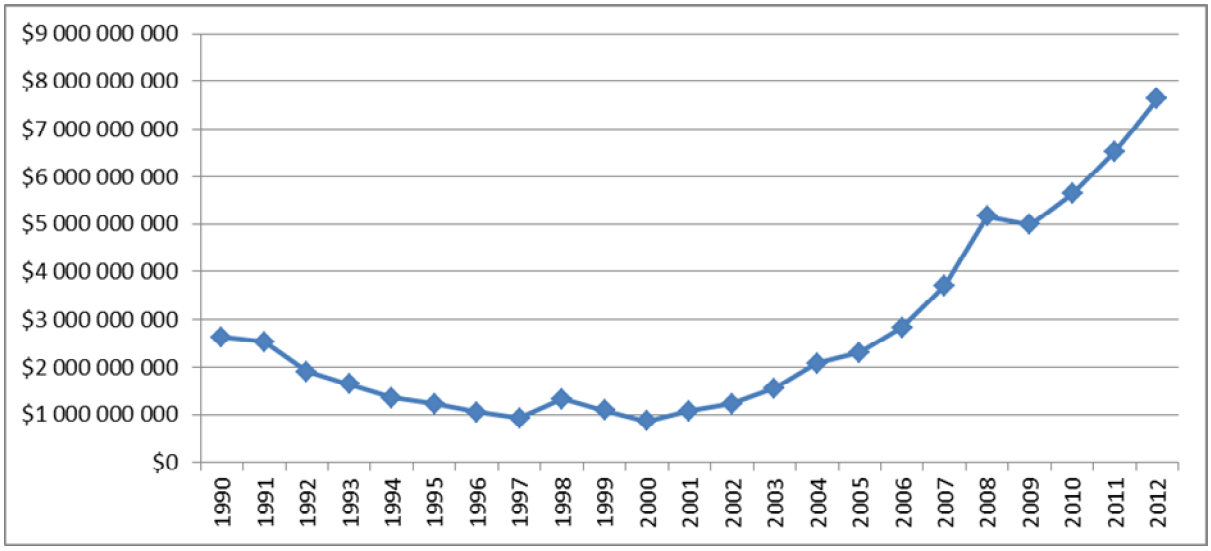
Il faut noter que l'IDH médium se situe entre 0,710 et 0,536.

Annexe XII. Déclin économique au Tadjikistan et en Asie centrale

Pays	Produit intérieur brut	
	Croissance du PIB (% annuel)	Croissance du PIB par habitant (% annuel)
Économie	**1990-2001**	**1990-2001**
Kazakhstan	-2,8	-1,9
Kirghizistan	-2,9	-3,9
Tadjikistan	-8,5	-9,9
Turkménistan	-2,8	-6,1
Ouzbékistan	0,4	-1,5
Monde	2,7	1,2
Pays à faible revenu	3,4	1,4

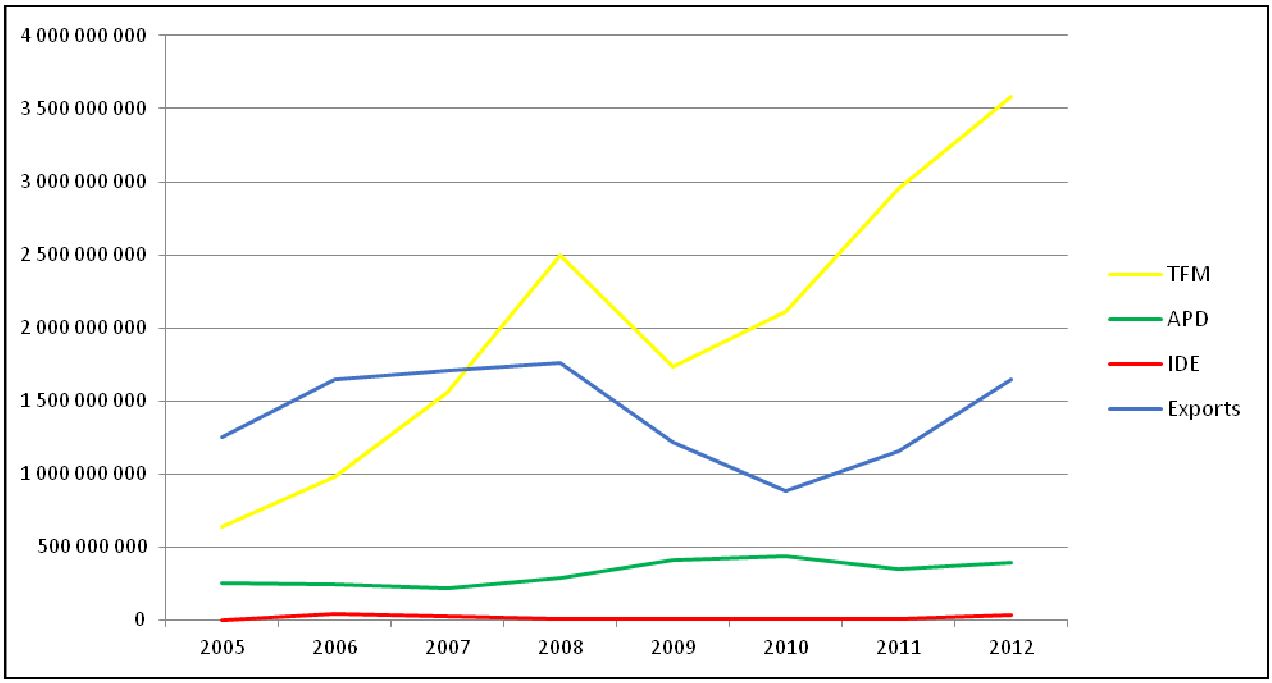
Source : À partir des données du rapport de l'OIM, « Migration, Remittances, and Living Standards in Tajikistan », Douchanbe, 2007, p. 1-200.

Annexe XIII. Évaluation du PIB au Tadjikistan (1990-2012)



Source : À partir de données de la BM.

Annexe XIV. Comparaison des TFM, de l'APD, des IDE et des exportations pour le Tadjikistan



Source : À partir de données de la BM.

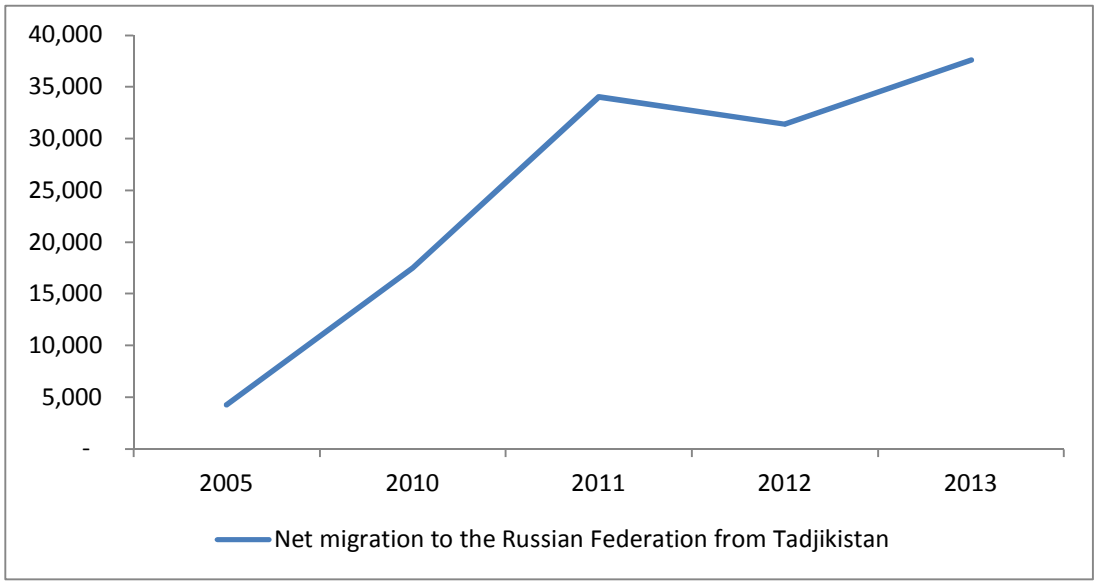
Annexe XV. Images de la brochure





Source : G. Faskhutdinov, « Nous ne sommes pas des rouleaux » (en russe), *Ariana*, 25 novembre 2014, disponible à la page : http://www.ariana.su/?S=2.1210251500.

Annexe XVI. Tendances de la migration en Russie depuis le Tadjikistan

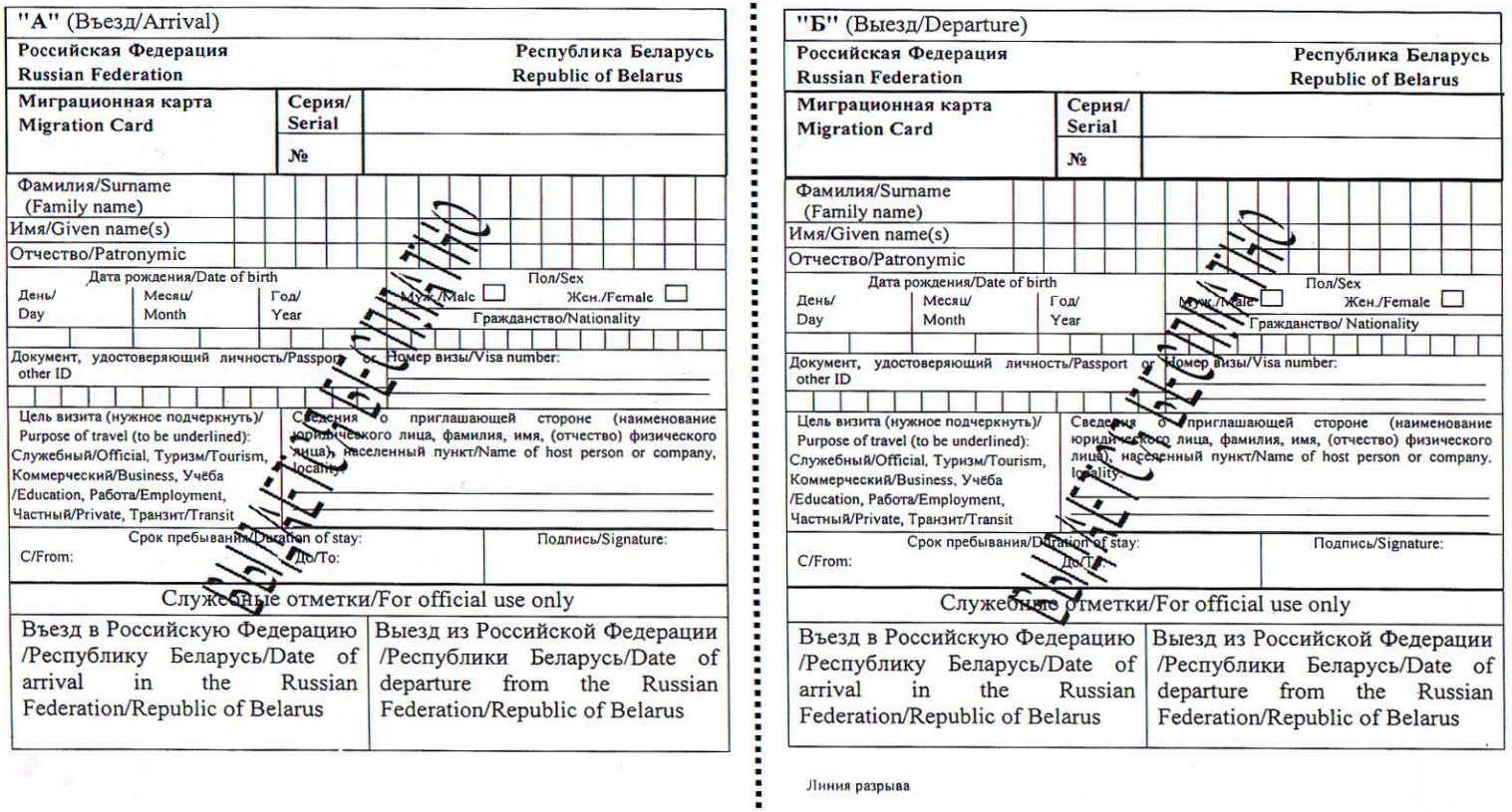


Source : Données du programme de l'OCDE sur l'Eurasie.

Annexe XVII. Carte migratoire avec les parties A et B

Приложение № 1

к Протоколу между Министерством внутренних дел Российской Федерации и Министерством внутренних дел Республики Беларусь о порядке реализации Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Беларусь об использовании миграционной карты единого образца от 5 октября 2004 года



"А" (Въезд/Arrival)

Российская Федерация / Russian Federation — Республика Беларусь / Republic of Belarus

Миграционная карта / Migration Card — Серия/Serial — №

Фамилия/Surname (Family name)

Имя/Given name(s)

Отчество/Patronymic

Дата рождения/Date of birth: День/Day; Месяц/Month; Год/Year

Пол/Sex: Муж./Male; Жен./Female

Гражданство/Nationality

Документ, удостоверяющий личность/Passport or other ID

Номер визы/Visa number:

Цель визита (нужное подчеркнуть)/Purpose of travel (to be underlined): Служебный/Official, Туризм/Tourism, Коммерческий/Business, Учёба /Education, Работа/Employment, Частный/Private, Транзит/Transit

Сведения о приглашающей стороне (наименование юридического лица, фамилия, имя, (отчество) физического лица), населенный пункт/Name of host person or company, locality:

Срок пребывания/Duration of stay: C/From: До/To:

Подпись/Signature:

Служебные отметки/For official use only

Въезд в Российскую Федерацию /Республику Беларусь/Date of arrival in the Russian Federation/Republic of Belarus

Выезд из Российской Федерации /Республики Беларусь/Date of departure from the Russian Federation/Republic of Belarus

Линия разрыва

"Б" (Выезд/Departure)

Российская Федерация / Russian Federation — Республика Беларусь / Republic of Belarus

Миграционная карта / Migration Card — Серия/Serial — №

Фамилия/Surname (Family name)

Имя/Given name(s)

Отчество/Patronymic

Дата рождения/Date of birth: День/Day; Месяц/Month; Год/Year

Пол/Sex: Муж./Male; Жен./Female

Гражданство/ Nationality

Документ, удостоверяющий личность/Passport or other ID

Номер визы/Visa number:

Цель визита (нужное подчеркнуть)/Purpose of travel (to be underlined): Служебный/Official, Туризм/Tourism, Коммерческий/Business, Учёба /Education, Работа/Employment, Частный/Private, Транзит/Transit

Сведения о приглашающей стороне (наименование юридического лица, фамилия, имя, (отчество) физического лица), населенный пункт/Name of host person or company, locality:

Срок пребывания/Duration of stay: C/From: До/To:

Подпись/Signature:

Служебные отметки/For official use only

Въезд в Российскую Федерацию /Республику Беларусь/Date of arrival in the Russian Federation/Republic of Belarus

Выезд из Российской Федерации /Республики Беларусь/Date of departure from the Russian Federation/Republic of Belarus

Оборотная сторона части "А"

Внимание:

1. Иностранный гражданин заполняет части "А" и "Б" миграционной карты, подписывает и лично предъявляет их должностному лицу соответствующего компетентного органа вместе с документом для выезда за границу.
2. Графы миграционной карты заполняются иностранным гражданином чернилами в русской или латинской транслитерации на основании документа для выезда за границу разборчиво печатными буквами, без помарок и исправлений, в строго отведённых разделах и графах.
3. Для обозначения пола иностранного гражданина используется значок "X", проставляемый в соответствующих графах.
4. Согласно законодательству въехавший в Российскую Федерацию/Республику Беларусь иностранный гражданин обязан зарегистрироваться в органе регистрации по месту фактического проживания в течение 3 рабочих дней или в течение 1 дня при проживании в гостинице или иной организации, оказывающей гостиничные услуги.
5. Часть "Б" миграционной карты хранится у иностранного гражданина в течение всего периода его пребывания на территории Российской Федерации/Республики Беларусь и сдается должностным лицам соответствующего компетентного органа во время прохождения пограничного контроля при выезде в третье государство.

Attention:

1. Foreign nationals are requested to fill in both parts of the Migration Card ("A" and "Б") and present it to the Border Control Officer along with their passports or other travel documents.

2. Please fill in the Migration Card clearly, without blots or corrections by pen in Russian or Roman block letters according to your travel document strictly in the correspondent blanks.

3. Please use mark "X" to indicate your sex in the correspondent boxes.

4. Please be advised that according to the legislation in force foreign nationals entering the territory of the Russian Federation/Republic of Belarus must register in the local registration office of the Ministry of the Interior at the point of destination within 3 working days upon arrival or within 1 day in case of stay at a hotel or other organization rendering accommodation services.
5. Please keep your part "Б" of the Migration Card during the period of your stay in the territory of the Russian Federation/Republic of Belarus and submit it to the Border Control Officer while passing departure passport control procedure.

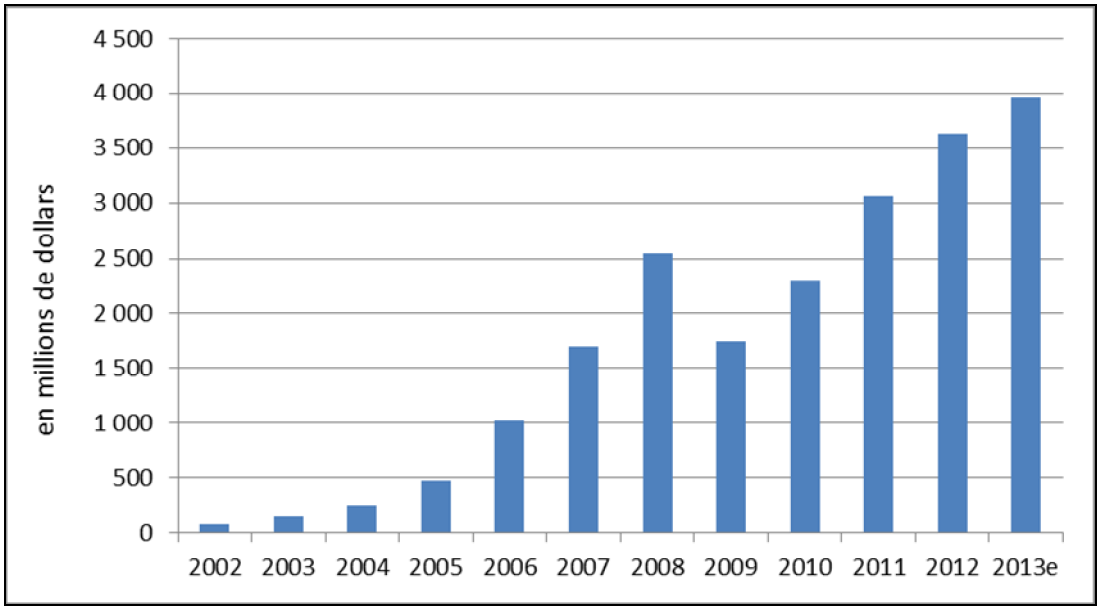
Оборотная сторона части "Б"

Регистрация и изменение срока временного пребывания в Российской Федерации/Республике Беларусь/Registration marks and changes in duration of temporary stay in the Russian Federation/Republic of Belarus

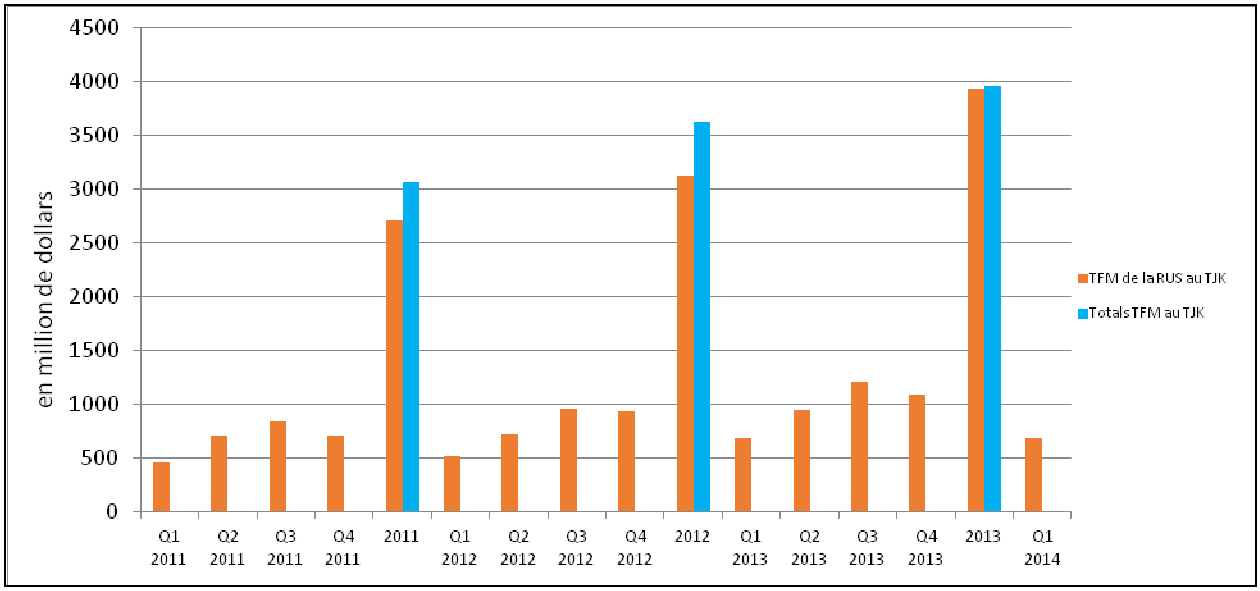
Линия разрыва

Source : Service fédéral des migrations de Russie.

Annexe XVIII. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan entre 2002-2013

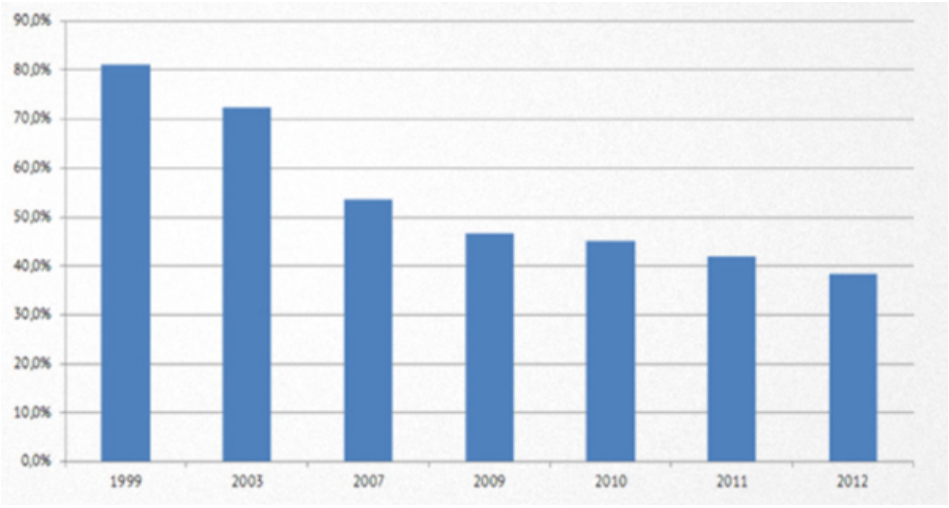


Annexe XIX. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan de la Russie



Source : À partir de données du Service fédéral des statistiques de Russie.

Annexe XX. Tendance de la pauvreté au Tadjikistan



Source : Ministère du Développement économique et du Commerce de la République du Tadjikistan, disponible à la page : http://www.medt.tj/index.php/ru/.

Annexe XXI. Hiérarchie des besoins selon Maslow



Source : Robert Scarpa, « Questions sur les présupposés culturels de l'entretien individuel de travail social », *De Boeck Supérieur*, 2, vol. 21, 2009, p. 53-63.

Annexe XXII. Opérateurs de transferts d'argent sur le corridor entre la Russie et le Tadjikistan

Les opérateurs de transferts d'argent	Vitesse de transfert	Couverture du réseau
1. Blizko	Moins d'une heure	Nationale
2. Zolotaya Korona	Moins d'une heure	Nationale
3. Leader	Moins d'une heure	Nationale
4. Unistream	Moins d'une heure	Nationale
5. Interexpress	Moins d'une heure	Nationale
6. Anelik	Jour suivant	Aire urbaine uniquement
7. Contact	Moins d'une heure	Nationale
8. Western Union	Moins d'une heure	Nationale
9. PrivatMoney	Moins d'une heure	Nationale
10. Bistraya Pochta (Fast Mail)	Moins d'une heure	Aire urbaine uniquement
11. Allure	Moins d'une heure	Nationale
12. Faster	Moins d'une heure	Nationale

Source : À partir de données de la BM sur les frais et les couloirs des transferts d'argent.

Annexe XXIII. Mécanisme *hawala* de transfert de fonds des migrants

Migrant pays A	Intermédiaire A	Intermédiaire B	Receveur pays B
Dollars/Roubles	→ Hawaladar/Posrednik A	→ Hawaladar/Posrednik B	→ Tadjiks somonis
	→ Hawaladar A transfère l'ordre de paiement à Hawaladar B. (Hawaladar B réclamera plus tard le règlement à Hawaladar A)		

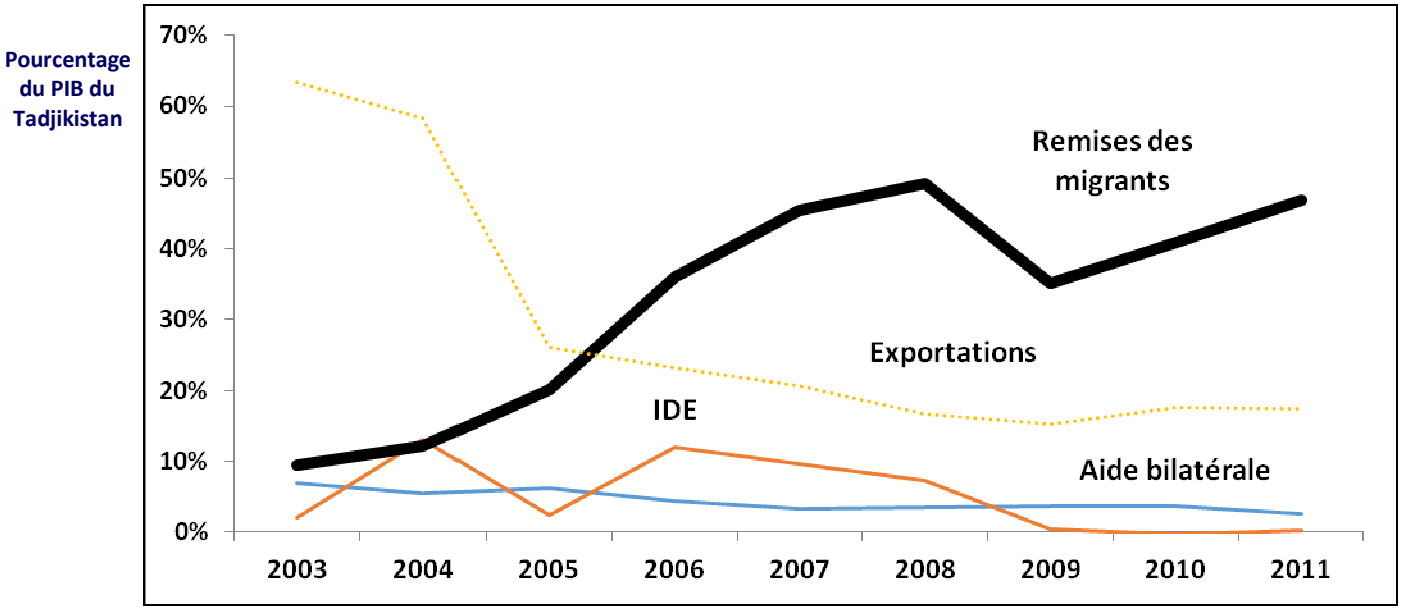
Source : Marie Coiffard, « Propositions pour une typologie des régulations Nord-Sud des transferts des fonds de migrants », *Note de travail*, 21, 2008, p. 1-18.

Annexe XXIV. Proposition de l'OCDE



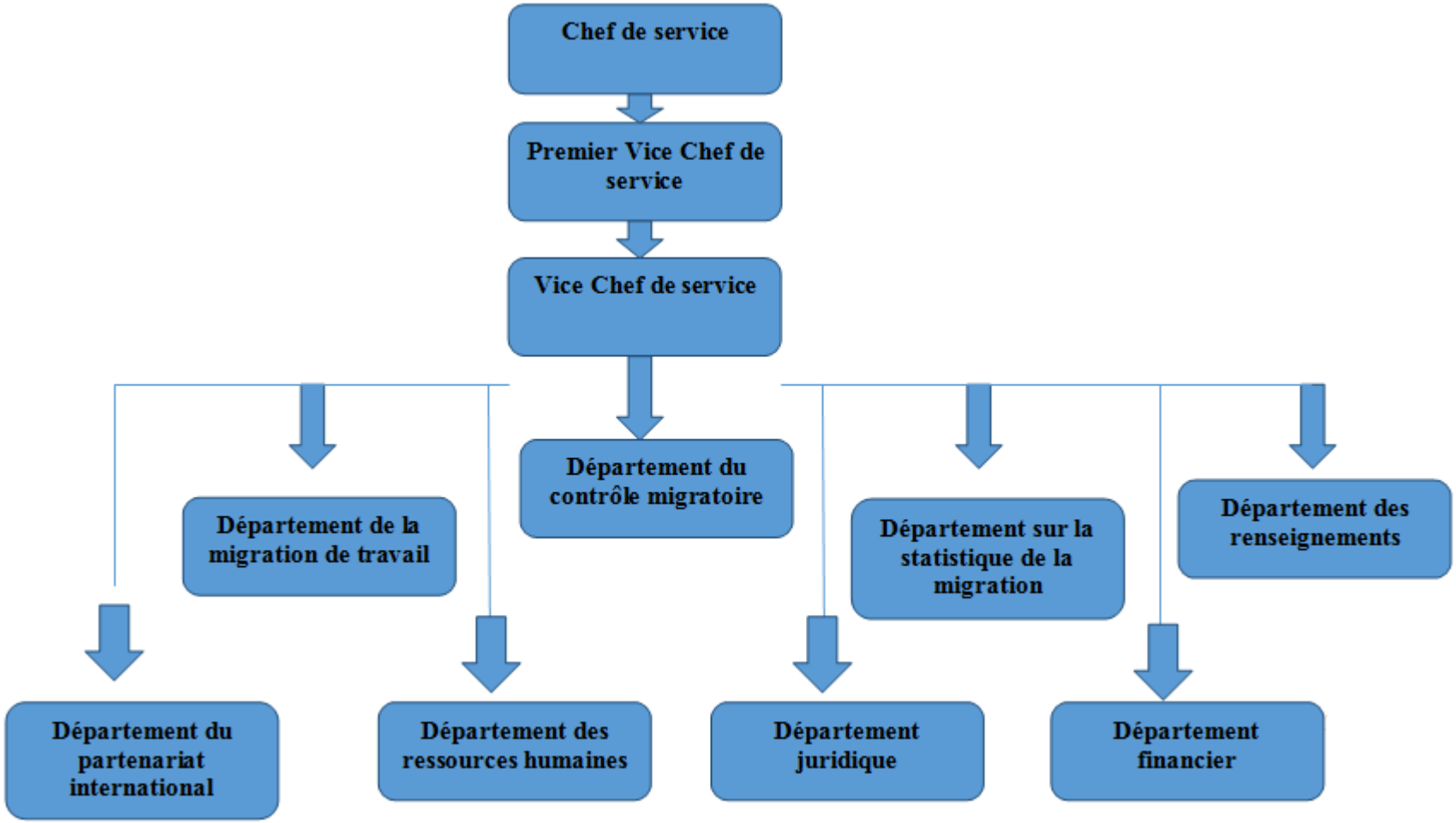
Source : Données du programme de l'OCDE sur l'Eurasie.

Annexe XXV. Remises des migrants et autres sources de revenus externes en pourcentage du PIB du Tadjikistan



Source : Données du programme de l'OCDE sur l'Eurasie.

Annexe XXVI. Organigramme du Service de la migration auprès du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Migration du Tadjikistan



Annexe XXVII. Entretien à l'OCDE

Entretien mené au siège de l'OCDE à Paris, le 21 juillet 2014, de 12 h 30 jusqu'à 14 h 30, avec des analystes du programme de l'OCDE pour la compétitivité en Eurasie du Secrétariat général des relations globales : Grégory Lecomte (chef de projet – GL), Sébastien Kupferschmid (analyste politique – SK), Gunay Faradova (GF).

- GF : Je voudrais vous remercier d'avoir trouvé du temps pour parler de ce projet. La question qui m'intéresse est : Comment choisissez-vous un pays pour votre projet ? Comment se passe ce choix, sur quels critères ?

- GL : Alors, pour mieux comprendre le choix du pays, ceci revient à expliquer l'histoire du programme Eurasie. Nous avons commencé il y a déjà 5 ans avec le projet pour le Kazakhstan. On considère ce pays le plus volontaire pour travailler avec nous, avec l'OCDE. Et puis, au bout de 3 ans, nous avons commencé à travailler, au niveau bilatéral, avec le Kirghizistan. Pourquoi le Kirghizistan ? Parce que c'est un pays relativement ouvert également, comme, je peux dire, le Kazakhstan. Pour nous, ce sont des pays qui sont ouverts aux organisations internationales, à la consultation avec les pays étrangers, à l'aide étrangère. Ensuite, notre choix est tombé sur un autre pays, qui est plus ouvert aussi, après les deux que je viens de mentionner (le Kazakhstan et le Kirghizistan), qui est le Tadjikistan. Il y avait aussi une demande de leur côté.

- GF : Il y avait une demande de leur côté ?

- GL : Oui, il y avait une sorte de demande de leur côté. J'imagine que notre intervention ou notre conseil sont bien perçus du côté tadjik. D'abord, sur le contenu du conseil, et aussi, j'imagine, en termes de visibilité pour eux, parce que c'est une opportunité pour eux de démontrer au reste des pays de la région qu'ils travaillent avec l'OCDE. J'imagine que c'est une bonne image pour eux aussi. C'est à la fois du contenu et de l'image qui sont des aspects positifs de leur côté. Mais si je réponds sur cette question : en effet, nous avons choisi les pays les plus ouverts. Premièrement, c'était le Kazakhstan, puis le Kirghizistan, et maintenant le Tadjikistan. Pour la prochaine étape, on espère élargir notre échelle : on va travailler avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan. On essaie d'établir des relations avec ces pays, ce qui n'est pas facile. Établir des relations avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan est beaucoup moins facile qu'avec les trois pays précédents.

- SK : Je veux aussi dire qu'en effet, c'est un travail régional qui est accordé par la réunion ministérielle.

- GL : Je résume. En effet, dans ce processus que je simplifie, il y a plusieurs étapes diplomatiques formelles. Une des grandes étapes dans ce cadre a été la conférence ministérielle de l'OCDE, et c'est à cette conférence à Varsovie, en juin dernier, que le Tadjikistan a officiellement proposé son désir de coopérer avec nous l'année prochaine. Quelque part, en Asie centrale, ce n'est pas très difficile de

choisir un pays prioritaire : ce sont les pays qui ont plus d'envie de travailler sur un sujet spécifique avec une organisation internationale comme l'OCDE. Comme je viens de le souligner, avec des pays comme le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, ça va. C'est plus compliqué, par contre… l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont plus compliqués.

- GF : Quand vous dites : « un pays plus ouvert », vous entendez quoi, exactement, sous ce terme ? Ça veut dire l'ouverture au niveau des relations internationales ? Un pays qui cherche à être engagé dans le domaine de la coopération internationale ?

- GL : Ce sont des pays qui affichent un vrai désir, une vraie demande et la volonté publiquement affichée de coopérer ou de travailler avec nous sur le sujet qu'on aurait choisi ensemble. Cette volonté facilite aussi la communication avec nous, parce que dans la communication quotidienne, c'est très important. Il faut souligner que c'est très facile de communiquer avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, mais au niveau de la communication avec le Turkménistan, c'est plus compliqué. Des fois, il y a beaucoup de contrôles, il n'y a pas de réponse de leur côté, c'est un pays assez fermé. Pourquoi on avait choisi le Tadjikistan ? Parce qu'il y avait la demande de leur côté. En outre, la problématique qui a été identifiée doit être intéressante pour nous et pour le pays, pour travailler. D'ailleurs, la problématique qui avait été choisie nourrit le travail de l'OCDE sur la migration et les transferts – en anglais, c'est « *remittances* », je ne suis pas sûr du terme en français. C'est aussi pour nous intéressant de travailler sur un sujet comme ça, sur un pays qui n'est pas forcément un pays avec lequel l'OCDE travaille habituellement. Il faut souligner que l'OCDE travaille d'abord avec les pays membres et les pays partenaires. C'est aussi une bonne expérience qui nous aide à apprendre des choses. Il faut rappeler aussi que c'est le pays le plus pauvre de la région, donc c'est aussi un cas intéressant pour nous.

- GF : En effet, j'ai du mal à traduire plus précisément le terme « *remittances of migrants* ». Pour vous, comme vous êtes francophone, comment traduisez-vous ce terme, car je sais qu'il y a deux termes en français : « les transferts de fonds des migrants » et « les remises des migrants ».

- GL : Moi-même, j'ai du mal à dire, car je travaille plutôt en anglais, mais je pense qu'il faut regarder la définition officielle de l'ILO, de l'Organisation mondiale du travail.

- GF : L'International Organisation of Labour.

- GL : Oui, tout à fait. Il y a une définition officiellement utilisée, pour qualifier ce que sont vraiment des « *remittances* ». Ça ne veut pas dire un riche Libanais exilé au Brésil, qui a fait fortune et qui rapatrie ses fonds. C'est plutôt les petites sommes d'argent qui sont envoyées sur une base régulière via des organisations, alors souvent via « *money transfer organisations* ». Pour la vraie définition en français, il faut aller chercher sur Internet. Comme je ne travaille jamais en français, je ne connais pas ça et c'est difficile de dire exactement.

- SK : Il y a aussi une définition de l'IMF, International Monetary Fund. Ils ont des statistiques sur les balances des paiements, je crois qu'ils font aussi une version française, et là vous pouvez aussi trouver des « *remittances* », les explications et les définitions.

- GF : En effet, j'ai déjà lu pas mal d'information sur ce sujet, je viens de lire deux thèses en plus : une thèse qui est soutenue dans le domaine des sciences politiques, et l'autre dans le domaine de l'économie. Les thèses sont soutenues par des Français. Une thèse utilise l'expression « transferts de fonds des migrants », l'autre « remises des migrants ».

- GL : Il y a une différence entre les deux termes ? Les deux termes désignent exactement la même chose ?

- GF : Oui, les deux termes ont la même explication.

- SK : Je crois, moi, à votre place, pour le mémoire, dans la première page je donnerais la définition, pour bien expliquer ce que veut dire exactement les « *remittances* ». Il faut que ceci soit en accord avec la définition proposée par l'IMF.

- GF : Après avoir choisi le pays, comment vous choisissiez le domaine sur lequel vous voulez travailler ? C'est toujours par la volonté du pays, ou plutôt selon la situation économique du pays ? Comment ça se passe ?

- GL : En gros, c'est un mélange des deux, on analyse, d'une manière préalable, les sujets qui seraient d'un intérêt pour le pays. Dans le sujet de l'intérêt, on regarde également ce qui a été déjà traité par d'autres organisations internationales ; on regarde ce qu'il reste, afin de ne pas faire de duplication des efforts, mais qui soit complémentaire. Une fois qu'on a cette liste de sujets, on les discute avec le gouvernement, et le gouvernement commente, choisit, ajoute si nécessaire. C'est un processus d'allers-retours. Après, on fait une proposition sur la base de l'analyse initiale, on reçoit les commentaires du ministère de l'Économie en particulier – dans notre cas, c'est M. Nazriyev, le vice-ministre de l'Économie du Tadjikistan. Et sur cette base, on choisit des sujets qui sont actuels pour le Tadjikistan. Là, c'est évidemment l'argent envoyé par les migrants. Et le deuxième sujet, c'est de travailler sur l'après-accession à l'OMC, « WTO accession », disons : Comment on peut tirer avantage de l'accession à l'OMC dans le domaine agricole ? C'est le principal secteur exportateur.

- GF : Mais ils sont déjà membres de l'OMC !

- GL : Mais c'est après être devenu un membre de l'OMC. Disons : Qu'est-ce qu'il faut faire après l'accession pour pouvoir bénéficier de cette accession ? Donc, ce sujet est actuel. Effectivement, ils ont rejoint l'OMC en 2012.

- GF : Non, en mars 2013.

- GL : Oui, oui, en 2013. C'est comme ça, c'est dans les deux sens : on propose, on a le *feedback*, on ajuste, on organise le projet, etc. C'est comme ça qu'on a choisi les sujets sur lesquels on travaille au Tadjikistan.

- GF : Et après l'accession, vous avez choisi quoi exactement ? Quel secteur ? L'agriculture ?

- GL : L'agriculture, effectivement, parce que c'est le principal secteur d'exportation avec l'aluminium.

- GF : Mais pas le coton ?

- GL : Oui, le Tadjikistan exporte actuellement beaucoup de coton brut et utilise beaucoup de terres pour ça. En même temps, la productivité de la terre n'est pas très élevée. Ce qu'on suggère, ce serait de réduire la quantité de terres qui va pour le coton et d'aller plus vers les fruits ou les légumes exportables, et d'augmenter aussi la productivité de la terre utilisée pour le coton. Une sorte de : faire utiliser la terre pour le coton mais aussi pour d'autres productions exportables. Après, effectivement, le sujet sur lequel on travaille aussi, dans le cadre de cet export, est l'OMC : Est-ce que ce serait possible de les manufacturer, de les « *processers* » ? C'est le terme en anglais, je cherche celui en français. Bref, comment faire le « *processing* » sur les produits bruts et ne pas exporter juste les matières premières.

- GF : D'accord. Le programme de l'Eurasie en général, est-ce que c'est une sorte d'analogue de « *Eastern Partnership* », le partenariat oriental de l'Union européenne, ou pas vraiment ?

- GL : Je le comparerais plutôt avec le département de l'Eurasie du ministère des Affaires étrangères. Imaginez plutôt que l'OCDE est un pays : l'Eurasie, ce sera le département de l'Eurasie du ministère des Affaires étrangères de ce pays. Notre objectif est de travailler avec tous ces différents pays. Évidemment, il y a des pays avec lesquels on a des relations plus étroites ou avec lesquels on a des relations privilégiées, et on échange plus qu'avec tous ces différents pays, mais « *Eastern Partnership* », c'est auprès de l'Union européenne, c'est un peu plus politique. On préfère rester sur les relations plutôt économiques, c'est moins politisé, parce que le but de l'OCDE est le « *knowledge sharing* » ou « *policy advising* », alors que chez nous, c'est plutôt le partage de connaissance. Après, effectivement, on a des pays qui sont privilégiés, avec lesquels on veut travailler.

- GF : Quels sont ces pays privilégiés ?

- GL : Bah, dans l'Eurasie, on travaille en particulier avec le Kazakhstan, parce que c'est un pays qui a différents égards et qui a été très actif depuis le début. On travaille de plus en plus avec l'Ukraine.

- GF : D'accord.

- SK : Aussi les grands pays en développement, le BRICS[289], comme le Brésil, la Russie.

- GL : Ce sont les pays hors de l'Eurasie.

- SK : Oui, en général pour l'OCDE.

- GL : L'OCDE a des pays qui sont des partenaires clés. Ce sont le Brésil, la Chine, l'Indonésie et d'autres, mais au-delà de l'Eurasie. Dans l'Eurasie, on a quand même deux ou trois pays avec lesquels on travaille en peu plus au niveau des partenaires, qui sont le Kazakhstan et l'Ukraine.

- GF : Et la Moldavie ?

[289] Le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Russie.

- GL : On travaille avec la Moldavie depuis longtemps, c'était un partenaire très fiable, avec lequel on travaille sur le PME, l'accès au financement, les stratégies sectorielles également. C'est possible qu'on travaille de plus en plus avec eux, vu qu'il y aura des questions politiques économiques qui seront intéressantes pour nous, telles que : comment gérer l'accord commercial avec l'Union européenne, par exemple, qui a été signé récemment. Et ça peut éventuellement être un sujet intéressant pour nous, vu que l'OCDE a beaucoup de connaissances en matière de « *trade* ». Ça peut créer une demande éventuelle pour travailler avec nous sur un sujet comme ça.

- GF : Vous n'avez pas encore reçu de demande officielle ?

- GL : Ça, je ne sais pas. Comme je ne travaille plus sur la Moldavie, je ne sais pas. Je m'attendrais… après, c'est très hypothétique, c'est juste une suite logique. Comme on essaie de travailler plus avec la Moldavie sur le sujet du commerce, au moins, parce que l'accord commercial a été signé il n'y a pas longtemps, et l'accord d'association avec l'Union européenne est important.

- GF : Vous parlez souvent de « *peer review* ». Comme je le comprends, c'est un examen détaillé du projet par des experts et des experts venant des pays de l'OCDE. Et comment vous traduisez l'expression « *peer review* » ?

- GL : « L'examen par les pairs ».

- SK : La semaine dernière, on a reçu un e-mail sur l'examen par les pairs en français. Si vous voulez, je peux le partager avec vous.

- GF : Ah oui, j'aimerais bien, merci beaucoup. Revenons au Tadjikistan. Il y a certains bailleurs de fonds, un des bailleurs de fonds est l'Union européenne ; l'autre qui s'engage aussi pour vous aider à mettre en œuvre ce projet est GIZ, l'Agence de coopération internationale allemande. Est-ce qu'il y a d'autres bailleurs de fonds ? En effet, comment ça se passe avec les bailleurs de fonds ? Il y a certains qui expriment leur désir pour travailler sur certains pays ? Comment ça se passe pour que ces bailleurs de fonds interviennent ?

- GL : GIZ n'est pas un bailleur de fonds. GIZ est une agence de développement qui ne donne pas de l'argent : ils mettent en œuvre le projet. On travaille avec eux au Tadjikistan. Et comment ça se fait ? En effet, l'Eurasie a une histoire de coopération avec le GIZ qui remonte à plusieurs années. On a signé un accord-cadre. L'OCDE a un « *Memorandum of understanding* » sur la coopération en général, et nous, ce qu'on fait, on a traduit cet accord en termes très concrets pratiques sur un projet particulier dans les différents pays. On a déjà fait ça au Kirghizistan et au Tadjikistan, on a également coopéré avec le GIZ. L'intérêt pour le GIZ, c'est que, eux, parfois, ils aimeraient avoir un porte-parole, quelqu'un qui transmet le message politique public au gouvernement, et l'OCDE est bien placée pour transmettre les messages importants. Avec nos analyses, on les inspire également pour des projets de développement. On peut leur dire : les « *remittances* » sont un sujet intéressant, on peut travailler là-dessus. Ceci peut inspirer également le GIZ pour mettre en œuvre des projets liés aux « *remittances* ». À la fois, on transmet le message au gouvernement, ce qui est important pour le GIZ,

parce que le GIZ n'est pas une organisation politique, ce n'est pas l'OCDE, ce n'est pas une organisation intergouvernementale. De l'autre côté, le GIZ apprécie notre travail, parce que cela lui permet d'avoir des idées sur des projets possibles. D'un côté, c'est un bénéfice pour le GIZ. Pour nous, le bénéfice est que comme l'OCDE n'a pas de bureau au Tadjikistan, une présence locale – on a très peu de présence dans tous les pays de la zone –, ceci nous permet aussi d'avoir une présence locale et de nous aider au niveau de la communication avec le gouvernement local, avec les différents partenaires du secteur privé et avec les différentes agences de développement. Tous les partenaires de notre projet, qu'on invite à nos ateliers de travail, nos « *workshops* » au Tadjikistan. Donc, pour nous, c'est important, en termes de logistique, de communication, aussi d'expertise du pays. GIZ peut nous aider plus efficacement, aussi, à accumuler la connaissance du pays en termes de personnes, de spécificités du pays. On gagne du temps et des ressources en travaillant directement avec eux, alors c'est très complémentaire.

- GF : D'accord, et pour l'Union européenne ? Est-ce que vous êtes bien influencé par l'Union européenne ?

- GL : Pour l'Union européenne, la commission européenne cofinance ce projet sur le Tadjikistan. On est influencés, oui, parce que c'est un projet qui, financièrement, est soutenu par l'Union européenne, et ça, déjà c'est très important. Oui, on travaille en effet avec eux.

- GF : D'accord, est-ce qu'il y a d'autres programmes ou départements au sein de l'OCDE qui travaillent sur les transferts de fonds des migrants, à part le programme de l'Eurasie ?

- GL : Au centre de développement, il y a un sujet similaire à ce qu'on fait ici en Eurasie. Il y a aussi ELS, qui regarde plus les migrants qui viennent dans les pays développés, comment ils s'adaptent.

- GF : L'autre côté de la pièce ?

- GL : Oui, exactement.

- GF : Et au centre de développement, ils analysent quoi exactement ? Ils analysent l'impact sur le développement des migrants dans les pays d'origine aussi ?

- GL : Je pense que leurs sujets sont assez similaires aux nôtres, au Tadjikistan en particulier. Donc, au sein de l'OCDE, ils sont considérés être les spécialistes de ce sujet, c'est pour ça qu'on l'implique dans notre travail au niveau de la revue du rapport qu'on avait écrit. Pour avoir une revue plus détaillée de notre rapport, afin qu'on soit sûr que ce qu'on propose, on dise : c'est au niveau de ce qu'ils auraient dit ou proposé. Et ELS, ce qui signifie « *employment, labour and social affairs division* », eux, ils travaillent plus sur les relations entre les migrants et les pays d'accueil, plutôt que nous, parce que nous, on fait plutôt les relations entre les migrants et les pays de départ, si je résume.

- GF : Et la question plutôt banale : Est-ce qu'il y a d'autres organisations internationales avec lesquelles vous coopérez, en général, dans le cadre du programme de l'Eurasie, mais officiellement ?

- GL : C'est-à-dire : « officiellement » ?

- GF : Je sais que vous utilisez des données de la Banque mondiale, de l'Organisation internationale de migration, l'Organisation internationale du travail, mais c'est juste l'utilisation des données. Mais au niveau du financement du projet ?

- GL : Le financement d'un projet, c'est une question séparée. Non, on coopère plutôt au niveau de chaque pays, on travaille avec des organisations qui sont intéressées par le travail qu'on conduit. Par exemple, au Tadjikistan, on travaille aussi avec UNDP. C'est comment, en français, UNDP ?

- GF : PNUD.

- GL : On travaille avec SECO, l'Agence de développement suisse, avec également, ITC : International Trade Centre.

- SK : ITC, le centre de commerce international, qui est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et fortement financé par la Suisse.

- GL : D'accord, tu as d'autres en tête pour le Tadjikistan ? Ah, DFID : « *Developement for international development* ». C'est un département exécutif du gouvernement britannique qui s'engage pour l'aide humanitaire et l'aide au développement au niveau international.

- SK : Je voudrais ajouter aussi qu'on avait choisi le sujet, on a eu la réunion avec la Banque mondiale et avec IFC – *International Finance Cooperation*. On a normalement la liste des personnes qu'on invite pour les discussions, mais ce sont les organismes les plus importants pour nous.

- GL : L'idée est toujours de les impliquer. En gros, quand on commence à travailler sur un projet, nous considérons qu'on ne connaît pas tout sur les pays qu'on commence à travailler, alors c'est important pour nous d'impliquer tout le monde dans la réunion de travail – « *the working group* » –, afin d'être sûr qu'on prend en compte ce qui avait été fait auparavant et d'éviter la duplication du travail des autres.

- GF : Et juste une dernière question : Quelles sont les recommandations générales pour le Tadjikistan ? Comment les transferts de fonds des migrants peuvent-ils contribuer au développement ?

- GL : Nos recommandations sont au stade de *draft*. Tu me compléteras, Sébastien, si j'oublie quelque chose. En premier, c'est de travailler avec le système financier, d'améliorer le fonctionnement du système bancaire, en particulier en termes de compétition entre les banques, d'ouverture. Il y a une demande aux banques étrangères, éventuellement, pour que ça soit un peu plus fluide et que ça ne soit pas un oligopole qui contrôle l'accès aux crédits avec des taux d'intérêt très élevés. Le but est de libérer un petit peu la compétition pour rendre plus solide le système financier. C'est la première chose. Une deuxième chose, c'est de travailler sur l'inclusion des migrants dans le système bancaire. Autrement dit, d'encourager les migrants à ouvrir un compte en banque au Tadjikistan, un compte en banque sur lequel l'argent, notamment les « *remittances* », pourraient être mis. Une portion de cet argent pourrait être économisée, et, de cette manière, quand le migrant revient dans son pays, il peut utiliser cet argent comme un capital de départ pour investir dans une entreprise, avoir accès au crédit également. Cet argent qui est mis de côté pourrait servir aux banques à grossir leur bilan (« *balance*

sheet »), la quantité d'argent qui détermine la capacité de la banque à prêter. Plus on met de l'argent dans la banque, plus la banque pourra ensuite prêter en retour. Ceci aide aussi les banques à être plus solides. Le deuxième élément est l'inclusion des migrants dans le système bancaire.

- SK : Je crois, là, c'est aussi important de dire qu'on recommande aussi de créer un lien entre les grandes organisations des transferts des fonds des migrants et le système financier local. Ça veut dire qu'à ce moment-là, il n'y a pas de possibilité de faire un virement depuis la Russie à un compte bancaire du Tadjikistan sans avoir payé beaucoup d'argent. C'est beaucoup plus facile et beaucoup moins cher d'envoyer de l'argent en espèces, avec Western Union, Money Gram ou par d'autres organisations des transferts de fonds des migrants, et de le retirer en espèces aussi. À cause de ça, la plupart des fonds des migrants n'entrent même pas dans le système financier.

- GF : D'accord.

- SK : L'idée n'est pas seulement de les aider à ouvrir un compte bancaire, mais de faire une sorte de « connexion » entre ce compte bancaire et le système de transferts de fonds. Mais ceci est le côté technique.

- GL : Comme ça, on développe aussi le deuxième bloc : l'amélioration de l'inclusion des migrants dans le système bancaire. Le troisième bloc de recommandation consiste à encourager les migrants à créer des entreprises quand ils reviennent au Tadjikistan. Et pour les encourager, il faut les former. Il y a des programmes de formation. Éventuellement, les aider en cofinançant leurs projets, et, de cette façon, apporter un soutien aux migrants qui reviennent. Les migrants qui reviennent sont de bons candidats pour créer une entreprise, alors il faut les aider à tourner un projet possible à la réalité concrète. Enfin, on a le quatrième bloc, qui concerne plus la façon dont le gouvernement prépare sa stratégie vis-à-vis des migrants. Le Tadjikistan a une stratégie qui s'appelle « la stratégie de migration » : Comment prendre en compte le sujet de la migration dans la politique ? Ce qu'on suggère est d'accentuer plus sur les aspects plutôt de développement économique, notamment le développement du secteur privé, et d'intégrer cette composante dans leur stratégie, afin que ça soit reconnu et qu'il y ait une poussée ou une stimulation politique. Bien sûr, quand ce sujet serait reconnu, l'idée est aussi d'ajuster le fonctionnement organisationnel des différents ministères et des agences pour que, peut-être, une agence dédiée puisse s'occuper des migrants, à leur retour au Tadjikistan, à créer une entreprise. Alors, les ajustements institutionnels, pas seulement les idées liées stratégiques, mais aussi les idées liées au fonctionnement des institutions. Donc, voilà en quelques mots notre projet.

- GF : Est-ce que vous essayez aussi de coopérer avec la Russie, parce que le Tadjikistan est dépendant de la Russie dans la question migratoire ?

- GL : Alors, nous, au sein de l'Eurasie, on ne travaille pas directement avec la Russie, parce qu'elle n'est pas un membre de l'OCDE, mais ce qui est vrai, c'est le rôle de la Russie dans les « *remittances* », qui est extrêmement important. Et ceci ne dépend pas que du Tadjikistan, parce que si

demain la Russie ferme ses frontières ou impose des visas de deux mois ou un mois aux migrants travailleurs du Tadjikistan, ce fait aurait un impact sur toute la politique de migration ou « *remittances* », ou le développement du secteur privé. Donc, ce qui est vrai, c'est que le Tadjikistan n'a pas toutes les cartes en main pour utiliser le potentiel des « *remittances* ». Ce n'est pas pour la raison que le Tadjikistan ne travaille pas sur le sujet, mais c'est vrai que la Russie joue un rôle essentiel, parce que c'est le pays d'accueil de tous ces migrants qui vont travailler à l'étranger.

- GF : Je vous remercie infiniment.

- GL : Merci à toi, et bon courage avec ton mémoire.

- SK : Courage avec le mémoire.

Annexe XXVIII. Entretien avec une épouse de migrant en Russie

Entretien par Skype avec Nigor Dadabaeva, femme au foyer de 29 ans avec deux enfants, qui habite actuellement à Khodjent et dont le mari est migrant saisonnier en Russie. Elle parle russe avec un peu d'accent. L'entretien a été mené en russe pendant une heure et demie, le 19 juillet 2014, de 15 heures jusqu'à 16 h 30 : Nigor Dadabaeva (ND), Gunay Faradova (GF).

- GF : Bonjour, Mukhbira Kazimova, qui travaille pour VSO et est l'administrateur du groupe sur Facebook « Tajik Women Worldwide », m'a donné vos coordonnées. Je voudrais tout d'abord me présenter. Je m'appelle Gunay Faradova, je viens d'Azerbaïdjan. Actuellement, je suis étudiante à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Dans le cadre de mon master professionnel, je suis en train de rédiger un mémoire sur les remises des migrants et leur impact sur le développement, en prenant comme exemple le cas du Tadjikistan.

- ND : Bonjour, oui, je suis au courant. Elle est mon amie de collège. Moi, je voudrais souligner dès le début de notre conversation que je ne vais pas répondre aux questions liées au régime politique, car je veux garantir ma sécurité. Je voudrais juste souligner qu'ici, au Tadjikistan, tout va bien.

- GF : D'accord, je ne vais pas vous poser des questions politiques. Je voudrais juste savoir votre histoire personnelle, qui est liée à la migration.

- ND : En outre, je voudrais dire que je ne vais pas répondre à toutes vos questions. Alors, s'il y a des questions qui me semblent embarrassantes, je ne vais y répondre. Merci de bien respecter cette condition.

- GF : Oui, oui, bien sûr. Alors, Mukhbira m'a mentionné que votre mari travaille en Russie, et vous, vous êtes actuellement au Tadjikistan, mais vous avez vécu un peu de temps avec votre mari en Russie quand même, n'est-ce pas ?

- ND : Oui, j'y ai vécu à peu près un an et demi avec mon mari.

- GF : Vous étiez déjà mariée quand vous êtes allée en Russie ?

- ND : Oui, j'étais déjà mariée. Tout d'abord, c'est mon mari qui y était parti pour s'installer, et après, moi et notre fils nous l'avons rejoint.

- GF : Dans quel domaine travaille-t-il ?

- ND : Il travaille dans le secteur privé, mais je ne veux pas donner de précisions à ce sujet.

- GF : D'accord. Cela fait combien de temps déjà que votre mari y travaille ?

- ND : Cela fait déjà presque trois ans.

- GF : Il est parti tout de suite après votre mariage ?

- ND : Non, pas tout de suite. Après notre mariage, il a travaillé pendant deux ans ici, à Khodjent, dans différents domaines. Après, on a remarqué que l'argent qu'il gagnait ici n'était pas suffisant, et il a été obligé de partir.

- GF : Il travaille en permanence ?

- ND : Non, c'est un travailleur saisonnier, alors trois mois il reste ici avec nous à Khodjent, puis trois mois, il part en Russie. Cela dépend aussi du projet sur lequel il travaille. Ici, et un peu là-bas.

- GF : Où est-ce qu'il travaille en Russie précisément ? Dans quelle ville ?

- ND : Je ne veux pas préciser cette information. Juste je peux vous dire que ce n'est pas Moscou.

- GF : Il a des proches ou des amis qui se sont déjà installés là-bas ?

- ND : Il est parti rejoindre ses amis qui s'étaient déjà installés en Russie. Normalement, les hommes de Khodjent partent soit chez leurs proches, soit chez des amis déjà bien installés en Russie. C'est difficile de spécifier une seule ville préférée de la Russie pour les migrants de Khodjent. Assez souvent, ces proches ou ces amis sont déjà bien installés là-bas. Soit ils travaillent pour une même entreprise, soit il y a un Tadjik qui a sa propre entreprise et, pour les postes importants de cette entreprise, il préfère engager les Tadjiks de son *kishlak*[290], son village, sa ville, ou de sa région. Il y a des cas où les hommes partent sans connaître quelqu'un en avance, mais même dans ces cas-là, ils se dirigent vers leurs compatriotes.

- GF : Actuellement, vous habitez où ? Chez les parents de votre mari ?

- ND : Moitié-moitié. Un peu chez mes parents, un peu chez mes beaux-parents. Mon mari est assez démocratique, il me permet de rester chez mes parents quand il est en Russie, mais quand il rente à Khodjent, on reste chez ses parents. C'est comme en Azerbaïdjan, je pense que vous avez les mêmes traditions. Après le mariage, la fille doit déménager, quitter la maison de ses parents, et doit habiter avec son mari, et s'il n'a pas de maison séparée, dans ce cas il faut vivre chez ses parents. Les parents du mari jouent un rôle très important dans la prise de décisions importantes pour le couple, dans le choix des prénoms des enfants. Par exemple, ce sont mes beaux-parents qui ont donné son nom à notre fils, malgré le fait que c'est un nom long et compliqué à prononcer, même pour les Tadjiks.

- GF : Oui, je comprends, cela ressemble beaucoup à nos traditions aussi. Ce sont des traditions plutôt musulmanes.

- ND : Oui, vous avez raison. En plus, parfois, c'est mal vu quand une femme, après le mariage, reste seule dans sa maison. Si le mari part quelque part, la femme doit rester pendant cette période soit chez ses parents, soit chez ses beaux-parents. Alors, si mon mari est à Khodjent, on reste chez mes beaux-parents, et s'il est en Russie, je reste chez mes parents. En effet, je préfère rester chez mes parents. C'est plus pratique.

- GF : Oui, c'est à peu près pareil en Azerbaïdjan aussi. Je comprends ce que vous voulez dire. Très bien. J'ai une autre question. Dans quelles conditions vit-il en Russie ?

- ND : Ça va. Il vit dans des conditions normales, je peux dire.

- GF : Pourriez-vous préciser ?

- ND : Non, je ne veux pas préciser cette information.

---

[290] *Kishlak* est un mot signifie « petit village » en Asie centrale.

- GF : D'accord. Est-ce qu'il parle russe aussi comme vous ?

- ND : Oui, il parle russe aussi comme moi, on a étudié le russe à l'école. Il faut souligner qu'à l'époque de l'Union soviétique, tout le monde parlait russe, c'était obligatoire. On avait même des écoles russes. Mais maintenant, c'est différent, il y a de plus en plus de gens qui ne parlent que le tadjik. Même si, parfois, il y a des Tadjiks qui ne parlent pas bien le russe ou ne le parlent pas du tout, ils partent quand même en Russie pour gagner de l'argent. Il y a beaucoup des migrants des villes, ainsi que des régions rurales. Normalement, les gens des villes parlent le russe. Même, je peux dire que majoritairement, ils parlent le russe à un niveau intermédiaire, mais ce n'est pas toujours le cas pour les gens des régions rurales. Le russe n'y est pas aussi populaire.

- GF : D'après vous, quel est le but de cette migration ?

- ND : Par exemple, mon mari est parti après la naissance de notre fils aîné pour pouvoir répondre aux besoins de notre famille. L'argent qu'il gagnait ici n'était pas suffisant. Aussi, il a décidé de partir en Russie pour gagner de l'argent et nous le transférer de temps en temps. Normalement, le but de ces transferts est différent. Les transferts envoyés par les hommes sont utilisés pour organiser le mariage des enfants ou la circoncision de leurs fils, pour acheter une voiture, pour faire des travaux dans leur maison ou construire celle-ci. Je veux dire que la famille est très importante pour nous, et le mariage des enfants est un grand événement pour chaque famille. On cherche toujours à organiser un mariage magnifique dont les voisins se souviendront pendant très longtemps. Surtout, c'est dans les régions rurales, dans les *kishlaks*. Pour les grandes villes, cela se manifeste aussi dans les *mahallah*[291]. Puis, selon nos traditions, un homme est obligé d'avoir un appartement ou une maison, ainsi qu'une voiture, donc, pour montrer qu'il est capable de subvenir aux besoins sa famille. C'est pour cette raison qu'ils sont obligés de migrer en Russie, pour prouver, d'un côté, leur virilité et, d'un autre côté, pour assurer le bien-être de leur famille.

- GF : C'est votre mari qui vous aide grâce aux remises envoyées de Russie ?

- ND : Oui, oui, l'argent est très important pour maintenir une famille. Presque tous les mois, il nous envoie de l'argent. Après, il aide aussi ses parents et ses frères. Ces transferts de fonds sont importants pour nous tous. Sans eux, il serait beaucoup plus difficile de survivre. Je voudrais aussi dire que si les hommes de Khodjent ont des enfants et sont mariés, en général, s'il y a des possibilités de gagner plus d'argent pour la famille, ils cherchent aussi à augmenter le montant des transferts. Bien sûr, ce ne sont pas tous les hommes qui sont comme ça, parce qu'il y a ceux qui ne s'intéressent même pas à leur famille, mais moi je ne veux pas développer cet aspect de la migration. C'est supertriste. J'ai une amie qui a vécu cette situation.

- GF : Comme se passent les transferts des fonds ?

- ND : Je ne vais pas préciser le montant. Par contre, je peux expliquer le processus d'envoi d'argent. Comme il est migrant saisonnier, normalement c'est lui qui amène le montant principal avec lui. En ce

[291] Ce qui signifie « *quartiers* » en tadjik.

qui concerne le montant mensuel, il l'envoie à travers le système Zolotaya Korona, un dispositif de transferts d'argent de la Russie vers les pays ex-soviétiques. Je trouve ce système très efficace et très rapide.

- GF : Pourquoi ?

- ND : En cas d'urgence, par exemple, on peut recevoir de l'argent en quelques heures. Très pratique, surtout quand on a des enfants, ou qu'il y a une situation urgente. On reçoit aussi de l'argent à travers les amis de mon mari qui rentrent au Tadjikistan, ou au travers des proches qui font l'aller-retour entre la Russie et le Tadjikistan. Oui, il est vrai que le financement de notre famille dépend entièrement de mon mari. Il aide aussi, comme je viens de le dire, ses proches, mais à travers cet argent qu'il envoie, j'aide aussi mes parents à mon tour. Alors, les transferts des fonds viennent de Russie grâce à son travail, parfois difficile, et ils sont importants pour tous les membres de la famille. L'argent est essentiel et peut résoudre tous les problèmes.

- GF : D'accord.

- ND : J'ai oublié de dire, il y a aussi cette carte Kukuruza. Vous voulez que je vous explique comme ça marche ?

- GF : Oui, s'il vous plaît.

- ND : Alors, pour envoyer de l'argent à travers Zolotaya Korona, il suffit à mon mari de présenter une pièce d'identité et d'indiquer la somme envisagée pour le transfert. Il faut aussi préciser mon nom et mon prénom comme destinataire. L'orthographe du nom et du prénom doit être exactement comme dans la pièce d'identité. Il précise aussi la ville du destinataire, dans notre cas c'est Khodjent. Dès qu'une somme est transférée, moi, en tant que destinataire, je reçois un SMS automatique avec le numéro de référence du transfert. Avec ce numéro et ma pièce d'identité, je peux choisir moi-même dans quelle banque je veux récupérer cet argent. Par exemple, près de chez moi, il y a une filiale de la banque Eskhata, une banque tadjike très connue, où je récupère cet argent. C'est très pratique et rapide, surtout pour moi, avec mes deux enfants. En plus, je ne paie pas de commission. C'est lui qui paie une fois, mais je ne me rappelle pas du pourcentage de cette commission. En outre, ce n'est pas aussi cher que chez les autres opérateurs. Et la carte Kukuruza fait partie de ce système. Grâce à cette carte, il peut même transférer de l'argent de son compte en ligne.

- GF : Oui, je vois que c'est pratique et que ce n'est pas cher pour vous.

- ND : Oui, tout à fait. Je connais aussi un autre moyen de transférer de l'argent au Tadjikistan. Une amie à moi et son mari, qui travaille en Russie, utilisent un autre dispositif. Alors, son mari, il a une petite entreprise à Novy Ourengoï, dans le domaine de l'exportation de pétrole. Pour transférer de l'argent vers sa femme, il a ouvert un compte courant à la Sberbank. Il a commandé une carte bancaire liée à ce compte et l'a envoyée à son épouse. Du coup, cette femme utilise cette carte pour effectuer tous ses achats, tandis que lui, il contrôle ses dépenses, et sans souci il peut toujours augmenter le montant du compte.

- GF : Ah bon. Et la carte, elle est envoyée comment ?

- ND : Soit par DHL, soit à travers des amis en qui il a confiance. La carte est envoyée sans code. Il communique le code de la carte à sa femme directement par téléphone. Comme cela, ils ne payent que pour le taux d'échange.

- GF : Les remises qui viennent de Russie à Khodjent sont-elles investies pour ouvrir une entreprise ? Bref, sont-elles transformées en investissements ?

- ND : Ces remises ne sont pas destinées aux investissements. C'est très rare, peut-être quelque part ailleurs au Tadjikistan. Je ne connais pas trop. Ici, à Khodjent, parfois, les migrants qui sont bien installés se voient comme des philanthropes, et ouvrent une école, une mosquée. Ou ils peuvent ouvrir, souvent, des restaurants ou des cafés. En général, elles sont dépensées tout de suite pour acheter les choses de première nécessité. À part nous, par exemple, grâce à ces remises, mon mari a aidé ses parents à rénover leur maison. Moi, avec ces finances, j'ai aidé mes parents à faire quelques travaux de rénovation.

- GF : Pourriez-vous citer un exemple précis sur les actions caritatives ?

- ND : Non, je ne connais pas d'exemple précis. En général, je ne connais pas beaucoup de gens, car je suis une femme au foyer. Tout ce que je sais, j'en entends parler parmi mes proches.

- GF : Est-ce qu'il y a des organisations ou des associations qui aident les potentiels migrants à partir en Russie, disons en les informant sur leurs droits en Russie ?

- ND : Non, non, je ne connais pas du tout. Je n'en ai même pas entendu parler. C'est quoi, ça ? Pourriez-vous préciser ?

- GF : Ce sont des organisations qui sont engagées dans l'aide aux personnes qui veulent partir travailler en Russie, ou aux personnes qui viennent de rentrer au Tadjikistan après avoir gagné de l'argent en Russie. Normalement, ils leur fournissent des informations sur différentes questions.

- ND : Non, je n'en ai jamais entendu parler. Peut-être qu'il y en a, mais moi, personnellement, je ne connais pas. Chez nous, le réseau familial ou amical sert de source essentielle d'information.

- GF : Vous communiquez avec les autres femmes dont les maris travaillent en Russie ?

- ND : Non, pas du tout. Ça ne m'intéresse pas. Je suis très occupée avec ma famille, je n'ai pas le temps pour ça.

- GF : Quand vous étiez en Russie avec votre mari, vous avez essayé de trouver un job, de travailler afin de l'aider ?

- ND : Non, en effet il ne veut pas que je travaille, et moi, je n'insiste pas. En effet, je préfère rester à la maison, cuisiner, m'occuper des enfants. Bref, je préfère faire tout ce qui est important pour une femme pour remplir ses obligations et responsabilités. En Russie non plus, je n'ai pas travaillé. Je suis restée à la maison avec mon fils. J'ai beaucoup cuisiné, préparé le petit-déjeuner et le dîner pour mon

mari tous les jours. J'ai fait du ménage aussi. Une fois par jour, on sortait ensemble, avec mon fils, pour une promenade dans le jardin d'Alexandre[292]. Vous le connaissez ? Un grand jardin très joli.

- GF : Bah oui, bien sûr.

- ND : Parfois, on est sorti ensemble avec mon mari, mais c'était très rare. En général, je suis restée chez moi, et je n'ai presque pas parlé avec mes voisins.

- GF : D'après ce que j'ai compris, vous n'avez jamais travaillé, n'est-ce pas ?

- ND : Non, je n'ai jamais travaillé.

- GF : Vous avez une formation ?

- ND : Oui, j'ai une formation du niveau secondaire. Après, je ne voulais pas continuer mes études, car je me suis mariée, et après les tracas familiaux, alors je n'avais même pas de temps.

- GF : Pendant votre séjour en Russie, vous avez appris quelque chose de nouveau ?

- ND : Non, comme je viens de le dire, je suis tout le temps restée à la maison, mais j'ai beaucoup regardé la télé, alors j'ai amélioré ma compréhension du russe.

- GF : D'accord. Et votre mari ?

- ND : Pour mon mari, je ne peux rien dire. Peut-être y a-t-il des connaissances et des compétences nouvelles qu'il a apprises pour son travail, mais moi, je ne sais pas exactement. Il n'aime pas parler de son travail. Par conséquent, je ne pose pas beaucoup de questions. Je pense que maintenant, il parle mieux le russe.

- GF : Les deux enfants sont nés en Russie ?

- ND : Non, au Tadjikistan, à Khodjent, parce que je préfère accoucher chez moi, près de mes parents, car ils prennent plus soin de moi. C'est mieux d'accoucher à côté de ses proches. En outre, j'avais beaucoup entendu parler du fait que les femmes enceintes tadjikes sont mal traitées en Russie, surtout dans les maternités. Elles sont les dernières qui reçoivent de l'aide, même si elles sont les premières à arriver. Après, il y a toujours des problèmes avec les papiers, et tout ça. C'est possible que ceci soit lié au fait qu'un enfant né en Russie a droit à la citoyenneté russe.

- GF : Pourquoi les migrants du Tadjikistan sont-ils mal traités en Russie ?

- ND : Je ne veux pas répondre à cette question, car je peux tomber dans des affaires politiques.

- GF : D'accord. Pourquoi avez-vous décidé de laisser votre mari en Russie et de revenir à Khodjent ?

- ND : Juste parce que je suis quelqu'un qui est très attaché à ma famille, surtout à ma mère. Après, c'était très ennuyeux là-bas : rester à la maison toute seule, sans communication, c'est pour ça que j'ai décidé de rentrer au Tadjikistan.

- GF : Vous allez en Russie pour visiter votre mari ?

- ND : Non, c'est lui qui vient ici. En effet, quand il rentre à la maison, c'est toujours comme une petite fête. Je prépare un grand dîner. Les proches viennent aussi le voir. Il amène des cadeaux pour chaque membre de la famille.

---

[292] Ce jardin se situe à Saint-Pétersbourg.

- GF : Et ce n'est pas difficile d'élever des enfants sans mari ?

- ND : Aujourd'hui, j'ai deux enfants : un fils de 6 ans et une fille de 8 mois. On a décidé d'avoir le deuxième enfant grâce au fait que notre situation financière s'était améliorée. Bon, oui, un peu. J'ai l'habitude déjà et je suis aussi soutenue par les proches et les parents de mon mari, ainsi que les miens : ils nous aident beaucoup. En effet, ici à Khodjent, et généralement au Tadjikistan, il y a beaucoup de femmes dont les maris sont partis en Russie pour travailler, et c'est une tradition, je peux dire, quand le mari part quelque part, de laisser sa femme et sa famille à la confiance de ses proches. Cela peut être son frère, son père, ou ses proches, généralement des hommes. Dans notre cas, c'est son frère aîné qui est en charge de moi et nos enfants.

- GF : Quand vous dites : « en charge », vous voulez dire quoi exactement ?

- ND : Je veux dire que c'est lui, son frère aîné, qui nous aide. Par exemple, c'est toujours lui quand il faut faire de grands achats, quelques travaux à la maison, aller quelque part en voiture, ou communiquer avec des hommes, car c'est un peu mal vu, au Tadjikistan, de rester sans surveillance des hommes, surtout quand tu es mariée. Donc, comme le mari doit être en charge de sa femme et de sa famille, s'il est parti pour gagner de l'argent, dans ce cas, c'est son père ou son frère ou ses cousins qui prennent cette responsabilité.

- GF : C'est intéressant de le savoir.

- ND : Gunay, je suis désolée, mais il faut que je m'en aille. Les parents de mon mari vont venir chez nous pour voir les enfants, il faut que je prépare mon dîner.

- GF : D'accord. Pas de souci. Je vous remercie infiniment d'avoir trouvé du temps pour m'expliquer et me raconter votre expérience.

- ND : Bon courage à vous et vous êtes toujours la bienvenue au Tadjikistan.

- GF : Merci, merci beaucoup.

- ND : Au revoir.

- GF : Au revoir.

Annexe XXIX. Enquête effectuée par l'auteur pour la présente recherche

L'enquête effectuée par l'auteur de la présente recherche a pour objectif d'étudier spécifiquement les remises des migrants et couvre la période allant du 7 juillet au 1er août 2014. Elle a été effectuée avec l'aide en ligne des bénévoles du VSO au Tadjikistan, et touche une vingtaine de personnes à Khodjent, qui sont des bénéficiaires de remises ayant un membre de la famille en migration. Ces gens se sont adressés, pour des raisons différentes, au VSO pour rechercher de l'aide ou du soutien. Cette enquête touche des habitants urbains receveurs des remises de migrants.

Un questionnaire à choix multiples pour étudier la migration et son impact sur le développement au Tadjikistan a été utilisé. Les questions étaient suivantes :

1. Nom/Prénom
2. Âge
3. Lieu de naissance
4. Lieu de résidence
5. État civil
6. Combien de personnes êtes-vous dans votre famille ?
7. Avez-vous un parent qui est dans la migration en Russie ?
8. Quel âge a-t-il/elle ?
9. Quelle est sa formation ?
10. Quel lien de parenté avez-vous avec cette personne ?
11. Dans quelle ville de Russie a-t-il/elle migré ?
12. Qui a aidé à financer sa migration ?
13. Chez qui est-il/elle parti(e) en Russie ?
14. Quelle est sa profession ?
15. Dans quelles conditions vit-il/elle là-bas ?
16. Quels sont les problèmes auxquels il/elle fait face en Russie ?
17. Indiquer, s'il vous plaît, quelles sont les organisations/associations qui aident les migrants du Tadjikistan en Russie ?
18. Indiquer, s'il vous plaît, quelles sont les organisations/associations qui aident les migrants au Tadjikistan ?
19. Quel est le rôle de la diaspora dans l'aide aux migrants ?
20. Combien de fois recevez-vous des remises de la part de votre proche en Russie ?
21. Est-ce que ces remises vous aident à soutenir votre famille ?
22. Comment ces remises affectent-elles la situation financière de votre famille ?

23. Par quel moyen recevez-vous cet argent ?
24. Comment dépensez-vous cet argent ?

Table des matières

REMERCIEMENTS **1**

RÉSUMÉ **2**

SUMMARY **2**

LISTE DES ACRONYMES **3**

INTRODUCTION **6**

CHAPITRE I. LES REMISES DES MIGRANTS, NOUVELLE SOURCE DE DÉVELOPPEMENT **11**

A. LES ACTEURS INTERÉTATIQUES ANTICIPATEURS DE NOUVELLES INITIATIVES 12

1. L'aide publique au développement : de la fatigue à la crise *12*

1.1. L'APD de la Russie, une APD servant des intérêts stratégiques 15

1.2. Les acteurs interétatiques anticipateurs de nouvelles initiatives 16

2. Les organismes internationaux et régionaux dans les enjeux de remises des migrants *21*

3. La régulation nationale dans l'optimisation des remises des migrants *23*

3.1. Politique des pays receveurs des remises 23

3.2. Politique des pays émetteurs des remises 25

B. LA CONCEPTUALISATION ET LA TYPOLOGIE DES REMISES DES MIGRANTS 28

1. Typologie des remises des migrants *29*

2. Déterminants des remises des migrants *30*

2.1. Altruisme pur 31

2.2. Simple intérêt personnel 31

2.3. Arrangements familiaux : coassurance implicite 32

2.4. Arrangements familiaux : l'accord de prêt 32

C. SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES ET PHÉNOMÈNE DES REMISES DES MIGRANTS 33

1. Amérique latine *33*

2. Afrique *34*

3. Asie et Pacifique *35*

4. Remises vers les pays de l'Asie centrale *36*

4.1. L'ouverture du « rideau de fer » et les conflits régionaux 37

CONCLUSION 39

CHAPITRE II. LE TADJIKISTAN, UN PAYS À FAIBLE REVENU DÉPENDANT DES REMISES DE SES MIGRANTS **40**

A. LE TADJIKISTAN, UN PAYS À FAIBLE REVENU 41

1. Le Tadjikistan dans le cadre des relations internationales *43*

1.1. Une APD insuffisante pour le Tadjikistan 43

2. Le modèle « push-pull » de la migration au Tadjikistan *45*

2.1. La guerre civile 46

2.2. Le marché du travail ... 46
2.3. La demande de main-d'œuvre en Russie ... 47
B. LES PROFILS DES ÉMETTEURS DES REMISES ET LEUR STATUT IRRÉGULIER ... 47
1. Typologie des migrants envoyeurs de remises ... *49*
2. L'installation dans le pays d'accueil ... *50*
2.1. Les conditions de vie ... 51
2.2. Les conditions de travail ... 51
3. Le passage par les réseaux ... *52*
3.1. Entre réseaux familiaux et réseaux amicaux ... 52
3.2. Avlod ... 52
3.3. Le réseau de transport ... 53
4. Le statut irrégulier et la discrimination des migrants travailleurs tadjiks ... *53*
4.1. Les migrants en situation irrégulière ... 55
5. Les étapes administratives ... *56*
5.1. La carte migratoire ... 56
5.2. L'immatriculation temporaire des citoyens tadjiks en Russie (« *propiska* ») ... 56
5.3. L'autorisation de travail ou « patente » de travail ... 57
5.4. Le contact de travail ... 57
6. La politique migratoire bilatérale de la Russie et du Tadjikistan ... *58*
7. Diaspora : les remises des migrants dans le cadre du transnationalisme ... *59*
8. Les migrants en tant qu'acteurs du développement local ... 61
C. LE PROFIL DES RECEVEURS DES REMISES ... 61
1. Les relations de genre dans la dépendance des remises ... 62
2. L'illusion des remises : le pays des femmes abandonnées ... 63
3. Regroupement familial et citoyenneté russe ... 66
CONCLUSION ... 68
CHAPITRE III. L'INCLUSION DES REMISES DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TADJIKISTAN...69
A. LES CANAUX DE TRANSFERTS DES FONDS : LA JUXTAPOSITION DES TRANSFERTS FORMELS ET INFORMELS ... 69
1. Secteur formel ... *70*
1.1. Les systèmes numériques pour l'envoi d'argent ... 72
2. Secteur informel ... *73*
B. LES EFFETS ÉCONOMIQUES DES REMISES DES MIGRANTS ... 75
1. Les effets microéconomiques ... *75*
1.1. L'utilisation des remises au Tadjikistan ... 75
1.2. Les remises des migrants et la réduction de la pauvreté ... 77
2. Les conséquences macroéconomiques et le point de vue pessimiste ... *79*
2.1. Les remises des migrants et les investissements potentiels ... 79
2.2. « Multiplicateur keynésien » ... 80
2.3. La maladie hollandaise, une des conséquences négatives des remises ... 81
2.4. Les effets contradictoires sur la balance des paiements ... 81
2.5. Les effets des remises sur le système bancaire du pays ... 82
2.6. L'hypothèse du « *brain drain* » versus « *brain gain* » ... 83

C. L'INTERVENTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS L'OPTIMISATION DES REMISES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU TADJIKISTAN 84
1. L'engagement des acteurs interétatiques 84
2. Le programme de l'Eurasie 88
3. Les activités des bailleurs de fonds relatives à l'inclusion financière des bénéficiaires de remises des migrants 90
4. Le faible progrès du gouvernement du Tadjikistan 92
CONCLUSION 94

CONCLUSION 95

BIBLIOGRAPHIE 97

ANNEXES 119

Annexe I. Remises des migrants vers leur pays d'origine 120
Annexe II. Les grands flux des migrations internationales 121
Annexe III. Évolution de l'APD de 2004 à 2013 122
Annexe IV. Évolution des TFM, de l'APD et de l'IDE vers les pays en développement 122
Annexe V. Exemple de carte de « Matricula Consular » 123
Annexe VI. Flux des transferts par les régions 123
Annexe VII. Les gros bénéficiaires des TFM en 2013 en termes de volumes reçus et de pourcentage du PIB 124
Annexe VIII. Nombre des migrants de l'Asie centrale en Russie en 2013 125
Annexe IX. Carte du Tadjikistan 126
Annexe X. Information sur les oblasts au Tadjikistan 127
Annexe XI. Indicateurs de développement humain en Asie centrale en 1991 128
Annexe XII. Déclin économique au Tadjikistan et en Asie centrale 129
Annexe XIII. Évaluation du PIB au Tadjikistan (1990-2012) 129
Annexe XIV. Comparaison des TFM, de l'APD, des IDE et des exportations pour le Tadjikistan 130
Annexe XV. Images de la brochure 131
Annexe XVI. Tendances de la migration en Russie depuis le Tadjikistan 132
Annexe XVII. Carte migratoire avec les parties A et B 133
Annexe XVIII. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan entre 2002-2013 135
Annexe XIX. Tendances des remises des migrants au Tadjikistan de la Russie 135
Annexe XX. Tendance de la pauvreté au Tadjikistan 136
Annexe XXI. Hiérarchie des besoins selon Maslow 136
Annexe XXII. Opérateurs de transferts d'argent sur le corridor entre la Russie et le Tadjikistan 137
Annexe XXIII. Mécanisme hawala de transfert de fonds des migrants 137
Annexe XXIV. Proposition de l'OCDE 138
Annexe XXV. Remises des migrants et autres sources de revenus externes en pourcentage du PIB du Tadjikistan 139

Annexe XXVI. Organigramme du Service de la migration auprès du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Migration du Tadjikistan *140*
Annexe XXVII. Entretien à l'OCDE *141*
Annexe XXVIII. Entretien avec une épouse de migrant en Russie *150*
Annexe XXIX. Enquête effectuée par l'auteur pour la présente recherche *157*